

MARANSIN

CARTE COMMUNALE

1.2 Rapport de présentation

Incidences et mesures

Indicateurs de suivi

Révision de la Carte Communale prescrite par D.C..C du 16/12/2020

Projet de Carte Communale notifié par D.C.M du 20/12/2022

Dossier soumis à Enquête Publique du 04/06/2024 au 05/07/2024

Carte Communale approuvée par D.C.M du ...



Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

SOMMAIRE

Le rapport de présentation de la Carte Communale de Maransin est organisé en 4 tomes.

- Tome 1.1 : Diagnostic, état initial de l’environnement, explication des choix, articulation ;
- Tome 1.2 : Analyse des incidences et mesures d’évitement-réduction-compensation, indicateurs de suivi ;
- Tome 1.3 : Résumé non technique ;
- Tome 1.4 : Avis des Personnes Publiques Associées & Enquête Publique

TOME 1.2. DU RAPPORT DE PRESENTATION

Table des matières

1. AVANT-PROPOS.....

5

1.1. Qu’entend-on par évaluation environnementale ?.....

7

1.2. Limites et difficultés rencontrées

8

2. INCIDENCES DU PROJET DE CARTE COMMUNALE SUR L’ENVIRONNEMENT ET MESURES D’EVITEMENT-REDUCTION-COMPENSATION

9

2.1 Préambule

11

2.2 Rappel des enjeux.....

11

1.3. Rappel des données de cadrage.....

13

a) Présentation des différentes zones de la carte communale de Maransin et évolution par rapport au document en vigueur

13

1.4. Analyse des incidences notables sur l’environnement de la mise en œuvre de la carte communale et mesures « ERC » associées

20

a) Rappel

20

b) Le grand paysage.....

20

c) Le patrimoine naturel et les continuités écologiques.....

25

d) L’eau en tant que ressource et milieu.....

33

e) Les risques naturels

36

f) Les risques technologiques

43

g) Nuisances et pollutions.....

44

h) Energie et Gaz à Effet de Serre

47

1.5. Focus sur les principales zones susceptibles d’être touchées de manière notable par la mise en œuvre de la carte communale

51

a) Préambule

51

b) Focus sur les zones destinées à muter

51

1.6. Evaluation des incidences au titre de Natura 2000

66

a) Rappel

66

b) Rappel du zonage de la carte communale de Maransin en vigueur.....

70

c) Rappel du zonage de la carte communale de Maransin, proposé par la révision en 2024

71

d) Analyse des incidences potentielles de la carte communale révisée sur le site Natura 2000 « Vallées de la Saye et du Meudon »

73

e) Par rapport au site Natura 2000 des « Landes de Montendre »

74

f) Conclusions

74

3. INDICATEURS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA CARTE COMMUNALE	73
1.1. Objectifs du suivi de la mise en œuvre de la carte communale	77
1.2. Définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application de la carte communale	77
a) Programme de suivi des effets de la carte communale sur la consommation d'espace, les volets socio-économiques et mobilités.....	77
b) Programme de suivi des effets de la carte communal sur l'environnement	79

1. AVANT-PROPOS

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1.1. QU'ENTEND-ON PAR EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ?

« L'évaluation environnementale d'un projet ou d'un plan /programme est réalisée par le maître d'ouvrage ou sous sa responsabilité. Elle consiste à intégrer les enjeux environnementaux et sanitaires tout au long de la préparation d'un projet, d'un plan ou d'un programme et du processus décisionnel qui l'accompagne : c'est une aide à la décision. Elle rend compte des effets prévisibles et permet d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux identifiés. Elle vise ainsi à prévenir les dommages, ce qui s'avère en général moins coûteux que de gérer ceux-ci une fois survenus. Elle participe également à la bonne information du public et des autorités compétentes. »

En cas d'évaluation environnementale, le contenu de la carte communale est régi par l'application de l'article R161-3 du Code de l'urbanisme en vigueur :

1° Décrit l'articulation de la carte avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 et L. 131-6 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

➡ **Voir le Tome 1.1 du rapport de présentation**

2° Analyse les perspectives de l'évolution de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre de la carte ;

➡ **Voir le Tome 1.1 du rapport de présentation**

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption de la carte sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

➡ **Dans le présent document**

4° Expose les motifs de la délimitation des secteurs, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique de la carte ;

➡ **Voir le Tome 1.1 du rapport de présentation, et dans le présent document**

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement ;

➡ **Dans le présent document**

6° Rappelle que la carte fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision. Il définit des critères, indicateurs et modalités qui devront être retenus pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

➡ **Dans le présent document**

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

➡ **Dans le Tome 1.3 du rapport de présentation**

Le rapport de présentation est proportionné à l'importance de la carte communale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

1.2. LIMITES ET DIFFICULTES RENCONTREES

La révision de la carte communale de Maransin s'est déroulée globalement sans difficulté.

En revanche, l'un des secteurs investigués par le bureau d'étude écologue THEMA Environnement n'a pas pu fait l'objet de sondages pédologiques sur une grande partie du site (accès aux parcelles privées refusé).

Il convient également de préciser que l'arrêté préfectoral s'appliquant au SIEPA du Nord Libournais concernant les volumes prélevables maximum autorisés, a évolué. En effet, un nouvel arrêté préfectoral est applicable depuis début 2023. Le volume maximum prélevable autorisé pour ce MO a été réduit.

2. INCIDENCES DU PROJET DE CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET MESURES D'EVITEMENT-REDUCTION- COMPENSATION

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

2.1 PREAMBULE

Il s'agit ici d'évaluer et caractériser les incidences de la mise en œuvre du projet de la carte communale sur l'environnement, de manière prévisible et au terme de la mise en œuvre du document d'urbanisme.

L'évaluation est élaborée au regard des incidences probables liées à l'application de la carte communale :

- elle évalue les effets **positifs et négatifs** de la carte communale à la fois au regard de l'évolution de l'urbanisation dont les limites sont fixées par le plan (zones U et N) et au regard des mesures prises pour préserver et valoriser l'environnement ;
- elle repose sur des critères quantitatifs (dans la mesure du possible), factuels, comme sur des critères qualitatifs et contextualisés pour spécifier le niveau d'incidence ;
- elle utilise le diagnostic de l'état initial de l'environnement comme référentiel de la situation environnementale du territoire communal pour y projeter la tendance évolutive telle qu'envisagée par le projet de carte communale ;
- elle se base sur la vocation initiale des sols de la carte communale pour établir un comparatif avec le projet de carte communale, identifier les modifications de vocation et pressentir les changements à venir au niveau de l'utilisation et de l'occupation de l'espace communal.

Les incidences sont déclinées autour de plusieurs thématiques environnementales centrales vis-à-vis du développement et de l'aménagement des territoires :

- le paysage,
- le patrimoine naturel et les continuités écologiques,
- les ressources,
- les nuisances et pollutions
- l'énergie et les émissions de Gaz à Effet de Serre,
- les risques.

2.2 RAPPEL DES ENJEUX

Le tableau suivant établit une synthèse des principaux enjeux mis en évidence dans l'Etat Initial de l'Environnement.

Patrimoine naturel et continuités écologiques
<ul style="list-style-type: none"> • La préservation de la Trame Verte et Bleue • La préservation d'une biodiversité ordinaire en lien avec les milieux anthropisés (où de nombreuses espèces sont protégées, telles que les hirondelles et les chauves-souris). • Le maintien du maillage de haies. • Une attention forte sur la gestion des eaux pluviales et des problématiques d'assainissement, compte-tenu de la prégnance de milieux potentiellement humides sur la commune. • L'anticipation du changement climatique.
Grand Paysage
<ul style="list-style-type: none"> • Le maintien des équilibres actuels entre activités agricoles, espaces naturels, résidentiels et activités ; la limitation des mitages agricoles et résidentiels.

- Le traitement des lisières entre zones urbanisées et espaces agricoles pour une meilleure intégration paysagère (et une limitation des conflits d'usage) : dans le cadre de la carte communale, il s'agit notamment de s'appuyer sur les motifs naturels existants (ex : haie).
- Le maintien et la valorisation des terres agricoles et viticoles.
- L'affirmation de la notion de paysage comme bien commun de la collectivité et image de marque du territoire.

Ressources en Eau

- La préservation de la Trame Verte et Bleue, et notamment des zones humides proches des cours d'eau (en leur qualité de soutien des cours d'eau en période d'étiage).
- Le maintien des motifs paysagers (haies, boisements...) contribuant à limiter les transferts de polluants sur les bassins versants et lutter contre les pollutions diffuses.
- La compatibilité du développement urbain avec les ressources locales.
- Poursuivre les efforts d'optimisation du réseau de distribution d'eau potable afin de limiter les pertes en réseau, en organisant un développement urbain regroupé
- L'encouragement à des pratiques hydro-économes, tant au niveau privé (particuliers) que public (notion d'exemplarité).
- La poursuite des efforts de réhabilitation des dispositifs ANC non conformes.
- La bonne gestion des eaux pluviales afin de préserver la qualité des eaux superficielles, au regard du patrimoine naturel aquatique et semi-aquatique local.
- L'anticipation des effets du changement climatique sur l'eau, qu'elle soit milieu ou ressource.

Energie

- Encourager le développement des énergies renouvelables, et si besoin, s'affranchir des limites du territoire pour pouvoir envisager un mix énergétique plus important (coopération à l'échelle intercommunale, par exemple) ;
- Développer les mobilités alternatives au « tout automobile », en tenant compte du caractère relativement rural du territoire ;
- Proposer un développement urbain qui permette de limiter les petits déplacements du quotidien, notamment en direction des équipements et services (ex : école, mairie), ou encore qui facilite l'accès au transport collectif (notamment le transport scolaire).

Pollutions et nuisances, risques naturels et technologiques

- Proposer un développement urbain qui intègre les enjeux de sécurité des personnes et des biens par rapport au risque « feux de forêt », au regard des impacts du réchauffement climatique sur la vulnérabilité du territoire : ne pas créer de nouveaux secteurs à enjeux, éviter la juxtaposition directe des zones urbaines à venir avec des boisements (notamment de résineux).
- Eviter de soumettre la population et les biens à des risques liés aux ruissellements : prendre en considération la cartographie des « chemins de l'eau » d'EPIDOR.

1.3. RAPPEL DES DONNEES DE CADRAGE

a) PRESENTATION DES DIFFERENTES ZONES DE LA CARTE COMMUNALE DE MARANSIN ET EVOLUTION PAR RAPPORT AU DOCUMENT EN VIGUEUR

Selon l'article L.161-4 du Code de l'Urbanisme :

La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

- a) A des équipements collectifs ;
- b) A l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ;
- c) A la mise en valeur des ressources naturelles ;
- d) Au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Les constructions et installations mentionnées au 2° ne peuvent être autorisées que lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.

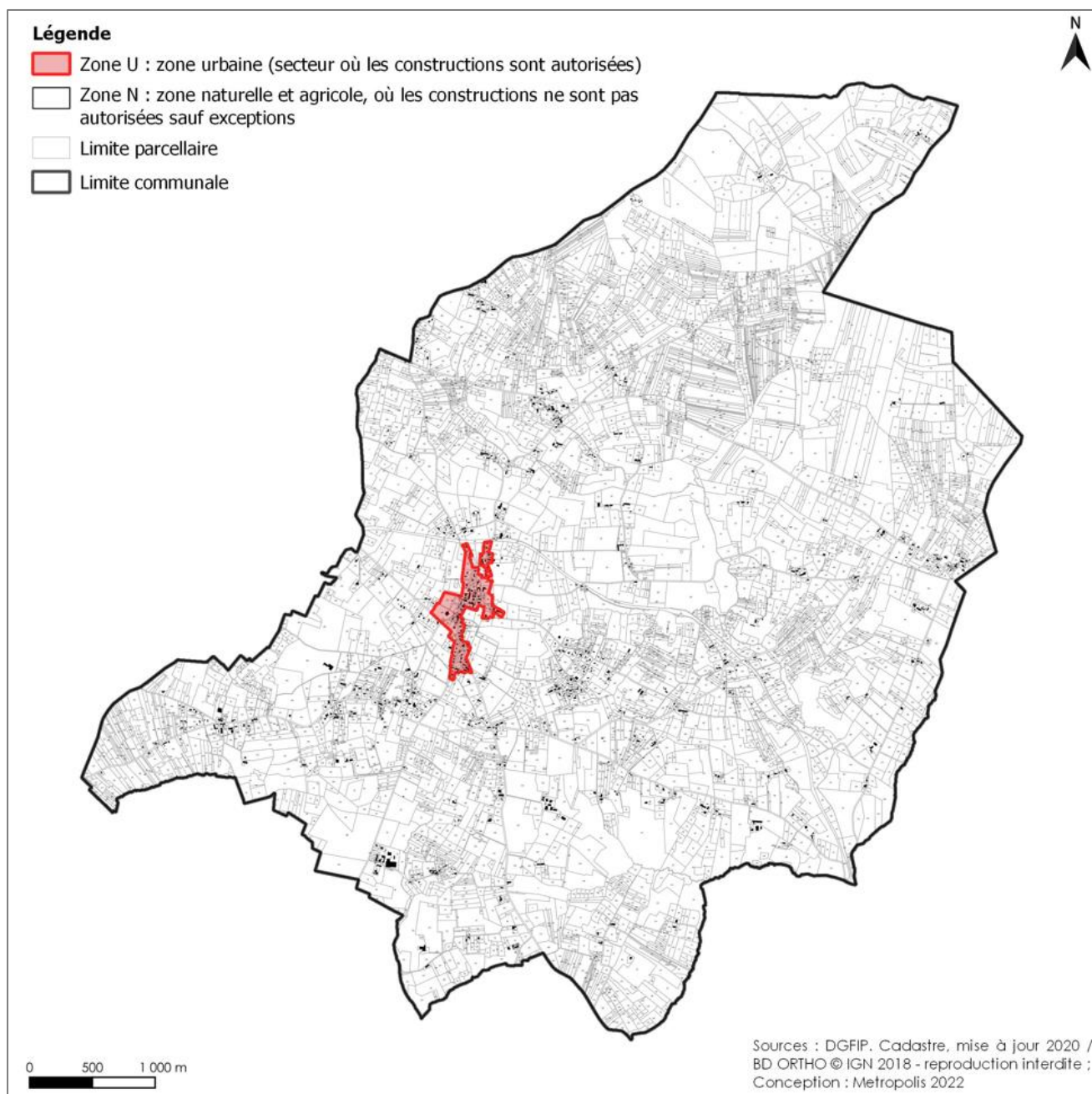
Les constructions et installations mentionnées aux b et d du même 2° sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Le projet de planification urbaine de la commune de Maransin se décompose classiquement en zones urbaines et naturelles. Comme évoqué dans le Tome 1.1, les différentes zones sont les suivants :

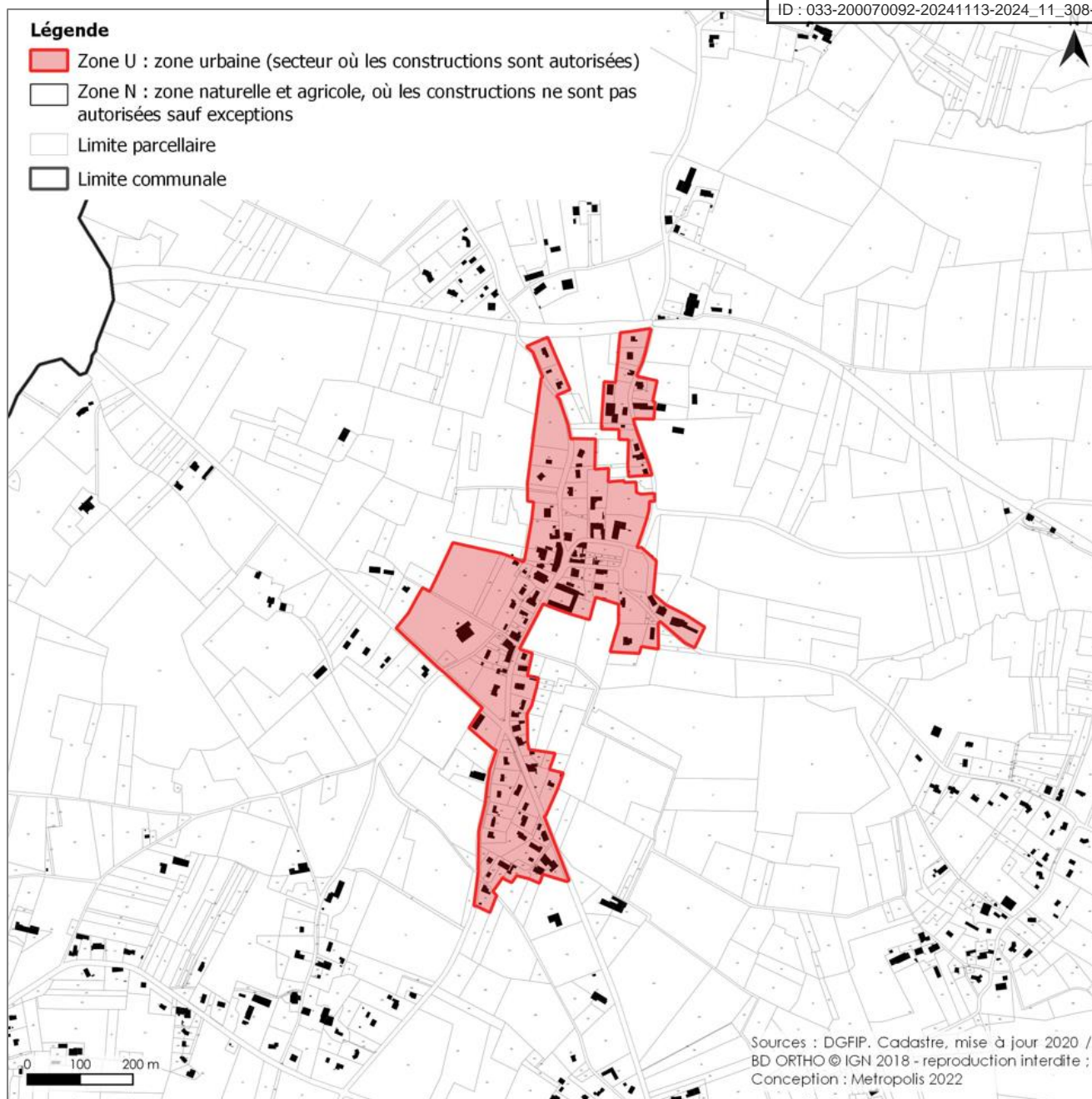
- **Les zones urbaines, zone U** : les zones urbaines sont repérées sur le document graphique (zonage) par un sigle commençant par la lettre « U ».
- **Les zones naturelles, zone N** : ces zones couvrent les secteurs communaux à dominante agricole et naturelle, et où les constructions et installations mentionnées au 2° de l'article L.161-4 du Code de l'Urbanisme ne sont autorisées que lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier avec finesse les superficies affectées aux différentes zones de la carte communale de Maransin, et telles que proposées par la révision.

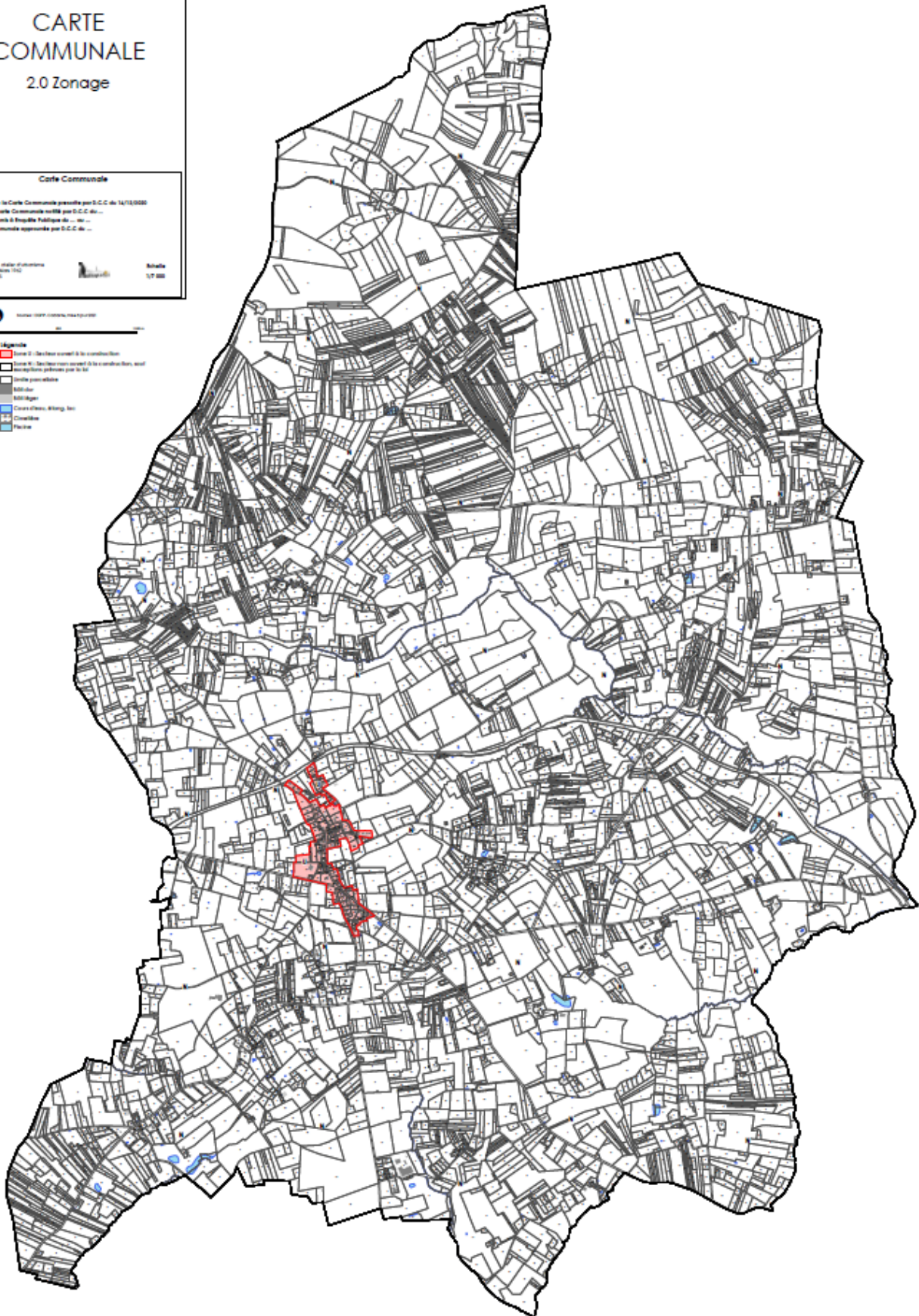
Type de zone	Surface concernée (en ha)	Superficie de la zone par rapport au territoire (en %)
U	A l'arrêt : 19,82 A l'approbation : 19,38	A l'arrêt : 0,66% A l'approbation : 0,65%
N	A l'approbation : 2950,53	A l'approbation : 99,35%
Total général	2969,91	100,00%

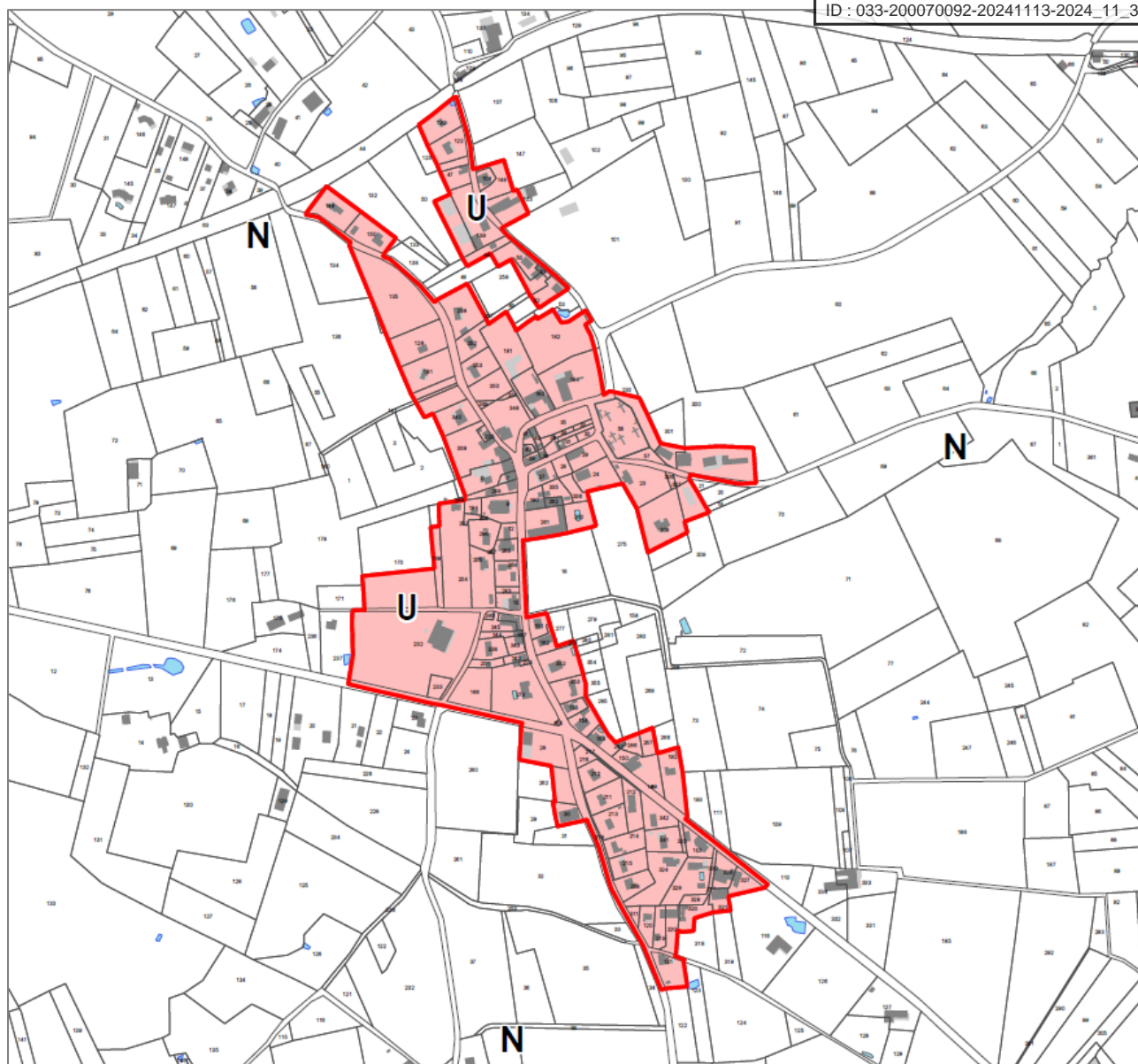


Zonage à l'arrêt de la carte communale



Zonage à l'arrêt de la carte communale





Zonage à l'approbation de la carte communale

L'analyse suivante rappelle les évolutions du zonage, entendu les évolutions des zones telles que définies dans le Code de l'Urbanisme : urbaine et naturelle.

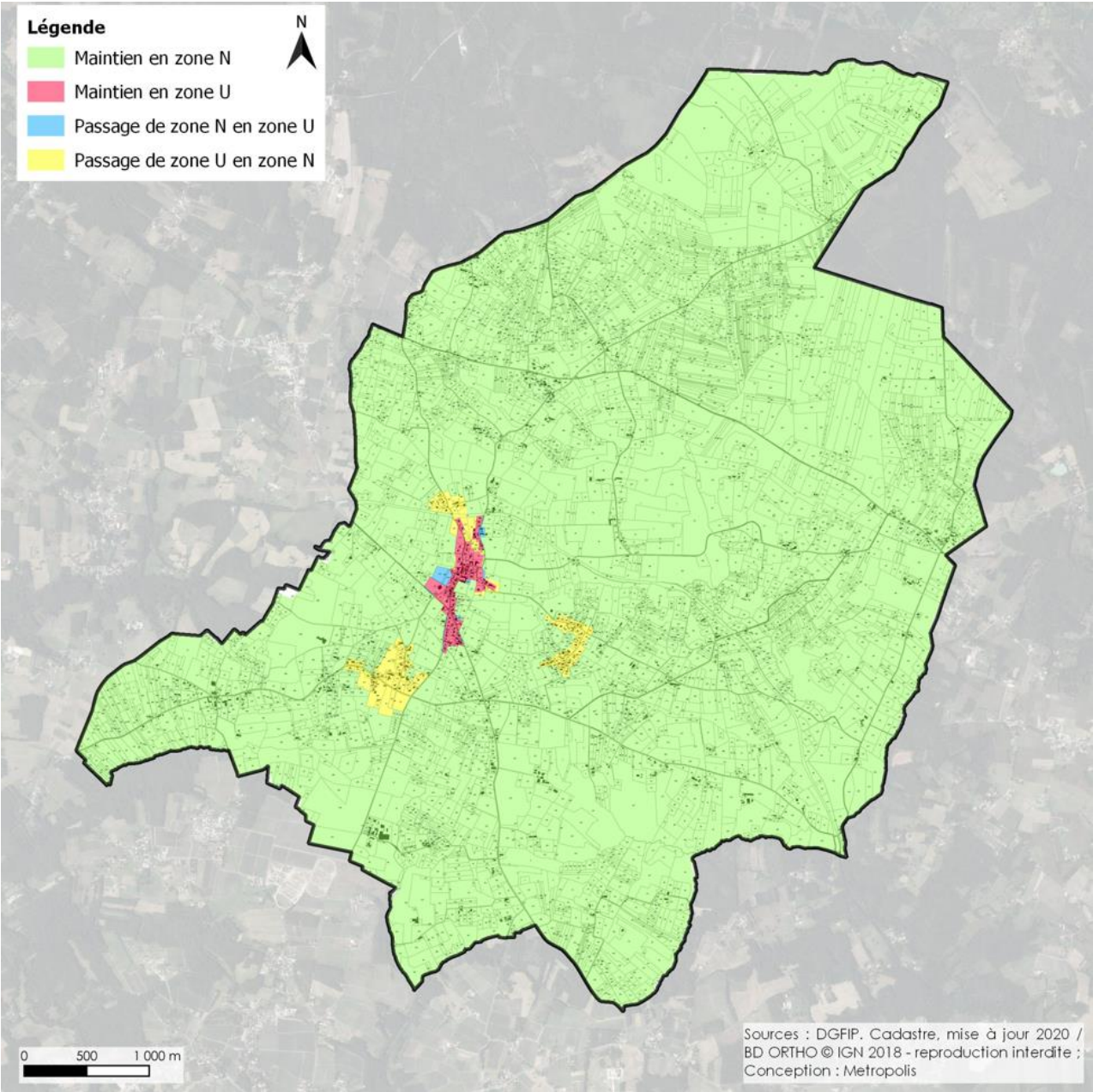
Tableau présenté à l'arrêt de la carte communale :

Evolution du zonage		
A l'arrêt de la CC	Surface en ha	%
Maintien en zone N	2913,89	98,11
Maintien en zone U	17,07	0,57
Passage de N en U	2,75	0,09
Passage de U en N	36,20	1,22
Total général	2969,91	100,00%

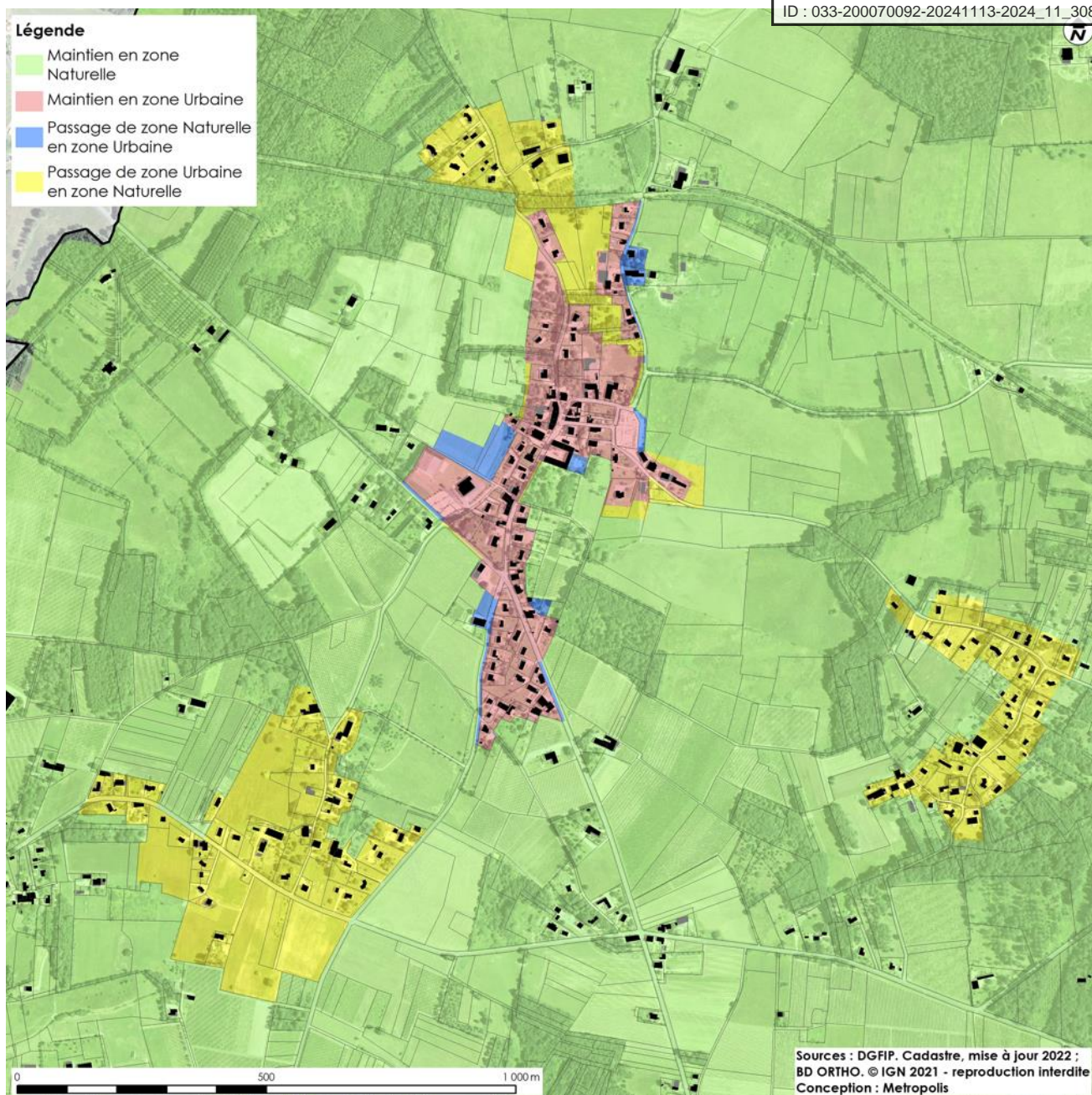
Tableau présenté à l’approbation de la carte communale :

Evolution du zonage		
A l’approbation de la CC	Surface en ha	%
Maintien en zone N	2914,33	98,13
Maintien en zone U	17,07	0,57
Passage de N en U	2,30	0,08
Passage de U en N	36,20	1,22
Total général	2969,91	100,00%

Ci-après est présentée la cartographie du bilan mis en évidence dans le tableau précédent.



Evolution lors de l’arrêt de la carte communale



Evolution à l'approbation de la carte communale

A l'arrêt de la carte communale, celle-ci permet la restitution finale de 33,45 ha ($=36,20 - 2,75$) de zone N, initialement en zone U. A l'approbation, la restitution finale est de 33,9 ha ($=36,20 - 2,30$).

De plus, il convient de rappeler que :

- Les espaces libres de la carte communale en vigueur (approuvée en 2006) représentent une superficie cumulée de 17,32 ha ;
- Les espaces libres de la carte communale révisée en 2024 (à l'approbation), représentent une superficie de 2,34 ha.

1.4. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE ET MESURES « ERC » ASSOCIÉES

a) RAPPEL

Les dispositions opposables de la carte communale de Maransin prennent corps uniquement à travers le règlement graphique (zonage). A la différence du PLU, la carte communale ne dispose pas d'autres documents de portée opposable aux tiers que sont le règlement écrit, et les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

b) LE GRAND PAYSAGE

Incidences négatives et mesures associées

Le développement urbain issu de la mise en œuvre de la carte communale de Maransin va conduire à une modification des enveloppes bâties, principalement au niveau des franges urbaines du bourg. Pour le secteur du « Bourg », la perception des lisières urbaines pourrait être modifiée depuis la RD120 et la route permettant de relier Péristève et Petit Chaillat.

Toutefois, afin de ne pas porter atteinte à l'intérêt paysager local et de ne pas conduire à une banalisation du paysage « du quotidien », la carte communale fait de l'intégration paysagère un élément important de son projet territorial. Il s'agit ici d'éviter au maximum la dégradation du cadre paysager local, tout en faisant de la mise en valeur du contexte existant un élément différenciant et contribuant à l'essor de nouveaux ensembles bâtis plus qualitatifs et plus intégrés. Sur les sites de « Gail Est » et du « Bourg », la carte communale évite notamment la suppression de haies, afin de réduire la surexposition des futurs bâtis.

➡ Cf. focus sur les sites voués à muter

Des orientations d'aménagement (bien que sans valeur opposable) sont également proposées en mesure d'accompagnement de la carte communale « révisée ».

- **Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale révisée en 2024 ne saurait être de nature à générer des incidences négatives notables sur le grand paysage. Celles-ci sont évaluées comme potentiellement « faibles ».**

Incidences positives

La révision de la carte communale s'est accompagnée d'un effort notable de contraction de l'emprise des zones urbaines, conduisant à une réduction de la superficie cumulée en zone U de 33,9 ha. L'intégration du potentiel de densification au sein des zones urbaines contribue ainsi à limiter le besoin d'extensions de l'urbanisation sur les espaces naturels, agricoles et forestiers.

Par ce choix, la révision de la carte communale préserve le caractère naturel et agricole du territoire, et *in fine* la qualité de son cadre de vie, qui constitue l'un des grands atouts de la commune de Maransin. En effet, près de 2950 ha du territoire sont classés en zone N, soit près de 99,35% de la superficie communale.

Les vallées et boisements, qui œuvrent pleinement à l'instauration d'un capital paysager d'intérêt, bénéficient d'une attention forte dans la carte communale. La qualité paysagère associée à ces ensembles naturels sera durablement maintenue par la mobilisation du zonage N.

De plus, la mise en œuvre de la carte communale révisée en 2024 induira :

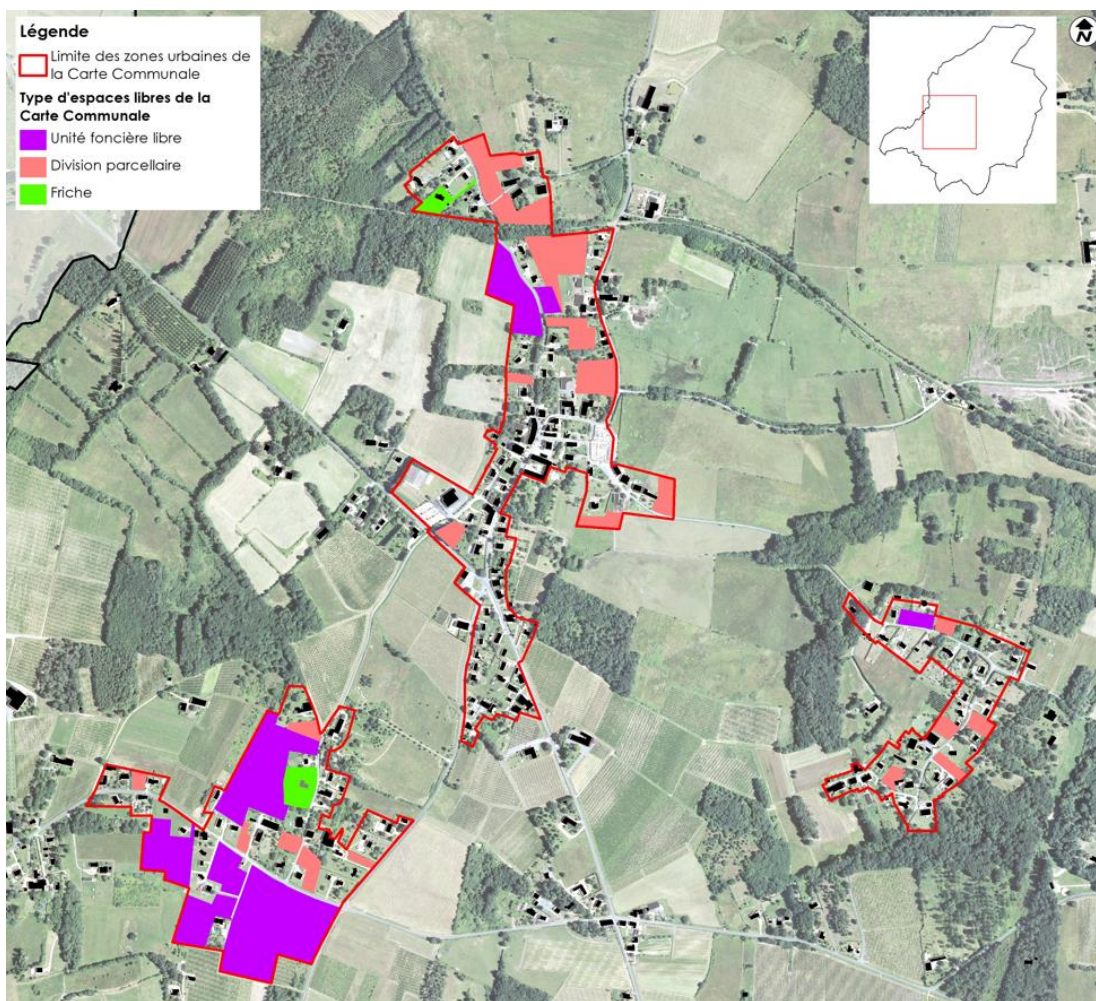
- une mutation potentielle d'espace particulièrement contenue et située dans le tissu urbain existant ou en continuité de celui-ci. En effet, seuls 2,34 ha constituent des espaces libres dans la carte communale révisée, contre 17,32 ha dans le document d'urbanisme en vigueur. La révision évite ainsi le mitage du grand paysage, ainsi que la banalisation et la privatisation des vues perçues depuis l'espace public

notamment ;

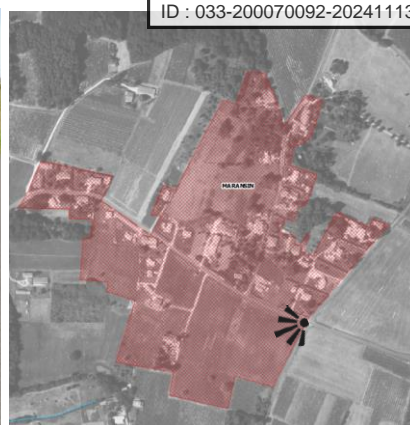
- la restitution *finale* de 33,9 ha en zone N d'espaces agricoles et naturels (auparavant en zones U), soit 11 fois plus que la superficie cumulée des espaces libres constructibles (qui peuvent être urbanisées par extension ou densification) de l'ensemble de la zone U de la nouvelle carte communale.

Comme le montre la cartographie des espaces libres de la carte communale actuelle, un important développement urbain était prévu sur le hameau de Beaucaillat. La mise en œuvre de la carte communale en vigueur peut conduire à une modification significative du grand paysage sur ce secteur, d'autant plus que le contexte local est caractéristique de milieux agricoles très ouverts. De ce fait, la surexposition des bâtis dans le grand paysage pourrait être forte car :

- Les motifs naturels (ex : des haies) sont très peu présents : le cadre paysager existant ne peut donc pas jouer véritablement le rôle de « filtre » dans les vues proches et lointaines, et ainsi créer une transition visuelle douce et nuancée entre les espaces productifs et urbains ;
- Le document d'urbanisme étant de type « carte communale », il n'existe pas de levier réglementaire complémentaire (ex : règlement écrit, Orientation d'Aménagement et de Programmation) qui puisse être mobilisé pour réduire l'impact visuel potentiel des constructions. Exiger l'implantation d'une haie qualitative plantée en pleine terre, composée d'espèces présentant un intérêt écologique et/ou paysager, ne peut faire l'objet d'une disposition opposable aux tiers.



Zones urbaines telles que définies dans la carte communale en vigueur et espaces libres actuels (rappel : le permis d'aménager accordé sur le Nord-Ouest du bourg est comptabilisé dans les espaces libres)



Vue 1 : vue sur le secteur de Beaucaillat, au niveau du carrefour entre la D120 et D133.

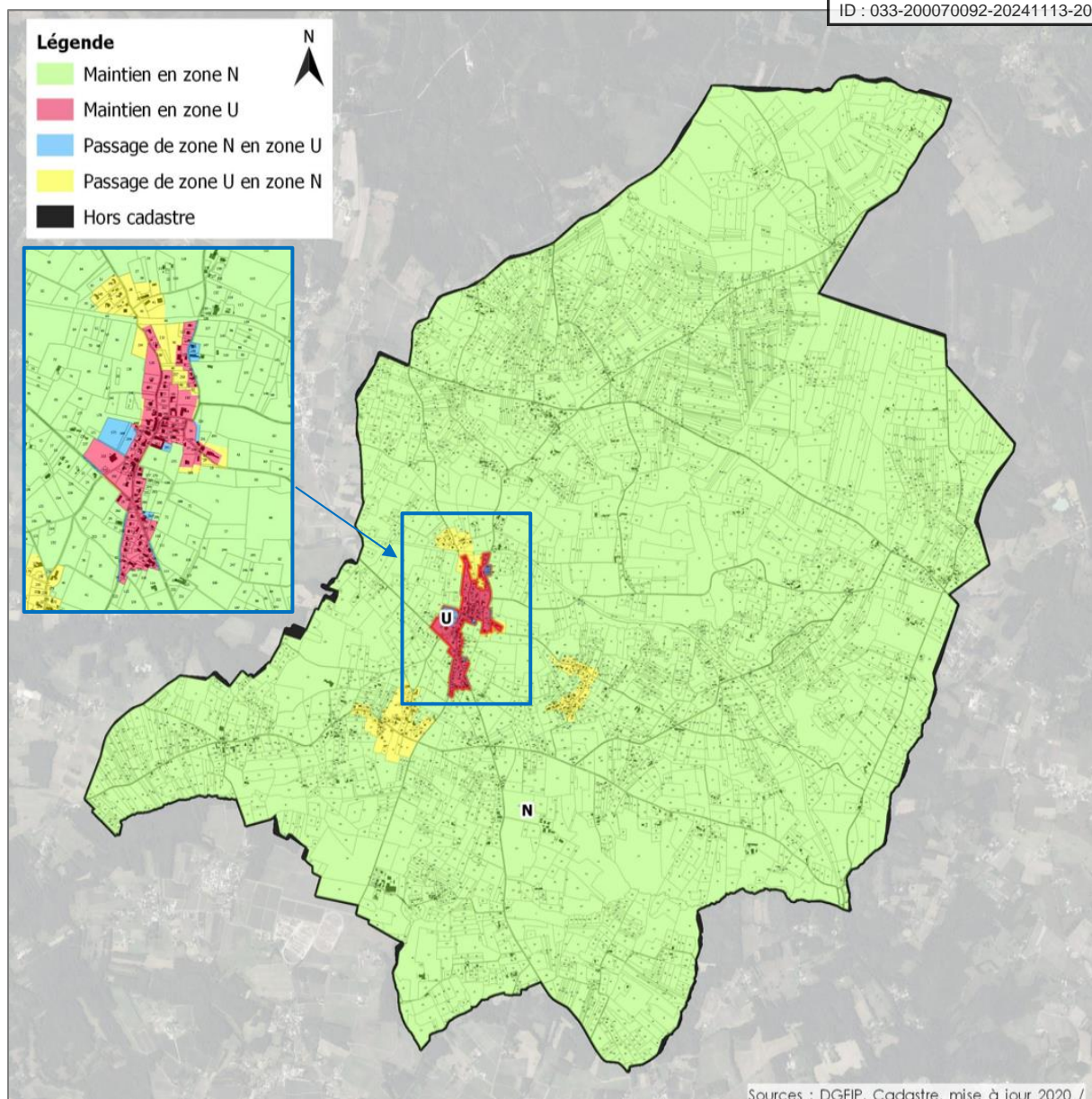


Vue 2 : vue sur le secteur de Beaucaillat depuis la D133.

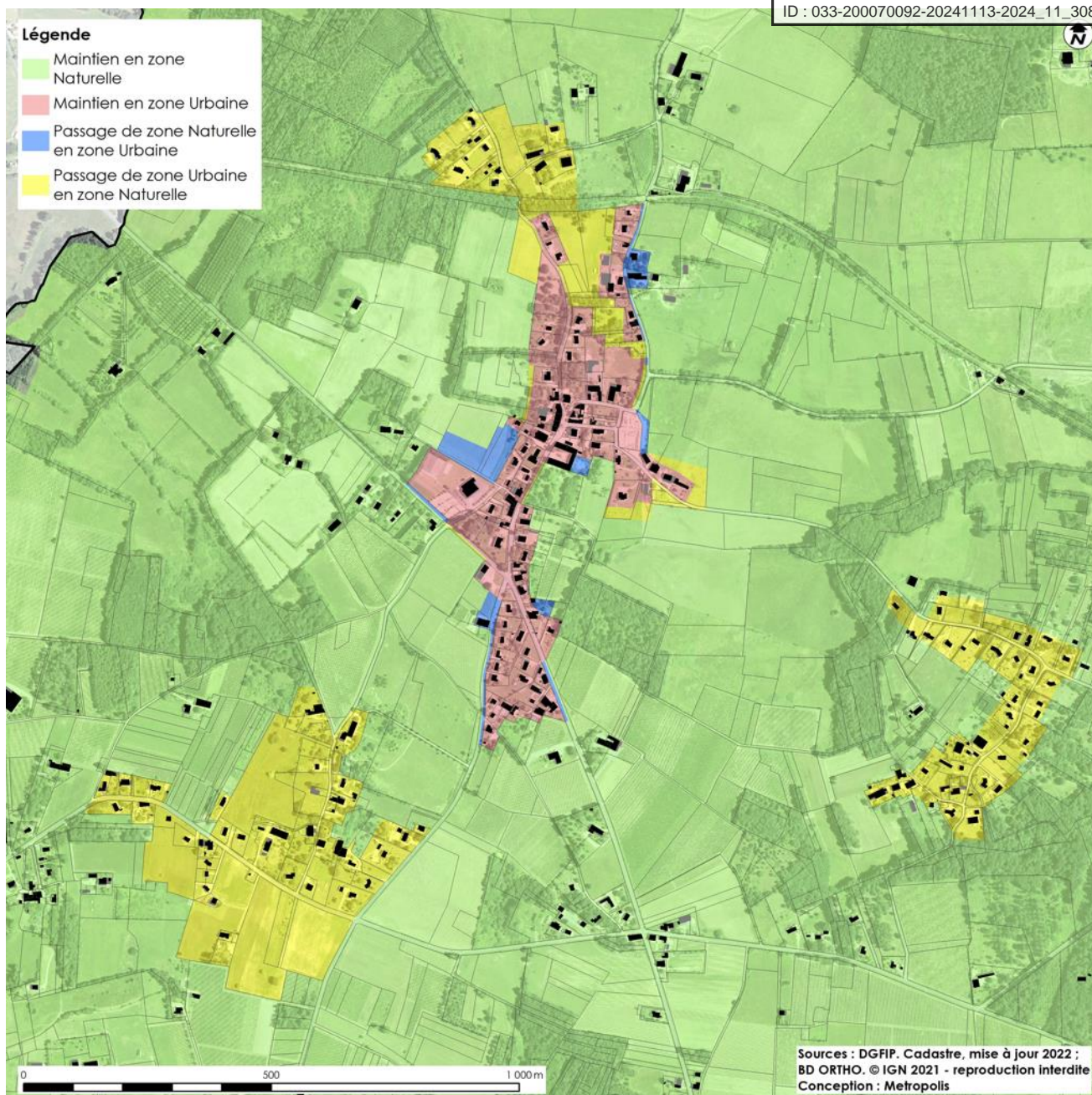
En reclassant le secteur de Beaucaillat en zone N, la carte communale révisée agit de façon bénéfique sur la préservation du cadre paysager à l'échelle locale.

- **La commune de Maransin évolue dans un cadre naturel et agricole de qualité. La révision de la carte communale génère une incidence positive sur la préservation de ce capital paysager, notamment sur le hameau de Beaucaillat qui était destiné à recevoir une urbanisation importante, au regard du potentiel constructible que porte l'ensemble des espaces libres. En l'absence de dispositions opposables aux tiers autres que le zonage (seul levier direct de la carte communale), la mise en œuvre de l'actuelle carte communale pourrait donc avoir des incidences paysagères fortes.**

De ce fait, la révision a une incidence positive sur la préservation du grand paysage maransinois.



Carte d'évolution du zonage de Maransin : bilan entre la carte communale actuellement opposable et la carte communale révisée telle que proposée à l'arrêt



Carte d'évolution du zonage de Maransin : bilan entre la carte communale actuellement opposable et la carte communale révisée telle que proposée à l'approbation

c) LE PATRIMOINE NATUREL ET LES CONTINUITES ECOLOGIQUES

Incidences négatives et mesures associées

Un développement urbain contenu qui induira l'artificialisation de terrains naturels (c'est-à-dire non bâtis) situés au contact de l'urbanisation existante, mais de façon contenue

D'une manière générale, l'urbanisation de terrains « naturels » (c'est-à-dire actuellement non bâtis) induit la perte d'habitats qui contribuent potentiellement à l'accueil de la biodiversité locale. Selon les espèces faunistiques, ces habitats peuvent porter des fonctions de reproduction, d'alimentation ou encore favoriser le déplacement des individus.

La carte communale révisée en 2024 promeut une organisation du développement maîtrisée, et regroupée au niveau du bourg. Par cette mesure de réduction, le prélèvement de terrains naturels et agricoles (= non bâti) induit par l'urbanisation (zone U en extension et densification) ne portera que sur une surface cumulée de 2,34 ha, soit 0,078 % de la superficie communale. Il convient de rappeler qu'un permis d'aménager a déjà été accordé sur le nord du bourg (de 5800 m²).

Il convient de rappeler que la mise en œuvre de la carte communale en vigueur permet d'urbaniser potentiellement 17,32 ha de secteurs identifiés aujourd'hui en zone U, avec un potentiel urbanisable important sur le bourg, le hameau de Beaucaillat, et celui de Grugier (dans une moindre mesure). Sur ces 2 secteurs, le potentiel constructible peut être mobilisé par urbanisation d'une unité foncière ou par division parcellaire. Les espaces libres constructibles de la carte communale actuelle sont répartis de la façon suivante :

- 79% en espaces agricoles (soit 13,78 hectares) ;
- 16% en espaces déjà artificialisés (soit 2,75 hectares) ;
- 5% en espaces naturels (soit 0,91 hectares).

➤ **Au regard de ces éléments, les incidences potentielles de la mise en œuvre de la carte communale de 2024 sur la biodiversité locale, seront potentiellement réduites. De plus, par rapport au document en vigueur, l'urbanisation que permet la mise en œuvre de la carte communale « révisée » sur les habitats agricoles et naturels sera, sur le plan de l'emprise foncière cumulée, plus faible.**

Une urbanisation qui va impacter des zones humides identifiées, mais de façon limitée

Des investigations écologiques ont été menées sur 3 secteurs potentiellement identifiés comme voués à muter : Beaucaillat, Gail Est et le site du Bourg. Tous mettent en évidence la présence d'enjeux écologiques, et particulièrement des zones humides (mises en lumière notamment à la faveur de sondages pédologiques). Les surfaces identifiées en zones humides sont variables :

- Site de « Beaucaillat » : environ 3,126 ha
- Site du « Bourg » : environ 0,612 ha
- Site de « Gail Est » : environ 1,42 ha (suite à l'expertise complémentaire réalisée par ARTIFEX).

Le secteur de « Beaucaillat » présente à la fois un habitat caractéristique de zone humide (bosquet de saules cendrés) et des sols caractéristiques de zones humides (la microtopographie du site définit ici la répartition des zones humides sur le plan pédologique).

Par la révision de la carte communale en 2024, l'urbanisation du site de « Beaucaillat » est intégralement évitée, via le choix de la collectivité qui souhaite conforter le bourg. La révision de la carte communale entraîne donc le reclassement en zone naturelle de 3,126 ha de zone humide, identifiés sur le site de « Beaucaillat ».

Sans mesures de réduction complémentaires, la mise en œuvre du projet communal révisé pourrait potentiellement induire la destruction brute cumulée de 2,032 ha de zones humides, du fait de l'urbanisation des sites de Gail Est et du Bourg :

- Le site du « Bourg » ne montre pas la présence de zone humide « botanique » au sens de la réglementation. Toutefois, comme évoqué ci-dessus, 0,612 ha de zones humides ont été mises en évidence

sur le site, via la réalisation de sondages pédologiques. L'évaluation environnementale a contribué à réduire l'emprise de la zone U, permettant ainsi d'éviter l'urbanisation potentielle d'environ 0,164 ha cumulés de zone humide. En revanche, le reste de la zone humide est vouée à être urbanisé en tout ou partie, soit une superficie *brute* totale de 0,448 ha.

- Le site de « Gail Est » ne montre pas la présence de zone humide « botanique » au sens de la réglementation (les taux de recouvrement toutes strates confondues des espèces de zones humides ne conduisent pas à définir ces habitats comme humides au sens de la réglementation). Toutefois, 1,42 ha de zones humides ont été mises en évidence sur ce secteur, via la réalisation de sondages pédologiques (étude complémentaire ARTIFEX). L'évaluation environnementale a contribué à réduire l'emprise de la zone U, permettant ainsi d'éviter l'urbanisation potentielle de 13269 m² environ de zone humide. En revanche, le reste de la zone humide est vouée à être urbanisé en tout ou partie, soit une superficie *brute* de 931 m² environ.

La mise en œuvre de la carte communale va potentiellement induire l'urbanisation de 0,54 ha cumulés (surface brute) de zones humides, en tout ou partie.

➡ Cf. focus sur les sites voués à muter

- **Au regard de ces éléments, des incidences sont potentiellement à prévoir sur les zones humides, sur une emprise cumulée brute d'environ 0,54 ha du fait de l'urbanisation des sites du Bourg et de Gail Est. En revanche, il convient de souligner que par rapport au document en vigueur, l'urbanisation que permet la mise en œuvre de la carte communale « révisée » sur les zones humides sera plus faible. Ceci est dû au reclassement en zone N du site d'Beucaillat (mise en lumière d'environ 3,126 ha de zones humides).**

Des zones de friction entre la Trame Verte et Bleue et le projet communal, mais de façon limitée et sectorisée

Le territoire de Maransin se caractérise par une très forte proximité entre les espaces naturels et agricoles (notamment les prairies) d'une part, et les zones déjà urbanisées d'autre part. L'urbanisation qui a opéré ces dernières décennies a conduit à la présence de milieux potentiellement favorables à l'expression de la biodiversité locale au sein des interstices et dents creuses de la zone urbaine agglomérée. La Trame Verte et Bleue identifiée sur le territoire montre cette forme d'imbrication entre les trames « naturelle » et « urbaine », et de facto, la juxtaposition presque inévitable entre des milieux d'intérêt écologique et des zones urbanisées.

D'un point de vue surfacique, les réservoirs de biodiversité identifiés sur le territoire de Maransin représentent :

- 2123,34 ha pour les réservoirs principaux ;
- 295,02 ha pour les réservoirs secondaires.

Soit une superficie cumulée de 2418,36 ha.

La commune de Maransin souhaite prendre en compte les enjeux de maintien des continuités écologiques de son territoire. Ceux-ci se conjuguent avec le souhait de proposer un projet de développement urbain qui s'appuie sur le confortement du bourg, et la volonté de ne pas poursuivre une urbanisation marquée sur des sites ne répondant pas à des logiques de proximité, notamment pour l'accès aux services et équipements (ex : école, mairie, poste, arrêt CALIBUS...).

L'urbanisation sur le hameau de Beaucaillat, comme le permet l'actuelle carte communale, entrainerait potentiellement l'artificialisation d'environ 9,2 ha de milieux naturels et agricoles identifiés en qualité de réservoir de biodiversité dans la Trame Verte et Bleue communale. La révision du document d'urbanisme permet ainsi d'éviter l'atteinte à ces réservoirs de biodiversité et *in fine* au potentiel écologique qui peut leur être inféodé.

A l'arrêt de la Carte Communale :

La superposition de la Trame Verte et Bleue avec le projet de carte communale révisée a été réalisée. Les zones

U se superposent sur une surface cumulée de 2,98 ha (uniquement sur des réservoirs de biodiversité primaires). Les espaces libres (= surfaces potentiellement constructibles) du projet proposé par la révision affectent seulement 2,57 ha de milieux identifiés en tant que réservoirs de biodiversité (le permis d'aménager accordé étant ici comptabilisé). On observe 2 zones de friction principales :

- Le site de « Gail Est » est localisé sur la frange d'un réservoir de biodiversité de la sous-trame des milieux prairiaux : l'urbanisation du site va donc entraîner la diminution de l'emprise de ce réservoir. Des mesures de réduction ont été appliquées, permettant de réduire la surface impactée.
- Le site du « Bourg » est localisé également sur la frange d'un réservoir de biodiversité de la sous-trame des milieux prairiaux : l'urbanisation du site va entraîner la réduction de l'emprise de ce réservoir. Toutefois, des mesures réductrices sont adoptées afin de préserver une perméabilité écologique au sein de l'enveloppe bâtie existante et à venir.

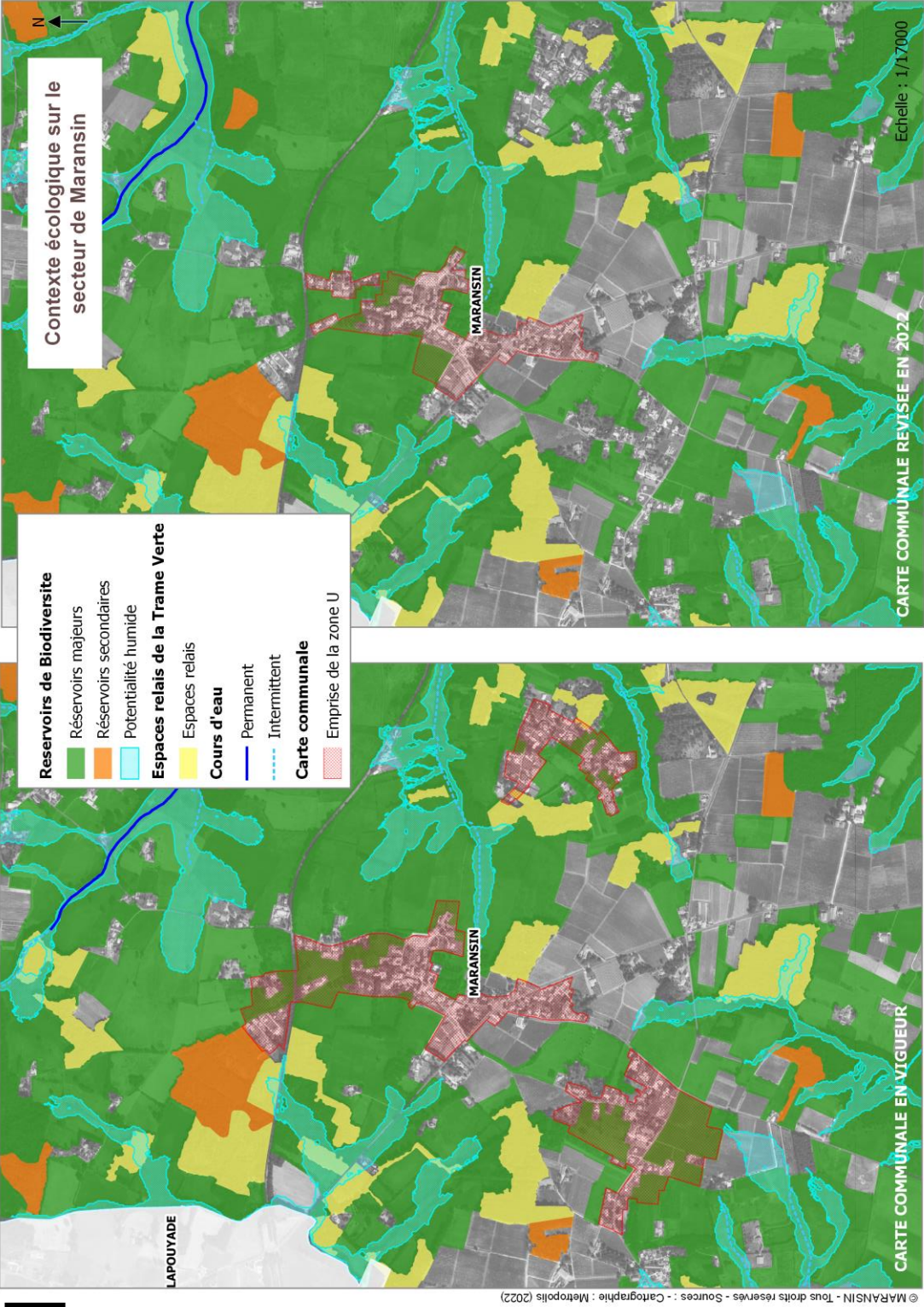
➡ Cf. focus sur les sites voués à muter

A l'approbation de la Carte Communale : La superposition de la Trame Verte et Bleue avec la carte communale révisée en 2024 a été réalisée. Du fait de la contraction supplémentaire de l'emprise constructible réalisée au niveau du bourg, les zones U se superposent sur une surface cumulée d'environ 2,08 ha (uniquement sur des réservoirs de biodiversité primaires).

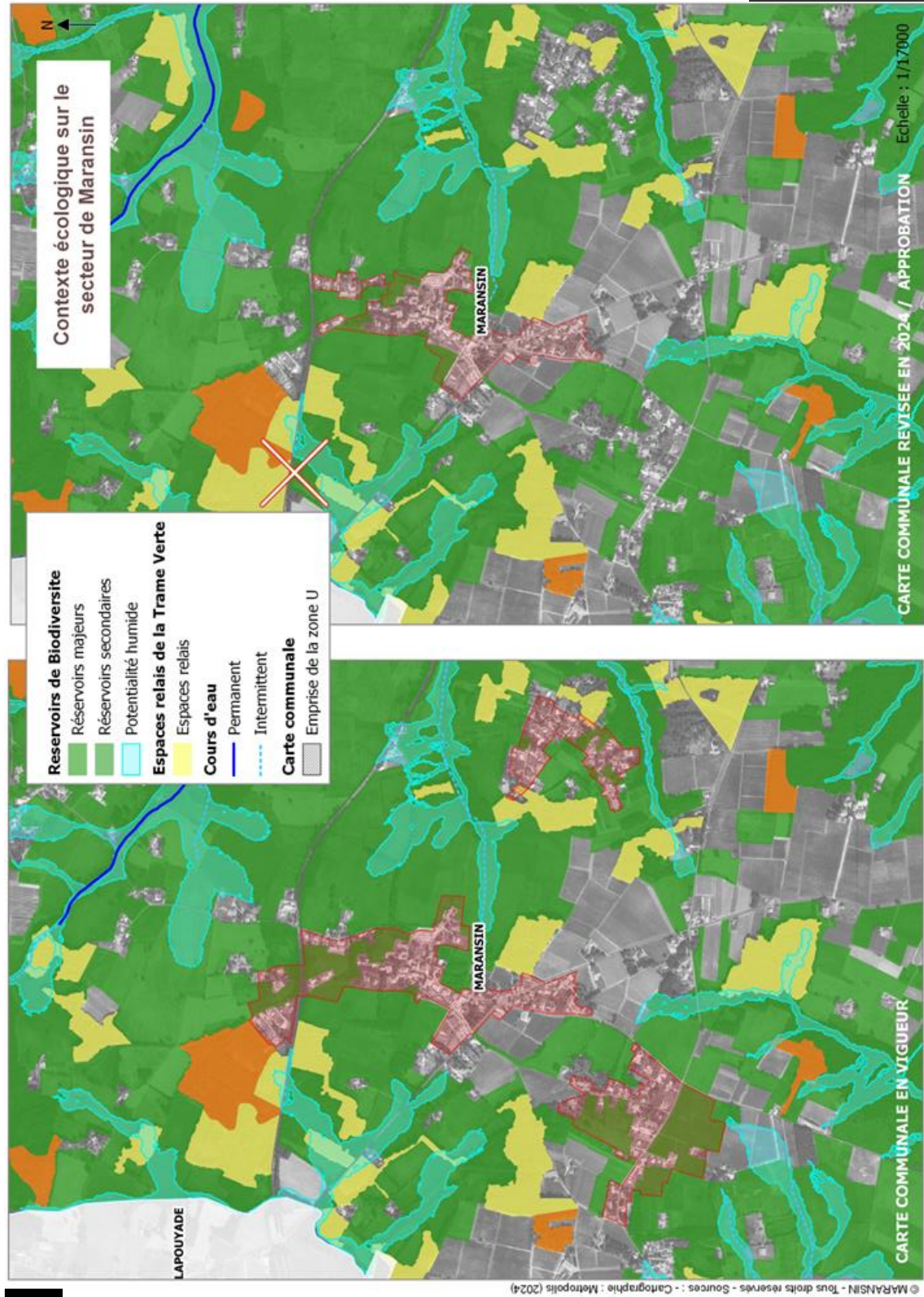
Néanmoins, il convient de souligner que les sites voués à être urbanisés évoluent au sein du tissu urbain existant, ou en continuité de celui-ci. La mise en œuvre de la carte communale révisée ne contribue pas au mitage du territoire, ni à la fragmentation des continuités écologiques, puisqu'il s'agit ici de proposer un développement urbain maîtrisé et resserré au niveau du bourg. Ce sont bien les milieux naturels et productifs agricoles situés hors du bourg, qui constituent le support majeur d'expression et d'accueil de la biodiversité locale. Cela s'explique par la caractère très unifié des milieux naturels et agricoles, et relativement peu fragmenté. Or, **ceux-ci sont dotés d'un zonage N dans la carte communale aujourd'hui révisée.**

- **Dans la carte communale de 2024, les sites voués à être urbanisés évoluent au sein du tissu urbain existant. Des mesures de réduction ont été appliquées dans le cadre de l'évaluation environnementale, contribuant ainsi à maîtriser les incidences notables potentielles sur le fonctionnement écologique local. Par ailleurs, en proposant une urbanisation recentrée sur le bourg maransinois, le projet de carte communale évite la fragmentation des milieux agricoles et naturels sur le hameau de Beaucaillat.**

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale révisée en 2022 ne saurait être de nature à générer des incidences négatives notables sur les continuités écologiques mises en lumière sur la commune de Maransin. Celles-ci sont évaluées comme potentiellement « faibles », notamment au regard que ce que permet le document en vigueur.



Carte communale en vigueur	Projet de carte communale révisée telle que présentée à l'arrêt
La carte communale actuellement opposable permet d'urbaniser potentiellement 15,12 ha d'espaces libres dans la carte communale actuelle (par urbanisation d'une unité foncière ou par division parcellaire), correspondant à des réservoirs de biodiversité.	Après mesure d'évitement et de réduction, la carte communale proposée par la révision permet d'urbaniser potentiellement 2,57 ha d'espaces libres dans la carte communale actuelle (par urbanisation d'une unité foncière ou par division parcellaire), correspondant à des réservoirs de biodiversité. Cette superficie est liée aux sites de « Gail Est » et du « Bourg », et comprend également le permis d'aménager déjà accordé.



A l'approbation

Incidences positives

Une gestion économe de l'espace qui contribue à maintenir de vastes entités agricoles et naturelles, propices à l'expression de la biodiversité

La carte communale révisée en 2024 vise une gestion rationnelle de l'espace en luttant contre la consommation excessive d'espace et la recherche d'une densité urbaine accrue. Finalement, le projet de carte communale permet le maintien des grands équilibres du territoire. En effet, la carte communale maransinoise permet ici la préservation de près de 99,35% du territoire communal (en N).

De plus, cette démarche économe a pour corollaire la préservation d'environ 33,9 ha de milieux naturels et agricoles, auparavant en zones U dans l'actuelle carte communale, et restitués en zone N dans le projet de carte communale. Cette surface est équivalente à plus de 11 fois la surface de l'ensemble des espaces libres constructibles de la carte communale révisée.

La préservation de 3,126 ha de zones humides sur le site de « Beaucaillat », et un potentiel pour augmenter l'intérêt écologique du site

Le site de « Beaucaillat » présente à la fois un habitat caractéristique de zone humide (bosquet de saules cendrés) et des sols caractéristiques de zones humides (la microtopographie du site définit ici la répartition des zones humides sur le plan pédologique).

Par la révision de la carte communale en 2024, l'urbanisation du site de « Beaucaillat » est intégralement évitée. Ce choix a pour corollaire le reclassement en zone naturelle de 3,126 ha de zone humide, identifiés sur le site de « Beaucaillat ». Les fonctions associées à la zone humide (accueil de la biodiversité locale, épuration des eaux...) seront donc maintenues.

Par ailleurs, il convient de signaler que le site de « Beaucaillat » pourrait voir son potentiel écologique augmenter, via une gestion appropriée :

- un fauchage réalisé en mosaïque permettrait d'avoir une alternance entre des milieux ouverts et des milieux un peu plus fermés)
- et un fauchage tardif contribuerait à favoriser les invertébrés, et notamment les insectes.

Il pourrait également être intéressant de planter quelques haies (de frênes, par exemple), ce qui augmenterait encore davantage la qualité écologique de la zone humide.

La préservation de milieux naturels et agricoles, supports de continuité écologique

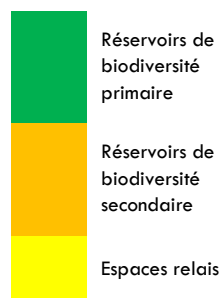
Dans la carte communale actuellement en vigueur, les hameaux de Beaucaillat, de Grugier, ainsi que la Métairie, sont placés sous l'égide de la zone U. Les espaces libres associés sont potentiellement constructibles, via l'application du document d'urbanisme en vigueur (division parcellaire ou unité foncière libre).

Or, ces espaces correspondent le plus souvent à des milieux agricoles, et constituent le support de continuités écologiques de la Trame Verte et Bleue identifiée sur le territoire maransinois. Ainsi, il ressort que 17,04 ha de réservoirs de biodiversité sont classés en zone U aujourd'hui dans la carte communale applicable :

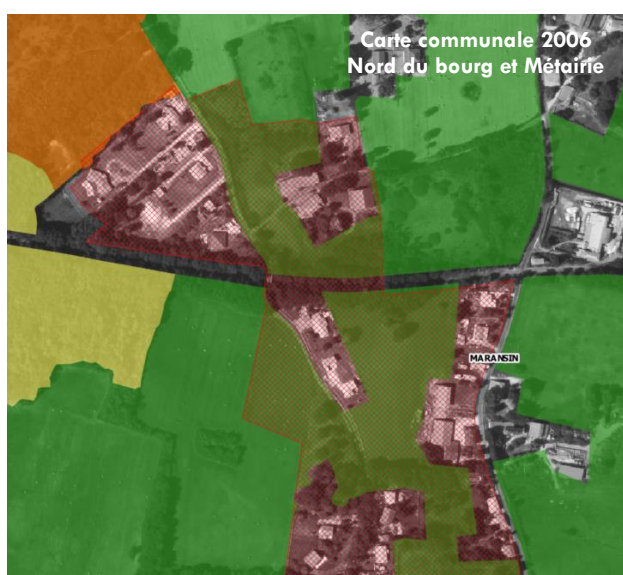
- 17,01 ha en réservoirs de biodiversité principaux ;
- 0,03 ha en réservoirs de biodiversité secondaires.

Ainsi, en reclassant les hameaux de Beaucaillat, Grugier et la Métairie, la carte communale révisée en 2024 œuvre à préserver le fonctionnement écologique local en évitant la fragmentation des continuités identifiées :

- Sur Beaucaillat, le reclassement en zone N du hameau permet de conserver la vocation naturelle et agricole sur de vastes secteurs (environ 9,2 ha cumulés).
- Sur le hameau de Grugier, le reclassement en zone N concourt à maintenir une perméabilité intra-urbaine, favorable au déplacement des individus d'espèces, notamment entre les deux vallons qui encadrent le hameau de Grugier (et qui accueillent les affluents du Galostre).

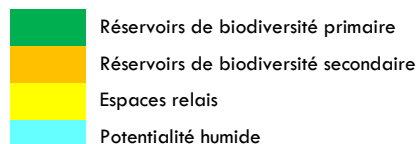
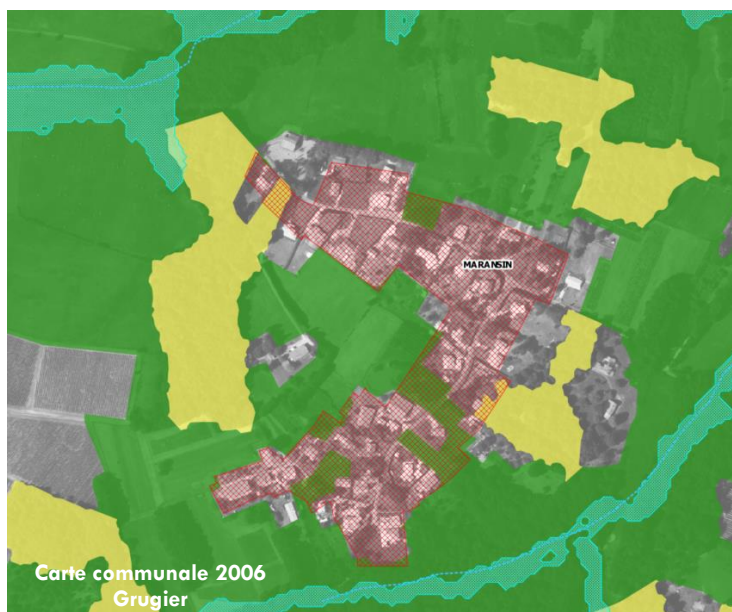


Emprise de la zone U sur Beaucaillat, dans la carte communale actuellement en vigueur : la zone U (hachure rouge) se superpose de façon notable à des espaces naturels et agricoles identifiés au titre de la Trame Verte et Bleue locale. Par la révision de la carte communale, Beaucaillat passe sous l'égide de la zone N.



A gauche : Emprise de la zone U sur le Nord du bourg et La Métairie, dans la carte communale actuellement en vigueur : la zone U (hachure rouge) se superpose de façon notable à des espaces naturels et agricoles identifiés au titre de la Trame Verte et Bleue locale.

A droite : Par la révision de la carte communale, la partie Nord du bourg passe sous l'égide de la zone N.



Emprise de la zone U sur Grugier, dans la carte communale actuellement en vigueur : la zone U (hachure rouge) se superpose à des espaces interstitiels, qui apportent une perméabilité urbaine favorable à la circulation des individus d'espèces entre les affluents du Galostre (situés de part et d'autre de Grugier). Par la révision de la carte communale, Grugier passe sous l'égide de la zone N.

- Ainsi, par une volonté de lutter contre la fragmentation des milieux et la consommation d'espace, la révision de la carte communale génère une incidence positive sur la préservation de la biodiversité, les milieux naturels et agricoles conservant ainsi un caractère plus unifié. De ce fait, la révision contribue à maintenir des conditions écologiques propices à l'expression de la faune et de la flore sauvages inféodées à ces milieux, qu'elles soient remarquables ou plus « ordinaires ».

d) L'EAU EN TANT QUE RESSOURCE ET MILIEU

La commune de Maransin souhaite tendre vers un objectif d'accueil de population de 114 nouveaux habitants environ, d'ici à 2034. L'urbanisation des sites du « Bourg » et de « Gail Est » peut être associée à un potentiel d'environ 18 logements, soit environ 42 habitants permanents. Le delta en termes de d'accueil de population (environ 70 habitants), est donc plus incertain. Toutefois, l'hypothèse la plus grande (114 habitants) est retenue pour les besoins de l'exercice.

Incidences négatives et mesures associées

Assainissement : une augmentation attendue des charges polluantes à traiter, induite par l'accroissement démographique à venir

La commune de Maransin n'est pas équipée de l'assainissement collectif. Elle est rattachée au Syndicat du Nord Libournais pour ce qui relève de l'ANC. Le traitement des eaux résiduaires urbaines est donc assuré par des dispositifs autonomes, qui doivent répondre aux normes en vigueur. Les nouvelles constructions devront donc gérer de façon individuelle le traitement des eaux usées qui seront émises par les occupants.

Rappelons que sur le territoire du Syndicat Nord Est Libournais, le taux de conformité des installations ANC évolue de façon favorable. Il est de :

- 82,8% au global en 2022 (contre 76,6% au global en 2019) ;
- 71,3% pour la commune de Maransin en 2022 (contre 69,6% en 2021, et même 58,7% en 2019 pour cette même commune).

A titre indicatif, on peut estimer que la mise en œuvre du projet de carte communale, qui vise à l'accueil d'environ 114 habitants supplémentaires, aura pour corollaire :

- une émission globale de charges polluantes d'environ 6,84 kg de DBO₅ par an, à l'horizon 2034 ;
- des volumes d'eaux usées à traiter, et au global, d'environ 17 m³/j (à l'horizon 2034).

La commune de Maransin est couverte par un schéma d'assainissement qui permet de disposer de connaissances et d'une référence concernant les types de filières qui peuvent être envisagées localement. Le schéma d'assainissement indique que sur le secteur du bourg, qui va accueillir l'essentiel de la population nouvelle :

- Les pentes ne sont pas un obstacle à la mise en œuvre de l'assainissement autonome, bien que le bourg soit situé sur une ligne de crête ;
- **La filière préconisée pour l'assainissement individuel est de type « filtre à sable vertical ».**

- **Sous réserve que les futurs dispositifs autonomes soient conçus et réalisés selon les normes réglementaires en vigueur, la mise en œuvre de la carte communale ne sera pas de nature à générer des incidences notables sur les milieux récepteurs (sol). Celles-ci sont évaluées comme potentiellement « faibles ».**

Ressource en eau potable : une augmentation des besoins liée à l'accroissement de la population

La mise en œuvre de la carte communale révisée pourrait induire une demande en eau potable correspondant à l'accueil d'habitants supplémentaires (environ 114), soit environ 17 m³/j (en considérant une consommation journalière de 150 L/ habitant permanent), à l'horizon 2034. Soit un volume annuel cumulé de 6 205 m³. Cette augmentation des besoins sera progressive dans le temps, et fonction du rythme de construction. Notons que pour l'urbanisation des sites de « Gail Est » et du « Bourg », qui est associée à environ 42 habitants, le besoin annuel cumulé sera de l'ordre de 2300 m³/an.

La distribution AEP est assurée par le Syndicat du Nord Libournais. L'eau distribuée sur l'ensemble du syndicat provient de 3 forages profonds (279 à 337 m) captant la nappe de l'Eocène (état « déficitaire » selon le SAGE Nappes Profondes).

En 2023, les volumes prélevés totaux furent de 1 120 757 m³. Le taux de sollicitation de l'ensemble des forages, au regard des volumes prélevables maximaux autorisés par le nouvel arrêté préfectoral (1 210 000 m³), fut de 92,6% en 2023. La capacité résiduelle mobilisable, au regard des données 2023, permet un accueil de population global d'environ 1630 habitants, à l'échelle du Syndicat (avec toutes les limites liées à l'exercice).

Rappelons que le SIEPA du Nord Libournais se caractérise par un rendement des réseaux de distribution de 80,3% en 2023. Bien que ce rendement soit bon, le Syndicat poursuit le travail d'optimisation des réseaux AEP afin de lutter contre les fuites. En 2023, le programme de travaux était associé à un budget de près de 700000 € pour le renouvellement du réseau de distribution.

- **Le projet de carte communale révisée, et l'évolution démographique associée, est compatible avec la ressource en eau potable. La mise en œuvre de la carte communale ne sera pas de nature à générer des incidences notables sur la ressource AEP. Celles-ci sont évaluées comme potentiellement « faibles ». Pour rappel, la Carte Communale en vigueur permet la construction théorique d'environ 208 logements, si 100% des espaces libres repérés étaient mobilisés. Ce potentiel est bien supérieur aux perspectives que permet aujourd'hui la révision.**

Des incidences négatives liées à l'imperméabilisation de sols qui seront maîtrisées

Les zones U en extension, ainsi que les espaces libres potentiellement mobilisables dans les zones U, sont à distance des cours d'eau, ces derniers évoluant au sein de vallées plus ou moins encaissées et surmontées le plus souvent d'un couvert boisé. Les pressions, et *in fine* les incidences que pourrait générer la carte communale, sont donc plutôt indirectes.

Sans mesures, la mise en œuvre de la carte communale pourrait engendrer des incidences négatives liées à l'imperméabilisation de sols qui, aujourd'hui, ne sont pas urbanisés. En effet, en modifiant les écoulements superficiels initiaux, de nouveaux impluviums seront créés et le réseau hydrographique pourrait voir ses qualités physico-chimiques et écologiques se dégrader du fait de la migration de polluants (hydrocarbures, particules, etc.).

Toutefois, la carte communale de Maransin propose une série de mesures permettant de limiter les pressions indirectes d'origine anthropiques sur l'hydrosystème. Plusieurs mesures se combinent, telles que :

- La réduction du foncier constructible dans la Carte Communale révisée, par rapport au document actuellement en vigueur : rappelons que les zones U urbanisables (espaces libres mobilisés par densification ou extension) représentent 2,34 ha dans la carte communale révisée (2,90 ha à l'arrêt de la CC), contre 17,32 ha encore urbanisables dans le document applicable (espaces libres de la carte communale de 2006) ;
- La préservation de 2950 ha de milieux naturels et agricoles, soit 99,35% du territoire communal. Ainsi, la carte communale maintient leur capacité d'épuration des eaux et leur rôle dans la préservation (voire la reconquête) de la bonne qualité des eaux des cours d'eau notamment.
- La préservation des haies sur les sites de « Gail Est » et du « Bourg », concourant ainsi à conforter leur fonction en tant que régulateur dans la maîtrise des ruissellements superficiels ;

- **A travers ces choix, la commune réduit de façon significative la possible imperméabilisation des sols, et *in fine*, les effets indirects qu'ils peuvent générer sur la qualité des eaux superficielles et les milieux et espèces qui en dépendent. La carte communale révisée propose un zonage U regroupé au niveau du bourg, et bien plus réduit que le document actuellement en vigueur.**

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale révisée ne sera pas de nature à générer des incidences négatives notables sur les eaux superficielles. Celles-ci sont évaluées comme potentiellement « faibles ».

Incidences positives

Un développement organisé autour des zones urbaines actuelles, qui permet d'optimiser les réseaux de distribution existants

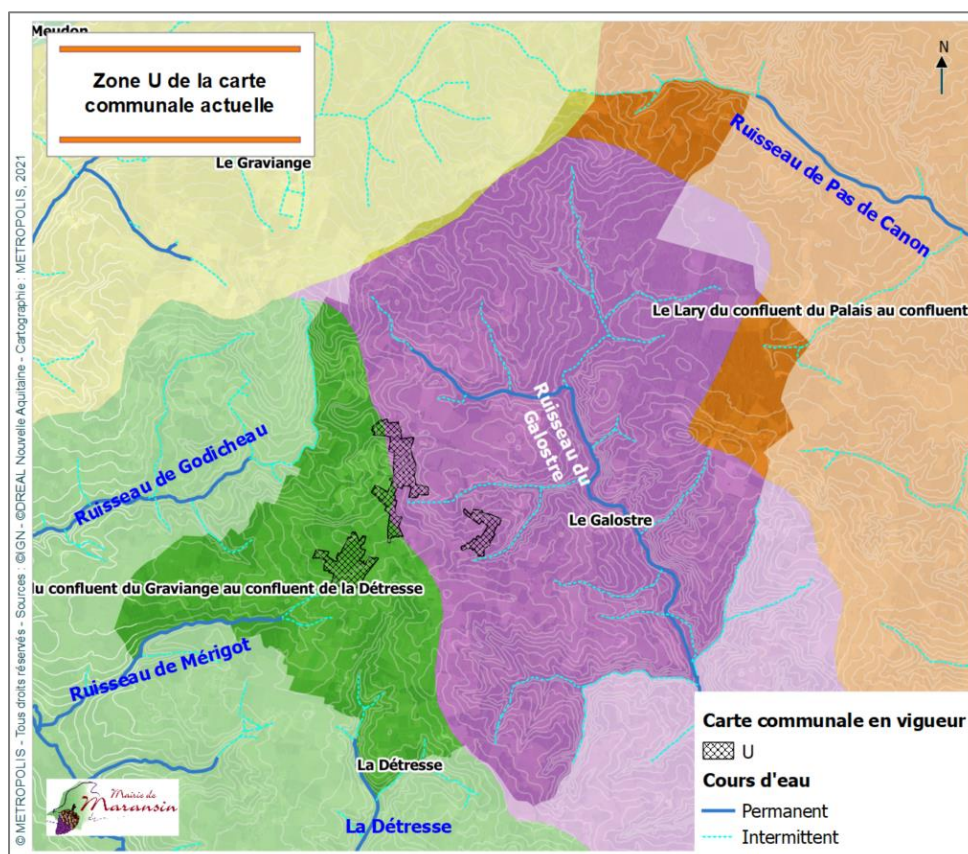
La carte communale de Maransin propose un accroissement démographique maîtrisé et qui aura pour corollaire un développement urbain au sein du tissu bâti existant et en continuité de celui-ci. Par cette évolution urbaine, la carte communale permet de limiter les extensions du réseau de distribution AEP, et *in fine*, œuvre en faveur de la lutte contre les potentielles fuites qui peuvent arriver à long terme.

Une carte communale révisée qui réduit la proximité des zones urbaines « U » existantes avec les cours d'eau

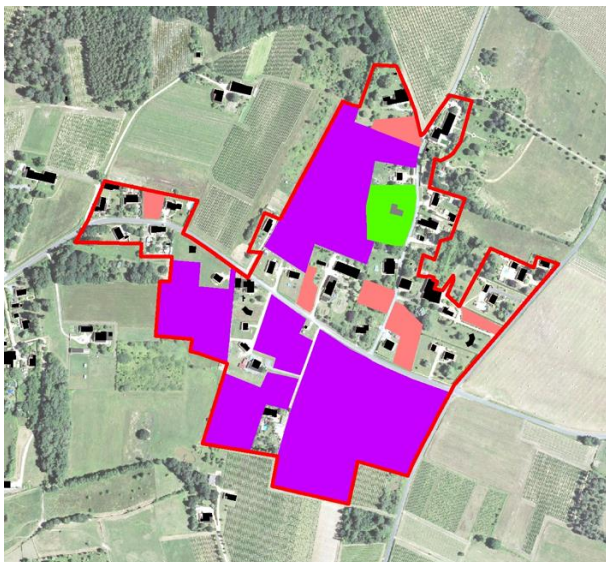
Le projet de révision de la carte communale de Maransin permet le reclassement en zone N des secteurs de Beaucaillat et de Grugier (qui bénéficient aujourd'hui d'un classement en zone U). Ces secteurs sont situés à proximité de cours d'eau :

- Le hameau de Beaucaillat est situé à proximité de 2 petits cours d'eau (régime intermittent), qui alimentent le **ruisseau de Mérigot**. Beaucaillat est ainsi situé en tête de ce chevelu. Rappelons que le ruisseau de Mérigot est situé dans la masse d'eau de la Saye selon le SDAGE Adour Garonne (code FRFR36) ;
- Le hameau de Grugier est quant à lui à proximité d'un cours d'eau (régime intermittent) qui alimente le **ruisseau du Galostre** (et associé à la masse d'eau du Galostre selon le SDAGE Adour Garonne – code FRFRT31_1).

La révision de la carte communale prévoit le confortement du bourg, et reclasse ces hameaux en zone N. Rappelons que sur celui de Beaucaillat, l'application de la carte communale actuelle pourrait conduire à l'urbanisation d'environ 9,2 ha (potentiel urbanisable). Du fait du reclassement en zone N de ces hameaux, la carte communale de 2024 permet ainsi de réduire les nouvelles pressions d'origine anthropique sur ces deux cours d'eau (ex : migration de polluants). Il œuvre ainsi à l'objectif de préservation (voire de reconquête) du bon état des masses d'eau de la Saye et du Galostre.



Zonage de la carte communale en vigueur par rapport aux cours d'eau et bassins versants topographiques associés



Légende

Limite des zones urbaines de la Carte Communale

Type d'espaces libres de la Carte Communale

Unité foncière libre

Division parcellaire

Friche

Espaces libres de la carte communale en vigueur sur le hameau de Beaucaillat : ils représentent environ 9,2 ha cumulés.

e) LES RISQUES NATURELS

Incidences négatives et mesures associées

Ruissellements : une augmentation maîtrisée des phénomènes de ruissellements et, au final, des risques d'inondation en aval

La commune de Maransin est peu concernée par les risques naturels liés aux inondations par débordement de cours d'eau.

La mise en œuvre de la carte communale révisée va entraîner l'imperméabilisation de terrains naturels, c'est-à-dire non bâtis, et générer ainsi le besoin de gérer des eaux pluviales qui, normalement, ont vocation à s'infiltrer naturellement dans le sol et/ou à ruisseler. Il est à prévoir l'augmentation des ruissellements pluviaux. En modifiant les écoulements superficiels initiaux, de nouveaux impluviums seront créés, avec pour corollaire une augmentation potentielle de la réactivité des cours d'eau, et donc une aggravation potentielle des phénomènes d'inondation, notamment en aval de ces derniers.

Toutefois, la carte communale révisée de Maransin propose un développement urbain contenu, et moindre que ce que permet la carte communale, telle qu'opposable actuellement. En effet, 15,95 ha de foncier identifié comme potentiellement constructible (en espace libre de la CC actuelle), sont reclassés en zone N (dont 2,31 ha en territoires artificialisés). A contrario, la carte communale de 2024 ne permet la mutation potentielle que de 2,34 ha (2,90 ha lors de l'arrêt de la CC).

Le projet de carte communale promeut ainsi un développement urbain raisonné à l'échelle du territoire, ce qui permet de limiter les effets négatifs que génère l'imperméabilisation des sols.

La carte communale contribue à limiter l'exposition potentielle des personnes et des biens en maintenant les formations boisées, des zones à dominante humide... dans les vallées principales. Ainsi, elle concourt à conforter leur rôle dans la maîtrise des phénomènes d'inondation.

Notons que la cartographie des chemins de l'eau établie par EPIDOR, avec toutes les limites d'interprétation fixée par l'EPTB eu égard à la méthodologie utilisée¹, a été croisée avec le projet de zonage de la carte communale. Il ressort les points suivants : aucun secteur en zone U ne se situe dans l'emprise du chemin de l'eau.

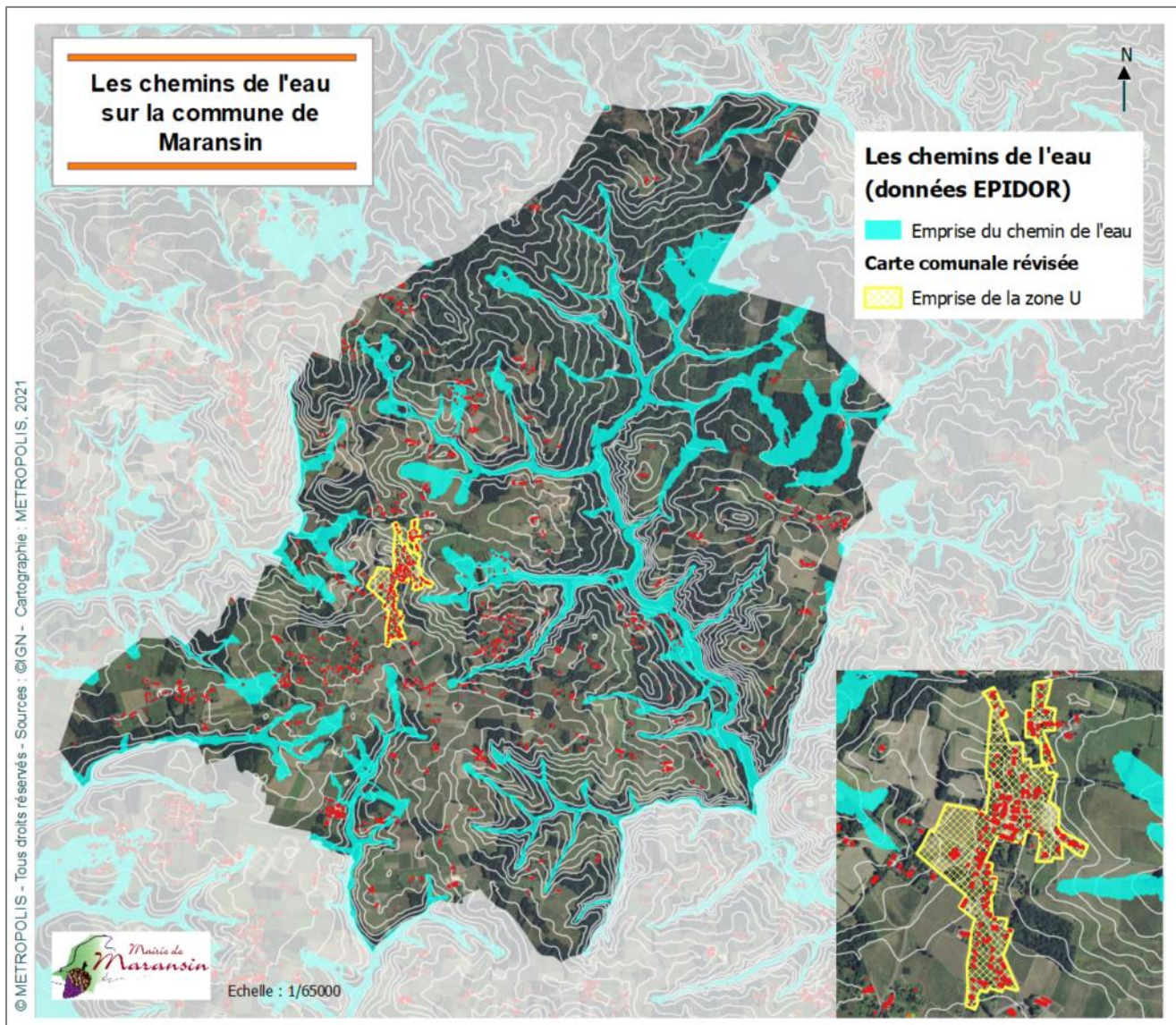
- **La carte communale révisée propose un zonage U regroupé au niveau du bourg, et qui s'appuie sur une contraction marquée de l'emprise en zone U du document en vigueur actuellement. A travers ces**

¹ Il est important de rappeler que la méthode Exzeco utilisée pour préfigurer les chemins de l'eau est purement topographique. De plus, et entre autres, elle ne prend pas en compte l'hydrogéologie, ni l'occupation du sol, et ne donne aucune quantification de l'aléa (hauteur, vitesse). Cette cartographie constitue un porter à connaissance et n'a aucune valeur réglementaire.

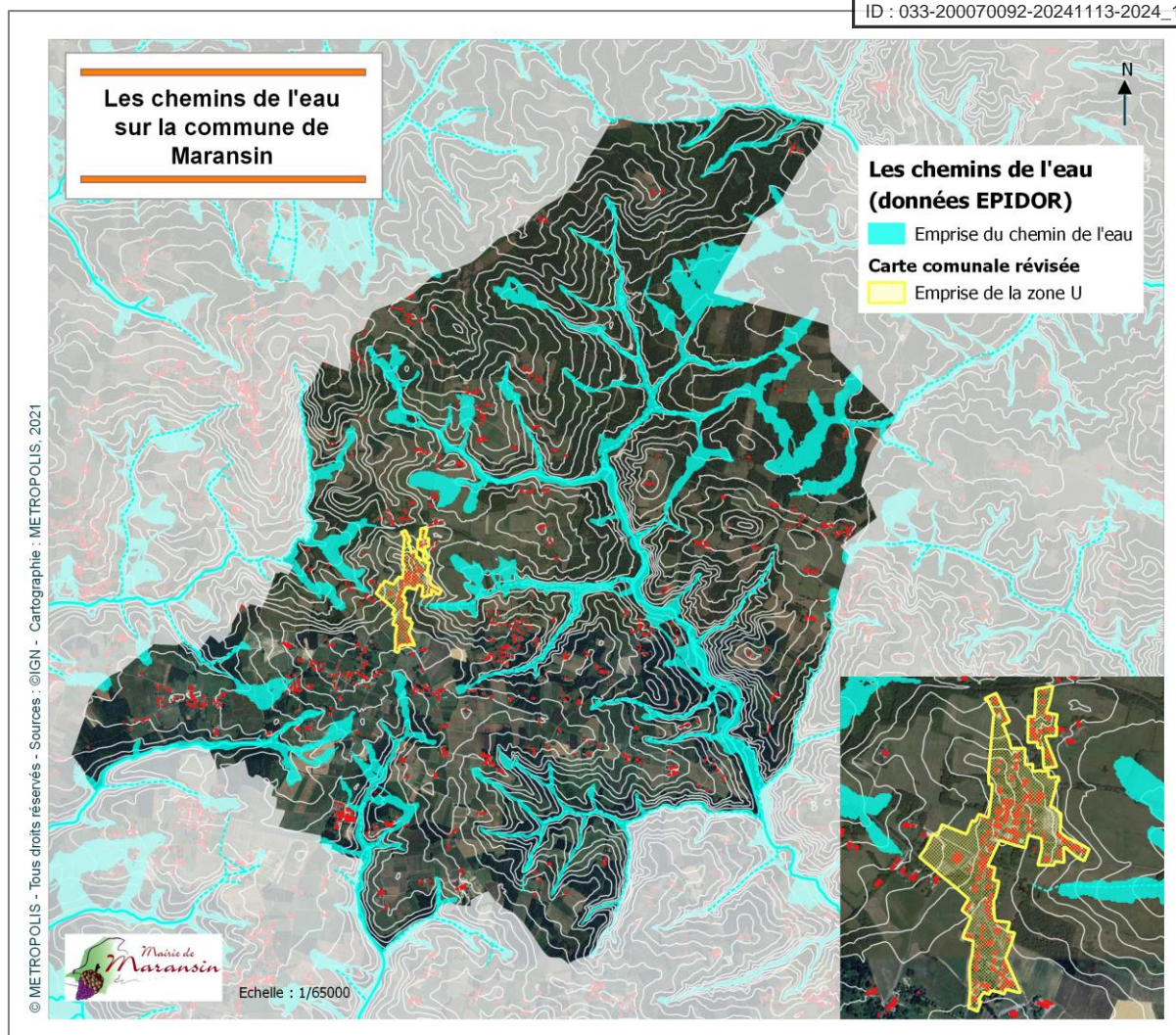
choix, la commune réduit de façon significative la possible imperméabilisation des sols, et in fine, les effets qu'ils peuvent générer sur les phénomènes de ruissellement et la réactivité des cours d'eau (a fortiori en cas de fortes pluies opérant sur des sols très secs).

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale révisée ne sera pas de nature à soumettre la population et les biens à des risques supplémentaires, par rapport aux aléas d'inondation, et notamment sur des communes situées plus à l'aval de Maransin.

Les incidences négatives notables sont évaluées comme potentiellement « faibles », particulièrement au prisme du document actuellement en vigueur.



Cartographie lors de l'arrêt de la Carte Communale



Cartographie lors de l'approbation de la Carte Communale

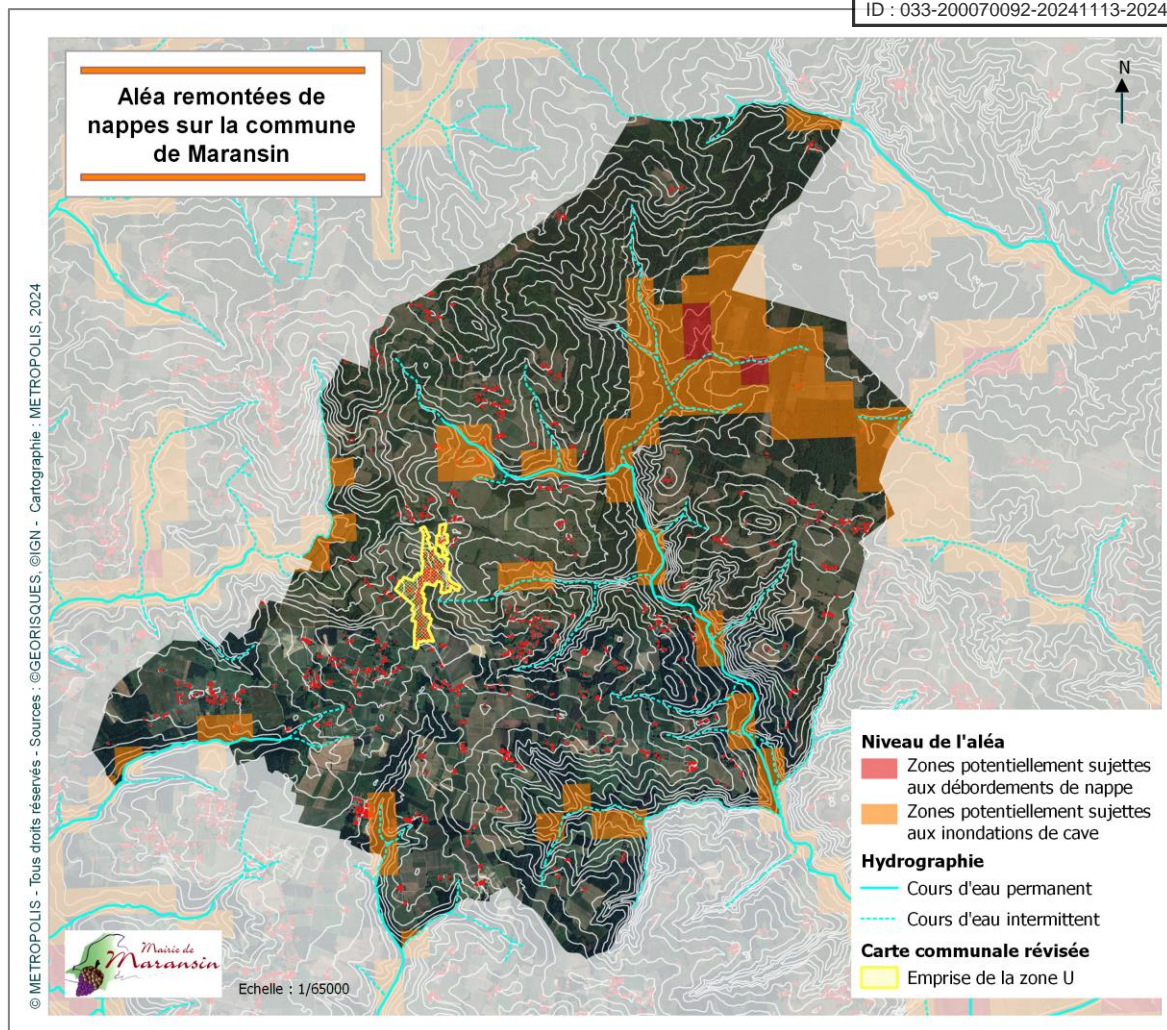
Une carte communale qui n'accroît pas la vulnérabilité des personnes et des biens à l'aléa remontées de nappes

Les secteurs potentiellement plus exposés au phénomène se situent principalement sur la partie Nord-Est de Maransin.

Dans le cadre du projet de révision de la carte communale, aucune zone U ne se situe dans un secteur potentiellement sujet aux remontées de nappes, selon les données mises à disposition par le BRGM, et avec toutes les limites d'interprétation liées à l'exercice.

- **Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale révisée ne sera pas de nature à soumettre la population et les biens à des risques supplémentaires, par rapport à l'aléa de remontées de nappes souterraines.**

Les incidences négatives notables sont évaluées comme potentiellement « faibles ».



Un phénomène de retrait-gonflement des argiles sur l'ensemble du territoire, mais qui sera anticipé au niveau des constructions à venir

Il convient de rappeler que la Loi ELAN a introduit, dans l'article 68, une nouvelle obligation : celle de réaliser une étude géotechnique pour toute vente d'un terrain à bâtir, destiné à la construction d'un ou plusieurs immeubles, à usage d'habitation ou usage mixte. Cette disposition concerne les zones à risque de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols argileux, à savoir les zones dont la susceptibilité à ce phénomène est appréciée comme « moyenne » ou « forte ».

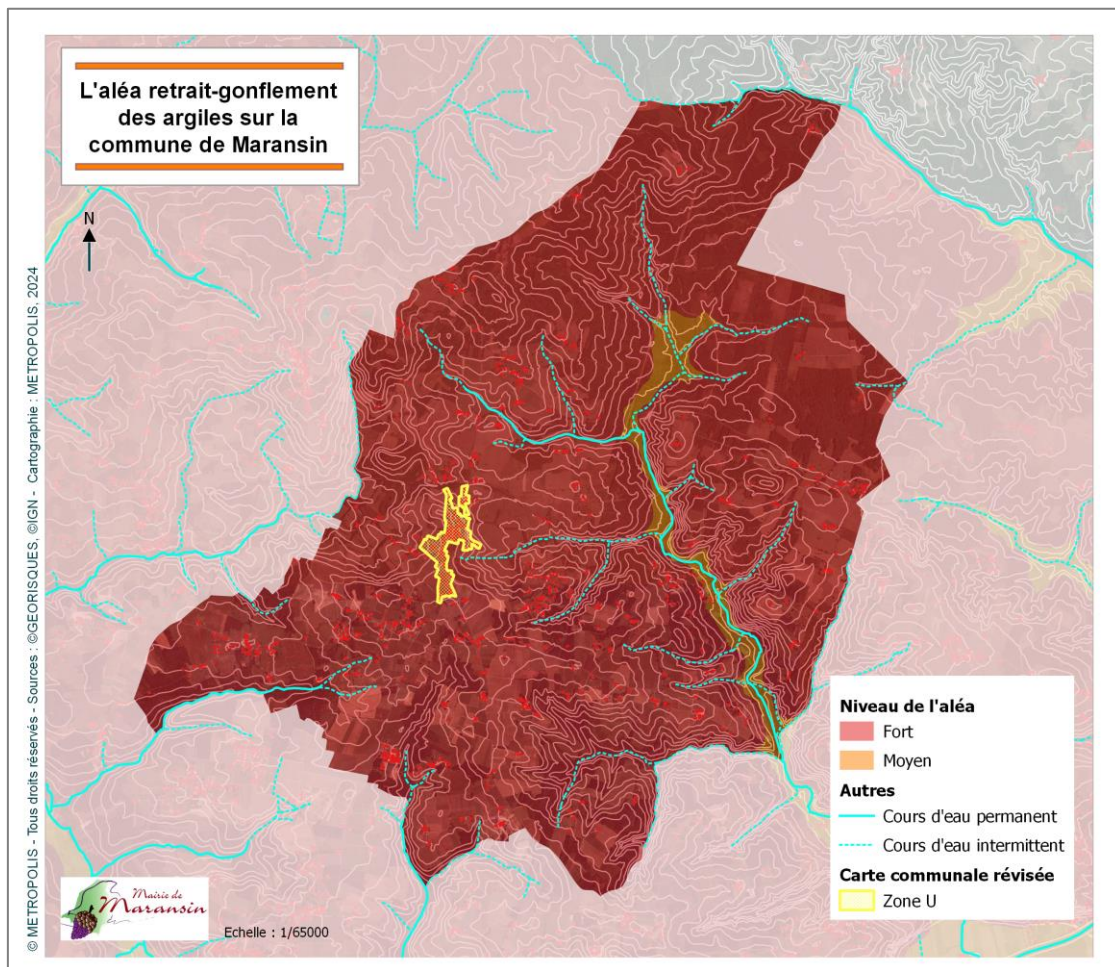
La quasi-intégralité de la commune de Maransin est concernée par le phénomène de retrait-gonflement des argiles, selon les données mises à disposition par le BRGM (cartographie de 2^{ème} génération).

Afin de réduire la vulnérabilité des constructions face à ce phénomène, des mesures constructives permettent de diminuer le niveau de vulnérabilité des bâtiments et ainsi limiter les désordres induits par les tassements différentiels. Toutefois, ces mesures constructives ne peuvent trouver écho dans le document d'urbanisme.

En revanche, la carte communale de Maransin permet d'apporter une lisibilité sur cet aléa en :

- rappelant que la commune est concernée par l'aléa argileux dans le rapport de présentation. Celui-ci précise aussi que le lecteur et les pétitionnaires doivent être particulièrement attentifs aux précautions d'ordre constructif à prendre, afin de limiter les conséquences potentielles induites par cet aléa. Les deux orientations d'aménagement proposées dans la carte communale révisée, bien que n'ayant pas de portée juridique, précisent également ce point.

- Créant une annexe spécifique dans la carte communale, qui permet de ~~resumer la cartographie du DRCM~~ et d'assurer la bonne information du lecteur.



- **Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale révisée ne sera pas de nature à soumettre la population et les biens à des risques supplémentaires, par rapport à l'aléa retrait-gonflement des argiles. Naturellement, cela suppose le respect des dispositions réglementaires qui incombent aux nouvelles constructions (étude géotechnique).**

Les incidences négatives notables sont évaluées comme potentiellement « faibles ».

Une vulnérabilité face au risque lié aux feux de forêt (et plus largement aux incendies) maîtrisée

Concernant le risque feux de forêt, la commune de Maransin est identifiée comme une commune présentant un risque majeur « feux de forêt » dans le DDRM de Gironde. En effet, la forte tonalité boisée que présente le territoire maransinois (avec une certaine prégnance des milieux résineux) induit une vulnérabilité de *facto*. Le contexte de réchauffement climatique, qui va induire des périodes de sécheresse plus fréquentes et plus intenses, va influencer sur le potentiel inflammable des milieux naturels forestiers.

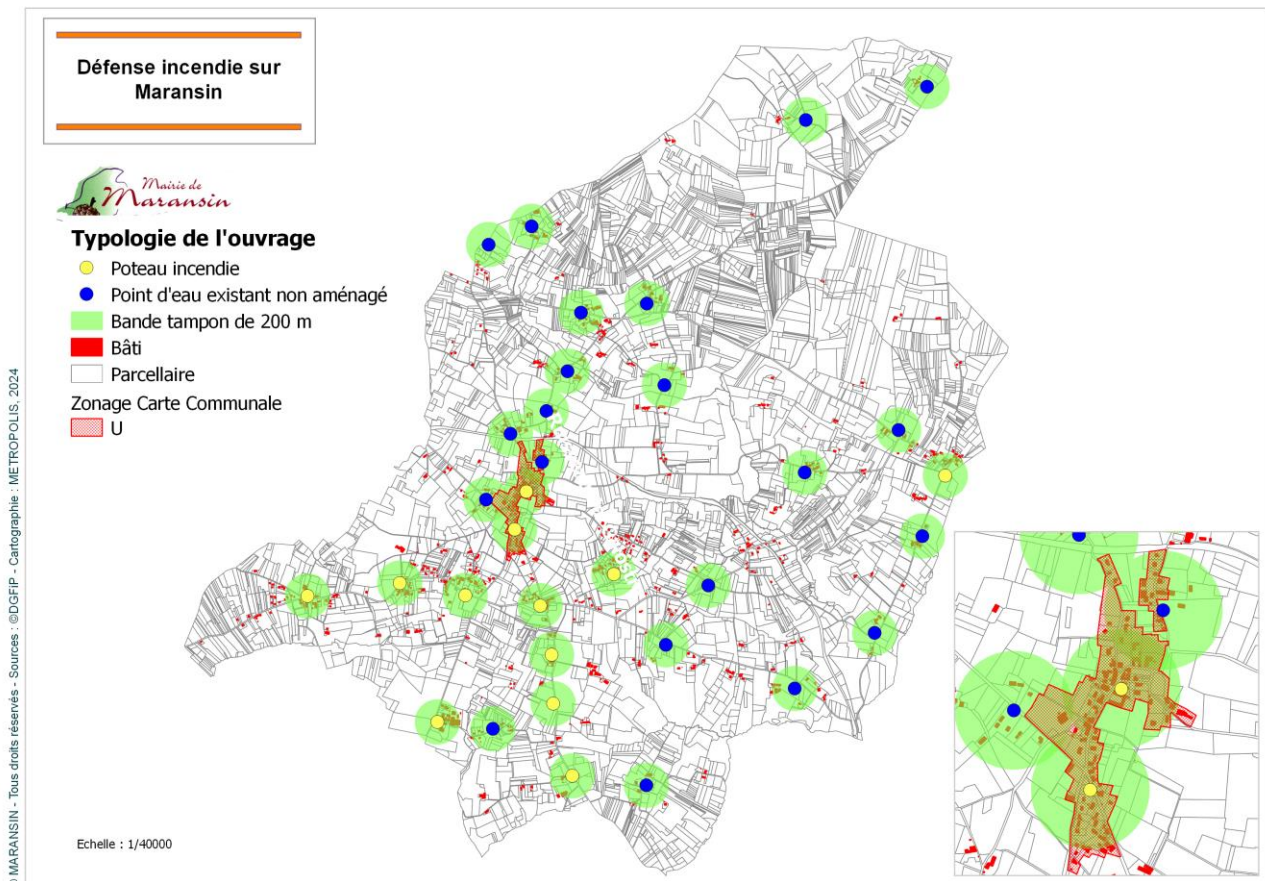
Concernant le choix de développement urbain promu par la carte communale révisée, il convient souligner que le projet évite la juxtaposition des secteurs de développement (le « Bourg » et « Gail Est »), avec des zones boisées. Ils évoluent à distance de zones forestières importantes en termes de superficie, limitant ainsi l'exposition des personnes et des biens en cas de feux de forêt.

Comme indiqué dans l'Etat Initial de l'Environnement, les données transmises par le SDIS 33 concernant le caractère disponible des poteaux incendie répertoriés sur le territoire communal, indiquent une bonne défense en cas d'incendie, à l'exception de la défense « Canton des Nauves » (identifiée comme indisponible par le SDIS

en septembre 2021). Rappelons que les poteaux incendies existants sont complétés par un ensemble de points d'eau non aménagés, mais permettant cependant d'assurer un maillage certain d'ouvrages permettant la défense de la commune en cas d'incendie.

Ces données ont été croisées avec les zones de développement urbain définies dans la carte communale révisée : le site du « Bourg » et le site de « Gail Est ». Il est ainsi mis en évidence que ces deux sites bénéficient d'une défense incendie de type « poteau incendie » qualifiée de disponible par le SDIS 33.

Au-delà, leur situation au niveau du bourg contribue à assurer une meilleure défense des sites, puisqu'ils bénéficient de la proximité de plusieurs ouvrages pouvant être mobilisés : poteaux incendie et points d'eau (mais non aménagés).



Le document d'urbanisme couvrant la commune de Maransin étant une carte communale, il n'existe pas de leviers de type « règlement écrit » ou « Orientation d'Aménagement et de Programmation » pour mieux accompagner le développement urbain et favoriser une meilleure prise en compte du risque dans les futurs aménagements.

Toutefois, la carte communale propose plusieurs mesures d'accompagnement visant à mieux informer les pétitionnaires sur la façon dont le risque incendie peut être appréhendé :

- La carte communale crée deux orientations d'aménagement qui, bien que n'ayant pas de portée réglementaire, inscrivent des préconisations en termes de choix d'espèces végétales, afin que le recours aux espèces au caractère hautement inflammable soit évitée (et *a fortiori*, leur concentration) ;
- La carte communale crée des annexes spécifiques portant sur :
 - Les espèces végétales inflammables, afin d'orienter les choix des pétitionnaires et ainsi réduire la vulnérabilité de la zone bâtie en cas d'incendie ;

- Les obligations légales de débroussaillage, associées à des recommandations visant à minimiser la vulnérabilité (ex : sur les clôtures, l'entretien de la végétation arborée existante...), et améliorer la défendabilité.
- L'arrêté portant approbation du règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies (qui concerne les départements de la Gironde, des Landes et du Lot-et-Garonne) est également intégré dans les annexes de la carte communale.



Extrait de l'annexe portant sur les espèces inflammables

- La carte communale révisée dispose de peu de leviers permettant de mieux prendre en compte le risque incendie dans son projet.

Au-delà de s'assurer de la présence d'ouvrages permettant la défense des futures zones de développement urbain sur le bourg, la révision de la carte communale permet d'apporter davantage d'informations sur le risque. Elle facilite la diffusion de mesures de prévention et rappelle notamment l'importance du débroussaillage dans ces secteurs très forestiers.

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale révisée ne sera pas de nature à soumettre la population et les biens à des risques supplémentaires, par rapport à l'aléa feux de forêt, et plus largement le risque incendie.

Les incidences négatives notables sont évaluées comme potentiellement « faibles ».

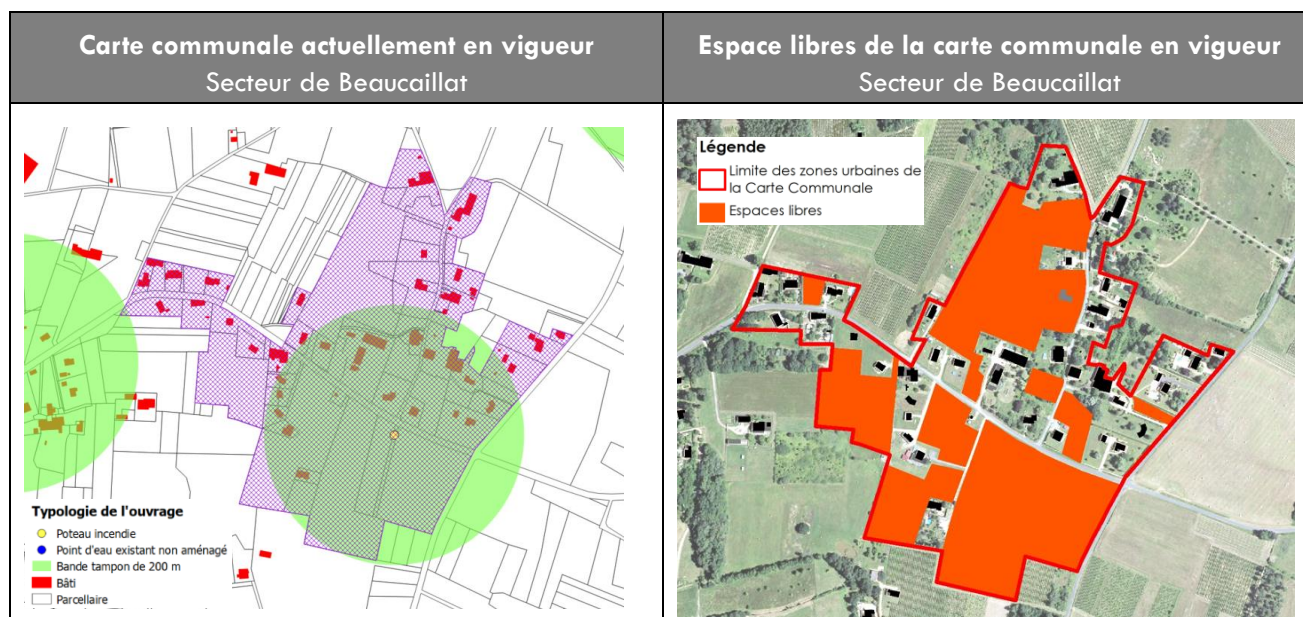
Incidences positives

Une révision de la carte communale qui réduit l'exposition des personnes et des biens au risque en cas d'incendie, notamment sur le hameau de Beaucaillat

La révision de la carte communale permet de recentrer le développement urbain au niveau du bourg, via notamment le potentiel urbanisable apporté sur les sites « Bourg » et « Gail Est ». Les deux sites bénéficient de la proximité d'ouvrages permettant d'assurer leur défense en cas d'incendie, ou encore de lutter contre la propagation de celui-ci vers les milieux naturels et agricoles environnants.

A travers ce choix, la révision permet aussi de réduire l'exposition au risque sur le secteur de Beaucaillat. En effet, celui-ci est actuellement associé à un potentiel urbanisable important, permis par l'actuelle carte communale. Or, le secteur de Beaucaillat ne compte qu'un unique ouvrage mobilisable pour la défense incendie (de type poteau incendie). Celui-ci ne permet pas d'assurer la défense de l'intégralité du secteur, et plusieurs sites potentiellement urbanisables aujourd'hui sont ainsi plus vulnérables en cas d'incendie.

La révision de la carte communale a donc une incidence positive pour la prise en compte du risque incendie sur le hameau de « Beaucaillat ».



f) LES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Incidences négatives et mesures associées

Compte tenu de sa tonalité très rurale, la commune de Maransin ne montre pas d'enjeux particuliers en termes de risques technologiques.

Le projet communal s'oriente vers de l'accueil de population et de la création de services/commerces, qui ne sauraient générer des risques supplémentaires pour la population actuelle.

- La mise en œuvre de la carte communale révisée en 2024 ne sera pas de nature à soumettre la population et les biens à de nouveaux risques technologiques.

Au regard de ces éléments, les incidences négatives notables sont évaluées comme potentiellement « négligeables ».

Incidences positives

La mise en œuvre de la carte communale révisée n'engendre pas d'incidences positives particulières par rapport aux risques technologiques

g) NUISANCES ET POLLUTIONS

Incidences négatives et mesures associées

Déchets : une augmentation attendue de la production de déchets à gérer

L'augmentation de la population va nécessairement entraîner une augmentation des quantités de déchets à collecter et traiter, notamment ceux de type déchets ménagers et assimilés. Ceux-ci sont gérés par le SMICVAL.

Sur la base des chiffres de collecte de 2019 relevés, un habitant résidant sur une commune du SMICVAL produit environ 221 kg d'ordures ménagères résiduelles (OMR) par an.

La carte communale de Maransin, par le développement démographique qu'elle promeut, va induire un accroissement de population de l'ordre de +114 habitants environ à l'horizon 2032.

Sur la base de la production de déchets constatée en 2019, et avec toutes les limites liées à ce type d'exercice, il peut être auguré une production de déchets supplémentaires qui sera à gérer d'environ 25,2 tonnes par an (déchets de type OMR), à terme. Notons que ce chiffre est établi sur la base d'un ratio par habitant constant.

En 2019, le SMICVAL a collecté 45 161 tonnes d'OMR. La mise en œuvre de la carte communale révisée peut potentiellement induire une augmentation de l'ordre de 0,0005% des flux d'OMR à gérer et traiter par le Syndicat.

- **La mise en œuvre de la carte communale révisée en 2022 ne sera pas de nature à générer des incidences négatives notables en termes de production de déchets de type OMR. Celles-ci sont évaluées comme potentiellement « négligeables ».**

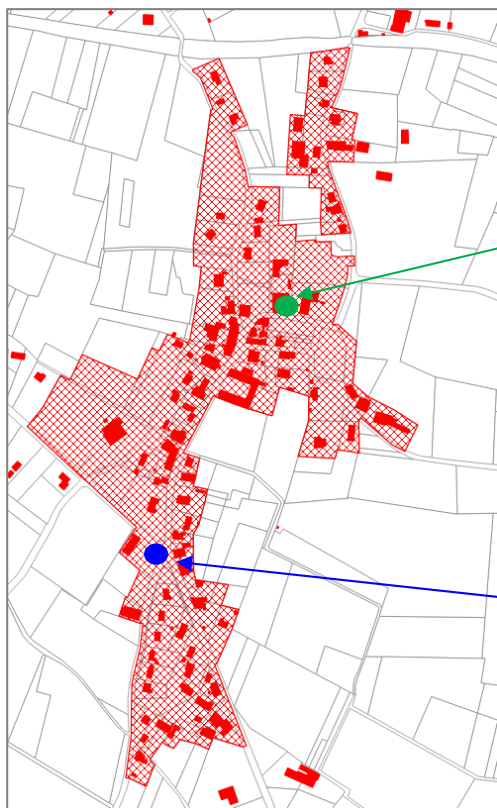
Des nuisances sonores accrues localement par la création de nouveaux quartiers

Concernant les nuisances sonores, le projet de carte communale de Maransin va potentiellement engendrer des nuisances sonores, notamment aux alentours des sites du « Bourg » et de « Gail Est ». Sur ces secteurs, l'ambiance acoustique locale actuelle pourrait être modifiée du fait du caractère habité des lieux, ou en lien avec l'utilisation de véhicules motorisés supplémentaires pour les déplacements.

Il est difficile de quantifier les incidences sonores générées par les nouveaux flux créés autour de ces futurs secteurs urbanisés, qui préfigurent le développement urbain à court et moyen termes. Au-delà du choix d'un développement urbain recentré au niveau du bourg maransinois, la carte communale adopte plusieurs mesures de réduction afin de maîtriser les futures émissions sonores :

- Un choix d'implantation qui privilégie la proximité des équipements et services, notamment scolaires : l'école de Maransin est en effet située à moins de 200 mètres des sites « Le Bourg » et « Gail Est » ;
- La volonté de créer du maillage viaire dans les schémas d'aménagement proposés par la carte communale, avec des voies douces propices aux déplacements piétons (notamment en direction de l'école). Bien que sans portée opposable, elles témoignent toutefois des intentions d'aménagement attendues sur les deux sites ;
- La proximité des transports en commun. Il convient de rappeler la présence notamment de l'arrêt CALIBUS « Bas du bourg », au niveau du croisement de la D120 et de la D22, qui permet entre autres de desservir le collège de Guîtres (situé à environ 10 km) ;
- La conservation d'un cadre environnant boisé, le maintien des haies bocagères sur les sites (en N) et la proposition de partis d'aménager qui accordent une place certaine au végétal (ex : plantations, qualité des espaces libres de construction...), qui sont des facteurs contribuant à l'atténuation des nuisances sonores qui pourraient être perçues par les riverains.

Par ces choix, la carte communale permet de limiter l'augmentation potentielle des nuisances sonores, notamment lors des déplacements courts vers le centre-bourg (accès aux services et équipements de proximité). Le choix d'une urbanisation à proximité des services et des équipements, concourt ainsi à limiter les déplacements véhiculés et donc les nuisances sonores associées.



Localisation de l'école de Maransin



Localisation de l'arrêt « Bas du Bourg »



PRINCIPE DE DESSERTES DU SECTEUR		ORIENTATIONS URBAINES	
Voirie	à créer	R+1	Hauteur
Chemin doux	à créer		
Sécurité routière	à créer		
8	largeur minimale d'emprise publique		

PRINCIPE DE PLANTATION	
Arbres à hautes tiges	Haies arborées
existant	existant
à préserver	à préserver
	à créer

VOCATION DES ESPACES NON CONSTRUCTIBLES	
Espaces verts *	à créer
*publics ou privés ouverts	

- La carte communale révisée propose un zonage U regroupé au niveau du bourg, permettant ainsi d'offrir un accès facilité aux services, commerces et équipements, réalisé selon un mode « actif » (ex : marche, vélo...) ou par l'usage du transport collectif (proximité de l'arrêt CALIBUS). A travers ce choix, la commune de Maransin permet de réduire le recours à la voiture individuelle pour certains trajets du quotidien.

Par ailleurs, la carte communale révisée tend à mieux intégrer les motifs naturels existants dans son développement. Par rapport au document en vigueur, elle profite davantage de leur rôle dans l'atténuation des nuisances sonores à l'échelle très locale.

Enfin, la carte communale propose des pistes d'aménagement pour concevoir des nouveaux quartiers qui ne soient pas « centrés sur eux-mêmes » et connectés au tissu urbain existant, facilitant ainsi les courts déplacements non véhiculés.

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale révisée ne sera pas de nature à générer des incidences négatives notables en termes de nuisances sonores. Celles-ci sont évaluées comme potentiellement « faibles ».

Incidences positives

Une carte communale qui permet d'appréhender une thématique émergente : l'impact des pollens sur la santé humaine

La révision de la carte communale de Maransin permet de s'intéresser à une thématique émergente dans les documents d'urbanisme, mais qui pourtant est associée à un phénomène touchant de plus en plus la population : les allergies aux pollens. Si pour une personne peu allergique, une grande quantité de pollens dans l'air est nécessaire pour manifester une réaction allergique, *a contrario*, une personne très allergique manifesterait une réaction avec peu de pollen.

A cet effet, la carte communale, dans l'attente du futur PLU intercommunal de la CA du Libournais (qui pourra disposer de davantage d'outils réglementaires), amorce une prise de conscience concernant cette problématique :

- *via les annexes du rapport de présentation* : la révision de la carte communale de Maransin a pour corollaire l'introduction d'une annexe qui présente un tableau de synthèse du potentiel allergisant de différents végétaux, réalisé à partir des éléments mis à disposition par le Réseau National de Surveillance Aérobiologique. Tout lecteur peut ainsi se référer à ces éléments pour concevoir l'aménagement paysager de son site.
- *via les deux orientations d'aménagement proposées sur les sites de « Gail Est » et « Le Bourg »* : une attention particulière doit être requise quant au caractère allergène de certaines espèces. Il s'agit notamment d'éviter la concentration d'essences au fort potentiel allergisant (capacité de son pollen à provoquer une allergie pour une partie non négligeable de la population), notamment en variant les espèces.

Graminées Ornementales		
Espèces	Familles	Potentiel allergisant
Baldingère	Poacées	Fort
Calamagrostis		Modéré
Canche sespiteuse		Fort
Elyme des sables		Modéré
Fétuques*		Fort
Fromental élevé		Fort
Queue de lièvre		Modéré
Stipe géante		Modéré
*nombreuses espèces		

Extrait de la nouvelle annexe de la carte communale de Maransin

- La carte communale de Maransin crée des bases favorables pour amorcer la prise en compte des problématiques d'allergies aux pollens, et ainsi œuvrer à limiter les expositions environnementales affectant la santé des personnes. C'est là une incidence positive, d'autant plus que le réchauffement climatique va potentiellement conduire à une augmentation des quantités de pollens, notamment par l'allongement de la saison pollinique.

h) ENERGIE ET GAZ A EFFET DE SERRE

Incidences négatives et mesures associées

Une consommation énergétique accrue liée au développement urbain, avec pour corollaire une augmentation des émissions de Gaz à Effet de Serre

Le territoire connaîtra une augmentation des dépenses énergétiques et des émissions de GES, liées principalement à l'accueil de nouvelles populations, et *in fine*, à leur mode de vie.

D'une part, la croissance démographique entrainera une augmentation de la **demande énergétique résidentielle** (chauffage notamment), qui sera toutefois atténuée par la recherche d'une meilleure efficacité énergétique dans les nouvelles constructions. En effet, l'application de la réglementation thermique RE 2020² va conduire à une meilleure isolation des nouvelles habitations et le recours à des matériaux plus performants, qui seront ainsi moins gourmandes en énergie.

Naturellement, la rénovation de bâtiments anciens par les particuliers (notamment) sera également un facteur œuvrant à la maîtrise des besoins en énergie de la sphère résidentielle. Toutefois, cela ne peut être évalué dans le cadre de cette évaluation environnementale.

D'autre part, l'augmentation de la population aura aussi pour effet l'accroissement des **besoins énergétiques liés aux transports routiers**, tout comme les émissions de GES inhérentes.

La carte communale actuellement en vigueur permet le développement urbain sur le secteur du bourg, mais également sur les hameaux de Grugier et de Beaucaillat. Ce dernier dispose d'ailleurs d'un potentiel constructible important (plus de 9 ha). Ainsi, et globalement, la carte communale actuelle favorise la dispersion des flux routiers et les impacts associés en termes de consommation énergétique et d'émissions de GES.

De façon conjointe, l'organisation d'un développement urbain plus « éclaté » rend la dépendance à la voiture individuelle plus forte pour les trajets du quotidien en direction des commerces, services et équipements disponibles *sur le bourg maransinois*.

La tonalité rurale du territoire ne saurait réduire fortement la prépondérance de la voiture individuelle dans les déplacements locaux (notamment vers les bassins d'emploi). Pour autant, la révision de la carte communale de Maransin est l'occasion de promouvoir une organisation du développement urbain qui intègre davantage les enjeux de mobilité à l'échelle très locale.

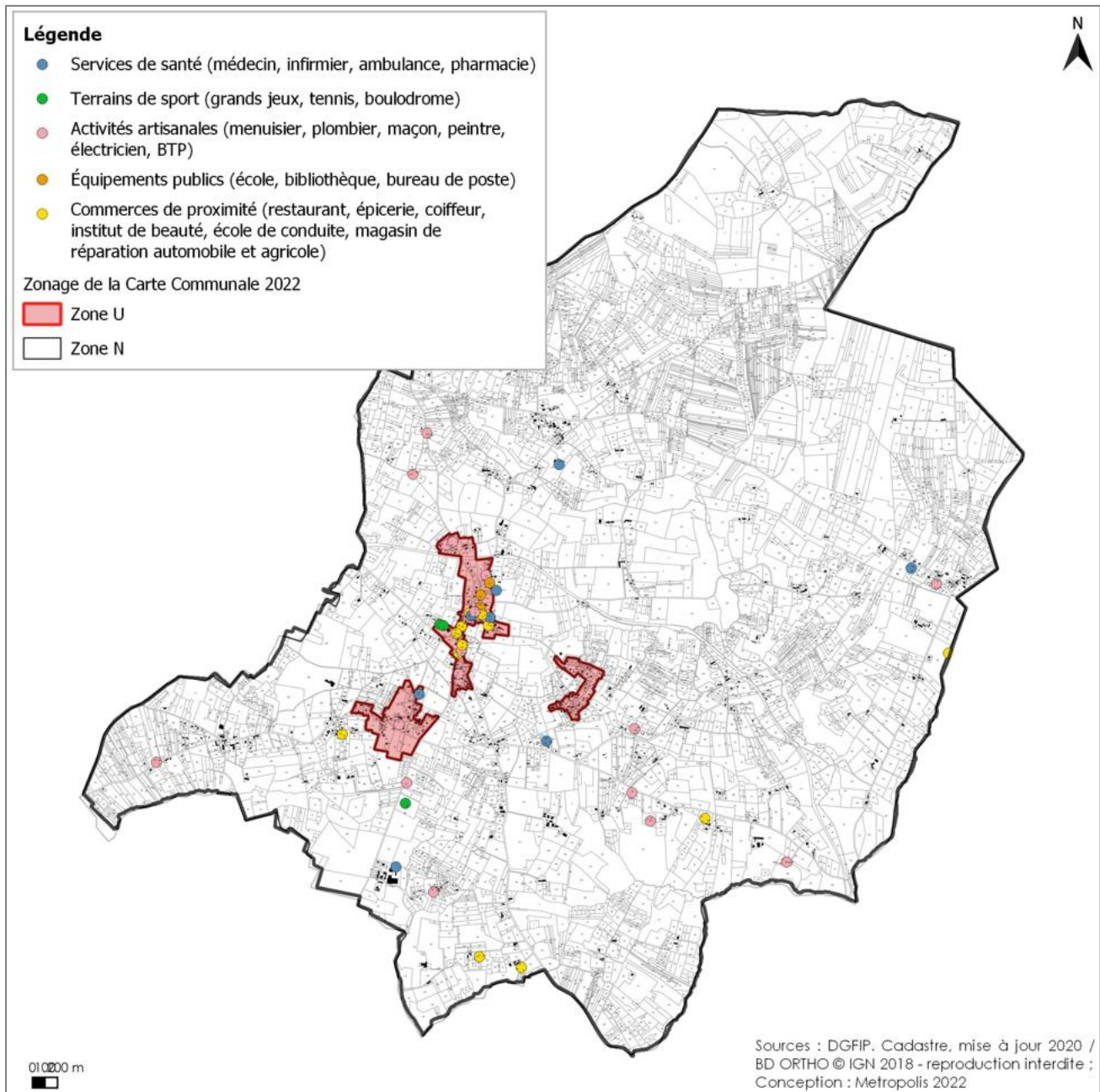
Avec toutes les limites liées à un document d'urbanisme de type « carte communale », la révision permet néanmoins de proposer des mesures de réduction et d'accompagnement visant à maîtriser le besoin de recourir à la voiture individuelle pour les petits déplacements du quotidien :

- La révision de la carte communale promeut un accueil de la population qui s'effectuera exclusivement dans l'enveloppe urbaine actuelle du bourg, ou en continuité de celui-ci. En organisant un habitat regroupé sur la centralité maransinoise (et donc non « éclaté » sur la commune), la procédure de révision contribue limiter les phénomènes de dispersion des flux routiers vers les zones d'emplois, d'équipements, ou encore de services/commerces propres à Maransin.
- La création de 2 sites de développement urbain à vocation résidentielle (« Gail Est » et « Le Bourg »), qui illustre la volonté de la carte communale de Maransin à promouvoir un développement urbain à court terme, au niveau de la centralité du bourg. Ces sites bénéficient :
 - de la proximité des services et équipements communaux. Et notamment l'école, située à moins de 200 mètres de chaque site.
 - de la proximité de l'arrêt de bus, permettant d'accéder au transport collectif et/ou scolaire

² Les projets de construction de maison individuelle et de logement collectif faisant l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration préalable déposée à partir du 1^{er} janvier 2022, ainsi que les projets de construction de bureau et de bâtiment d'enseignement primaire et secondaire faisant l'objet d'une demande de permis de construire ou d'une déclaration préalable déposée à partir du 1^{er} juillet 2022, sont soumis à la RE2020. Concernant les extensions d'habitations, de bureaux, des bâtiments d'enseignement primaire ou secondaire, ainsi que les constructions provisoires, l'application de la RE 2020 est à compter du 1^{er} janvier 2023 (source : Ministère de la transition énergétique – Août 2022).

(arrêt « Bas du bourg »).

- Conjointement, la carte communale propose une mesure d'accompagnement : les orientations d'aménagement proposées sur les sites « Gail Est » et « le Bourg ». Bien que n'ayant pas de portée opposable aux tiers, elles encouragent un parti d'aménager qui favorise la connexion viaire (création d'un maillage), et *in fine* une meilleure perméabilité urbaine au niveau du bourg. Et cela d'autant plus que ces orientations d'aménagement promeuvent la création de voies douces qui faciliteront le partage de l'espace public, ainsi que les déplacements « actifs ».



Superposition de la carte communale de Maransin en vigueur et les services, équipements et commerces recensés sur la commune (zonage à l'arrêt de la CC)

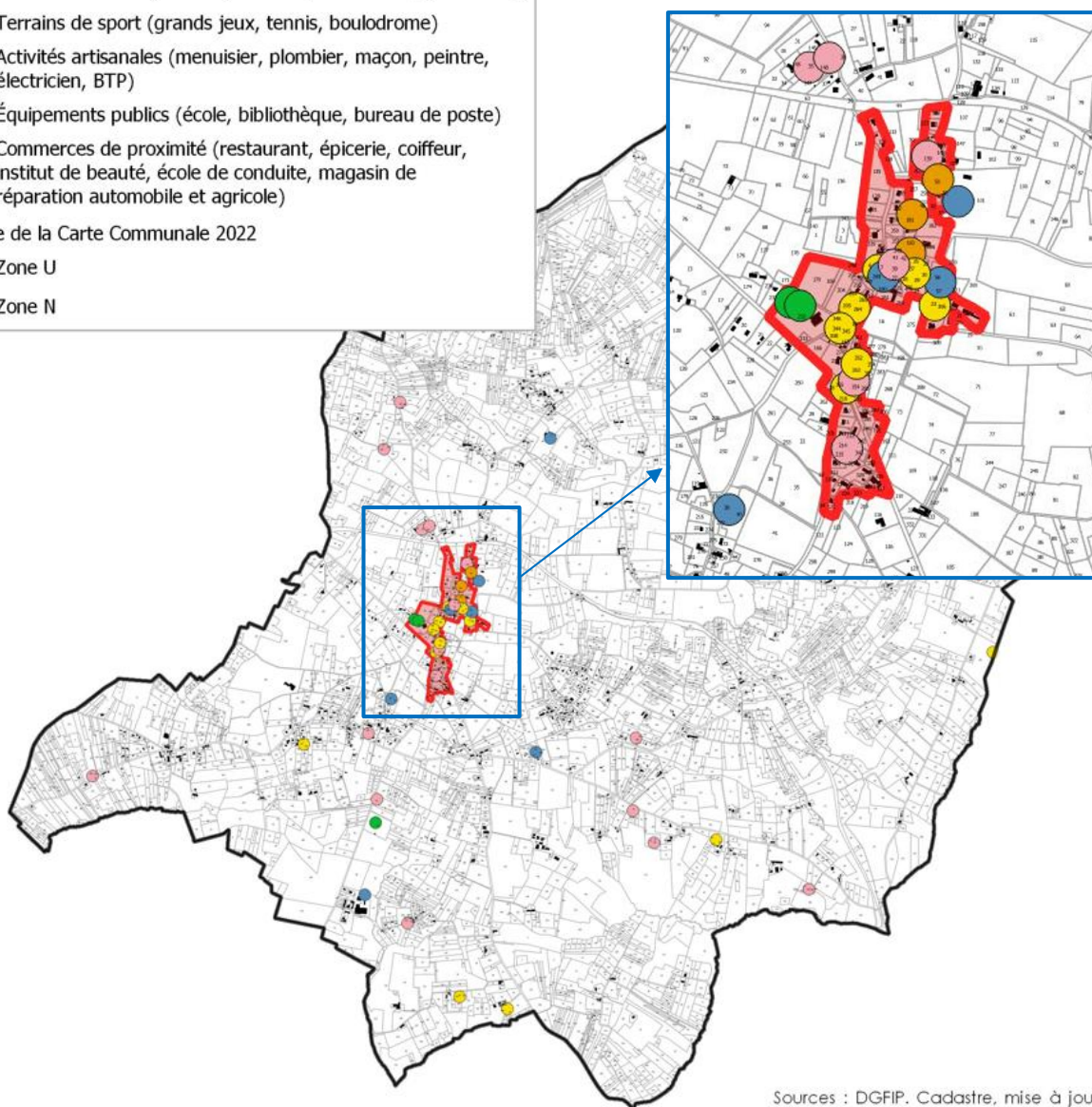
Légende

- Services de santé (médecin, infirmier, ambulance, pharmacie)
- Terrains de sport (grands jeux, tennis, boulodrome)
- Activités artisanales (menuisier, plombier, maçon, peintre, électricien, BTP)
- Équipements publics (école, bibliothèque, bureau de poste)
- Commerces de proximité (restaurant, épicerie, coiffeur, institut de beauté, école de conduite, magasin de réparation automobile et agricole)

Zonage de la Carte Communale 2022

■ Zone U

■ Zone N



Superposition de la carte communale de Maransin proposée par la procédure de révision et les services, équipements et commerces recensés sur la commune (zonage à l'arrêt de la CC)

- La carte communale en vigueur est associée à un développement urbain qui s'articule sur les secteurs du bourg, du hameau de Grugier et du hameau de Beaucaillat. Celui-ci témoigne d'un potentiel constructible important. Cette organisation du développement urbain, assez dispersée, ne répond plus aujourd'hui aux enjeux de développement durable, notamment sur le plan énergétique. Plus spécifiquement, la carte communale actuelle ne prend pas suffisamment en compte les déplacements de proximité, qui peuvent plus volontiers se faire à pied ou à vélo.

La révision de la carte communale est l'occasion proposer un développement urbain resserré au niveau du bourg de Maransin. A travers ces choix, la commune de Maransin permet d'offrir un accès facilité aux services, commerces et équipements, et davantage propices à des déplacements selon un mode « actif » (ex : marche, vélo...) ou par le transport collectif (proximité de l'arrêt CALIBUS).

Au regard de ces éléments, et en comparaison avec le document d'urbanisme en vigueur, la mise en œuvre de la carte communale révisée ne sera pas de nature à générer des incidences négatives notables en termes d'énergie et de GES. Celles-ci sont évaluées comme potentiellement « faibles ».

Incidences positives

La préservation de vastes ensembles naturels et agricoles qui participent à la lutte contre le réchauffement climatique

La carte communale de Maransin vise la préservation d'un cadre de vie de qualité. Celle-ci s'appuie sur la prégnance des espaces forestiers, et sur le maintien de vastes entités agricoles et naturelles.

Or, la végétation, notamment les forêts (mais pas uniquement), constitue un puits de carbone en raison de sa capacité à absorber le carbone de l'air et participe ainsi à la compensation des émissions de GES, via la séquestration de carbone dans les sols.

En effet, les valeurs de stock de carbone organique varient selon les grands types d'occupation du sol. Sur l'horizon 0-30 cm, ces valeurs sont³ :

- Sous forêt : le stock de carbone organique est, en moyenne de 81 tC/ha ;
- Sous prairie permanente : le stock de carbone organique est, en moyenne de 84,6 tC/ha ;
- Sous grandes cultures : le stock de carbone organique est, en moyenne de 51,6 tC/ha.

La carte communale de Maransin maintient de façon durable 2950 ha des zones naturelles et agricoles, via un zonage strict de type N, soit plus de 99% de la superficie du territoire communal.

De plus, bien que la mise en œuvre de la carte communale ait pour corollaire une constructibilité cumulée (par extension ou densification) de 2,30 ha (2,90 ha lors de l'arrêt de la CC), elle restitue toutefois en zone N plus de 33 ha. Le bilan est donc en faveur de la révision de la carte communale.

La révision de la carte communale de Maransin œuvre donc, de façon (in)directe, et par les leviers qui sont les siens, au maintien de la capacité de séquestration du carbone, en préservant notamment ses espaces forestiers et agricoles.

³ INRA Science & Impact - « Stocker du carbone dans les sols français : quel potentiel au regard de l'objectif 4 pour 1000 et à quel coût ? » - Synthèse de l'étude réalisée pour l'ADEME et le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation – Juillet 2019.

1.5. FOCUS SUR LES PRINCIPALES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE

a) PREAMBULE

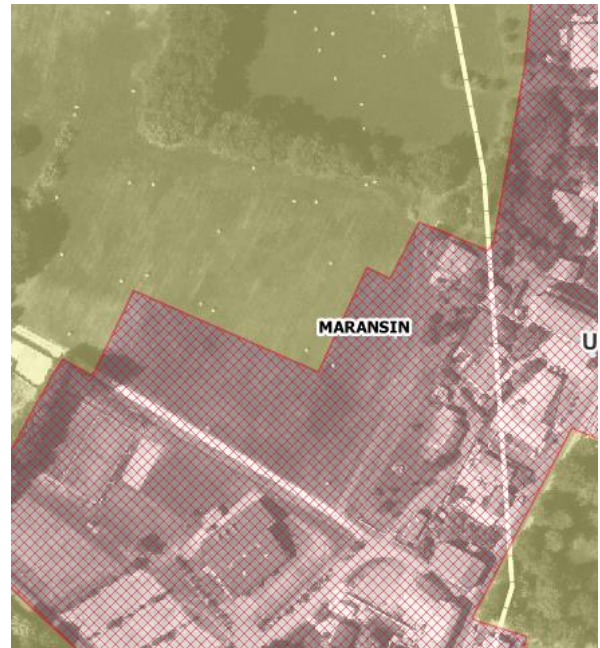
Dans le cadre de la carte communale de Maransin, les principales zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document d'urbanisme sont les sites suivants :

- « Le Bourg », situé à l'est de la zone urbaine ;
- « Gail Est », situé à l'Ouest de la zone urbaine.

La carte communale est un document d'urbanisme où le seul levier opposable et mobilisable, est **le zonage**. A la différence du Plan Local d'Urbanisme, il n'existe ni règlement écrit, ni Orientation d'Aménagement et de Programmation.

b) FOCUS SUR LES ZONES DESTINÉES A MUTER

Commune : Maransin Site du Gail Est	
Périmètre initial investigué par le bureau d'études écologique	
	
Zonage du document en vigueur au droit de l'emprise investiguée	
Zone N	
Zonage proposé pour la carte communale au droit de l'emprise investiguée par les écologues	
Zone U et zone N	
Volet « Eau »	
Proximité d'un cours d'eau : non Type d'assainissement : individuel ; le schéma d'assainissement de la commune de Maransin indique que la filière préconisée est de type « filtre à sable vertical » Proximité d'un captage AEP : non Proximité d'un ouvrage de défense incendie : oui, le site bénéficie de la proximité de 2 ouvrages permettant la défense incendie à moins de 200 m, dont un poteau incendie identifié comme « disponible » selon le SDIS 33 en septembre 2021.	
Contexte écologique	Enjeu
Zonages réglementaires ou d'inventaire : non Trame verte et bleue : le site est localisé sur la frange d'un réservoir de biodiversité de la sous-	Fort



Emprise de la zone U de la carte communale révisée, après mesures d'évitement et réduction

trame des milieux prairiaux

Zone humide identifiée *in situ* : oui (partie Sud du site).

Les relevés floristiques réalisés dans les habitats potentiellement humides et dont les cortèges floristiques sont interprétables, n'ont pas mis en évidence de zones humides botaniques au sens de la réglementation. Malgré la présence d'espèces hygrophiles dans certains habitats, les taux de recouvrement toutes strates confondues des espèces de zones humides ne conduisent pas à définir ces habitats comme humides au sens de la réglementation.

Des sondages pédologiques ont été menés par THEMA, indiquant la présente de zone humide selon le critère « sol ». Des investigations écologiques complémentaires ont été conduites par ARTIFEX (après l'arrêt de la CC), permettant d'affiner les emprises de ZH. Ainsi, la surface de zones humides identifiées par ARTIFEX au sein du site d'étude et de son aire d'étude immédiate est de 1,42 ha.

Présence d'espèce végétale patrimoniale sur site : non

Caractéristiques générales du site : d'une manière générale, le site ne présente a priori pas de sensibilité forte vis-à-vis de la faune et de la flore, les milieux étant relativement communs, et les espèces présentes étant communes à très communes.

Préconisation du bureau d'études écologue concernant l'aménagement du site : les franges arborées au Nord et à l'Ouest sont à préserver et à intégrer à l'aménagement global du site pour conserver l'intérêt faunistique du site.



Rappel des habitats observés sur le Gail Est



Zone humide identifiée sur le site par THEMA



Zone humide identifiée sur le site de Gail Est par ARTIFEX (investigations complémentaires réalisées postérieurement à l'arrêt de la CC). La surface cumulée de ZH est de 1,42 ha, selon ARTIFEX.



Chevauchement de la **zone U proposée par la révision** sur le secteur de Gail Est (hachures rouges) avec les continuités écologiques locales : le site est situé en frange d'un réservoir de biodiversité

Contexte paysager et urbain	Enjeu
<p>Localisation : secteur situé en accroche du bourg, à l'Ouest, entre la salle polyvalente et l'église, composé d'une prairie, d'un ancien verger, d'une haie arborée, d'une chênaie et d'une mare, dans un contexte agricole et de nature proche des équipements de la commune</p> <p>Enjeux paysagers : intégration paysagère dans un contexte agricole, urbain (habitations, équipements...) et patrimonial (vue sur l'église...)</p> <p>Patrimoine architectural et/ou paysager : pas de servitude particulière</p>	<p>Moyen</p>

Vues sur le site de Gail Est



Risques et nuisances

Enjeu

Risque inondation : **hors PPRI, hors AZI**
Aléa remontée de nappe (type, le cas échéant) : **non**
Aléa mouvement de terrain et cavités souterraines sur site : **non**
Aléa retrait-gonflement des argiles : **fort**
Secteur situé en zone « risque feux de forêt » : **la commune de Maransin fait partie des communes présentant un risque feux de forêt important, eu égard à sa forte tonalité forestière.**
Proximité ICPE : **non**
Nuisances sonores : **non concerné par le classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Gironde**
Autres :

- Secteur concerné par le « chemin de l'eau » selon EPIDOR : **non**
- Secteur concerné par un site identifié dans la base de données BASOL : **non**
- Secteur concerné par le passage d'une canalisation de matières dangereuses : **non**

Faible

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone

D'un point de vue « écologique », le site présente des enjeux au regard de la présence d'une zone humide localisée sur la partie Sud du site, et de franges arborées au Nord et à l'Ouest.

Par rapport à la faune, sans mesure particulière adaptée, l'aménagement du site pourrait induire la perte totale d'habitats disponibles pour l'alimentation et la reproduction d'insectes, de petits mammifères et d'oiseaux communs, pour la plupart plus ou moins commensales de l'homme.

Afin de réduire les incidences, la collectivité a fait le choix d'exclure de l'emprise de la zone U les haies situées sur les franges du site de « Gail Est ». Celles-ci sont donc couvertes par un zonage N, qui permettra de maintenir les conditions d'accueil de la biodiversité qui y est inféodée, et l'accomplissement de leur cycle biologique le cas échéant. Par rapport à l'emprise de la zone U, un recul est établi de l'ordre de :

- depuis les abords de la haie au Nord :
 - recul tel que défini à l'arrêt de la CC : 10 m ;
 - recul tel que défini à l'approbation de la CC : entre 75 m et 95 m, selon le point de la lisière U considéré
- 55 m depuis les abords de la haie à l'Ouest.

La carte communale, telle que proposée, permet ainsi d'intégrer les enjeux de lisières boisées, qui constituent des milieux écologiques d'intérêt pour la faune (écotone).

Ainsi, la perte d'habitats que la mise en œuvre de la carte communale va induire, sera exclusivement réalisée sur la prairie méso-hygrophile de fauche. Le bureau d'études THEMA Environnement indique que les prairies méso-hygrophiles sont des habitats relativement communs en Aquitaine et n'accueillent pas de faune patrimoniale sur le site du Gail Est. Cet habitat présente un enjeu faible.

La révision de la carte communale permet de conserver 99% de la superficie de Maransin en zone N. Au regard de cet élément, couplé à une réduction de l'emprise de la zone vouée à muter, et de la préservation haies existantes, la mise en œuvre de la carte communale révisée aura potentiellement des incidences notables évaluées comme « faibles » sur la biodiversité locale.

Par rapport aux continuités écologiques, le site est localisé sur la frange d'un réservoir de biodiversité de la sous-trame des milieux prairiaux. Pour cette sous-trame, les haies portent un rôle important puisqu'elles contribuent au potentiel écologique que peuvent porter les milieux prairiaux environnants.

La réduction de l'emprise de la zone U va contribuer à préserver les haies existantes, limitant ainsi les incidences de la carte communale sur le fonctionnement écologique local.

Par ailleurs, le site de Gail Est est localisé en continuité de l'enveloppe urbaine existante. La biodiversité locale présente est déjà sous influence anthropique, comme en témoignent notamment les espèces « communes à très communes » rencontrées par les écologues. Les enjeux de continuités écologiques reposent bien plus sur les espaces agricoles et naturels situés autour de la zone agglomérée du bourg, qui présentent globalement un caractère unifié et peu fragmenté, et sont dotés d'un zonage N. Le prélèvement de 8880 m² de milieux prairiaux sur Gail Est par l'application de la CC approuvée (1,48 ha lors de l'arrêt de la CC) ne saurait remettre en cause le fonctionnement écologique du territoire, sachant que 99 % du territoire communal est classé en zone N.

En réduisant l'emprise de la zone vouée à muter, et en préservant les haies existantes, la mise en œuvre de la carte communale révisée aura potentiellement des incidences notables évaluées comme « faibles » sur les continuités écologiques locales.

Par rapport à la zone humide, l'emprise de la zone vouée à muter a été réduite. Cette mesure réductrice permet ainsi d'éviter l'urbanisation potentielle de 13269 m² environ de zone humide. En revanche, le reste de la zone humide (poche à l'Est du site) peut potentiellement être urbanisé en tout ou partie, soit une superficie brute de 931 m² environ. Naturellement, en fonction du projet d'aménagement qui sera proposé *in fine* lors de la réalisation de l'opération, la surface de zone humide détruite pourra être moindre.

En réduisant l'emprise de la zone vouée à muter, la carte communale révisée permet d'éviter la destruction potentielle de plus de 1,3 ha de zone humide identifiée par critère pédologique. Toutefois, 931 m² (surface brute) peuvent être impactés en tout ou partie lors de l'urbanisation future du site. Les incidences sont évaluées comme « faibles » par rapport à la zone humide.

➡ Pour rappel, l'application de la réglementation en vigueur par rapport aux zones humides peut, dans certains cas, avoir pour corollaire :

- La réalisation d'un dossier au titre de la Loi sur l'Eau (rubrique 3310)
- Le besoin de compensation relatif aux zones humides, à hauteur de 150% de la surface détruite que le projet urbain va impliquer *in fine*.

D'un point de vue « paysager », le site ne présente pas d'enjeu particulier. Toutefois, la mise en œuvre de la carte communale va modifier les perceptions visuelles du site, du fait de son urbanisation.

Afin de réduire la surexposition des futurs bâtis, notamment depuis l'espace public ou les milieux environnants, les haies existantes sont conservées. Cette mesure permettra ainsi de profiter de ces motifs *in situ* pour favoriser l'intégration paysagère des futures constructions.

Bien que n'ayant pas de portée réglementaire, une orientation d'aménagement est proposée sur le site afin de témoigner du parti d'aménager souhaité. Cette mesure d'accompagnement a pour objectif d'accorder une place plus forte au végétal, notamment par :

- la création d'un espace tampon qui permet de ceinturer le site sur les franges Nord et Ouest, et ainsi de créer une transition douce et qualitative avec les milieux environnants. Il est souhaité que cet espace tampon soit planté d'une haie pluristratifiée, en pleine terre, avec des essences répondant à des objectifs écologiques et paysagers.
- La mise en valeur des espaces publics, avec la création d'espaces verts collectifs, associée à des plantations d'arbres de haute tige (en pleine terre), permettant ainsi d'esquisser une trame végétalisée en contact avec les milieux naturels et agricoles environnants. A travers cette modalité d'aménagement, il s'agit de contribuer à offrir des habitats favorables à l'expression de la biodiversité locale, notamment la petite faune potentiellement inféodée aux zones urbaines, en encourageant à une plus grande perméabilité urbaine.

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale ne sera pas de nature à remettre en cause la qualité du grand paysage de Maransin. Les incidences notables potentielles sont évaluées comme « faibles ».

D'un point de vue « risques et nuisances », le site ne montre pas d'enjeux particuliers.

Le site de « Gail Est » bénéficie de la proximité de 2 ouvrages permettant la défense du site en cas d'incendie (dont 1 poteau incendie, qualifié de « disponible » par le SDIS 33 lors du dernier bilan annuel). Par ailleurs, la mesure adoptée en faveur des lisières forestières (recul de la zone U par rapport aux haies, permettant de

ne pas avoir de juxtaposition directe entre le milieu boisé et la future zone bâtie) sera de nature à réduire la vulnérabilité du secteur.

La carte communale propose également, comme mesure d'accompagnement :

- Dans l'orientation d'aménagement : éviter la concentration d'espèces hautement inflammables, dans le futur aménagement urbain.
- Dans les annexes de la carte communale : des recommandations en matière de choix des espèces végétales, mais également d'aménagement urbain.

En outre, l'orientation d'aménagement proposée (mesure d'accompagnement) encourage à la création de liaisons douces, en complément d'un réseau de voirie « classique ». A travers ce parti d'aménager, il s'agit d'encourager à la production d'un nouvel ensemble bâti qui s'intègre dans le fonctionnement urbain local, et favorise les mobilités douces, notamment en direction des services, commerces et équipements maransinois.

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale ne sera pas de nature à soumettre la population et les biens à des risques et nuisances supplémentaires. Les incidences notables potentielles sont évaluées comme « faibles ».

Mesures complémentaires proposées pour les phases de travaux

Dans le cadre de cette procédure de révision de la carte communale, des préconisations en phase de chantier sont également émises :

- Information des personnels de chantier fréquentant le site de travaux à la sensibilité des milieux naturels proches, en s'appuyant sur la diffusion de documents cartographiques et pédagogiques lors des réunions de chantier et la mise en place de panneaux d'alerte in situ.
- Protection/mise en défens de la zone N périphérique, et particulièrement de la zone humide en partie évitée et de la haie située sur la frange Nord ;
- Mesures permettant d'éviter les pollutions des milieux agricoles et naturels proches par des substances solides et/ou liquides : stockage des produits polluants (huiles, hydrocarbures...) uniquement sur des surfaces étanches avec des systèmes de rétention, ravitaillement par des engins sur des surfaces réservées non sensibles, mise en place de dispositifs d'absorption en cas de pollution accidentelle (kits anti-pollution), zone de parcage pour les engins afin de limiter les éventuelles fuites de carburant ou d'huile. Le parcage des engins de chantier sur la zone humide évitée doit être interdit.
- Eviter le débroussaillage et les travaux mécaniques de terrassements entre mars et octobre, afin de ne pas générer de perturbations durant cette période globalement favorable à la faune ;
- Eviter le travail nocturne (entre 20h et 7h) afin d'éviter les risques de collision avec les espèces de chiroptères pouvant exploiter les haies périphériques.

Evolutions du projet sur ce site :


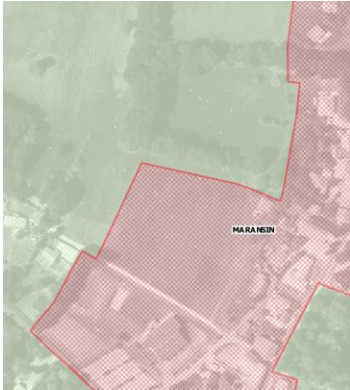

Projet de développement initial	Carte communale révisée, après mesures d'évitement et réduction, lors de l'arrêt	Carte communale révisée, après mesures d'évitement et réduction, lors de l'approbation
		

Schéma d'aménagement proposé dans le cadre de la révision de la carte communale (non opposable aux tiers)

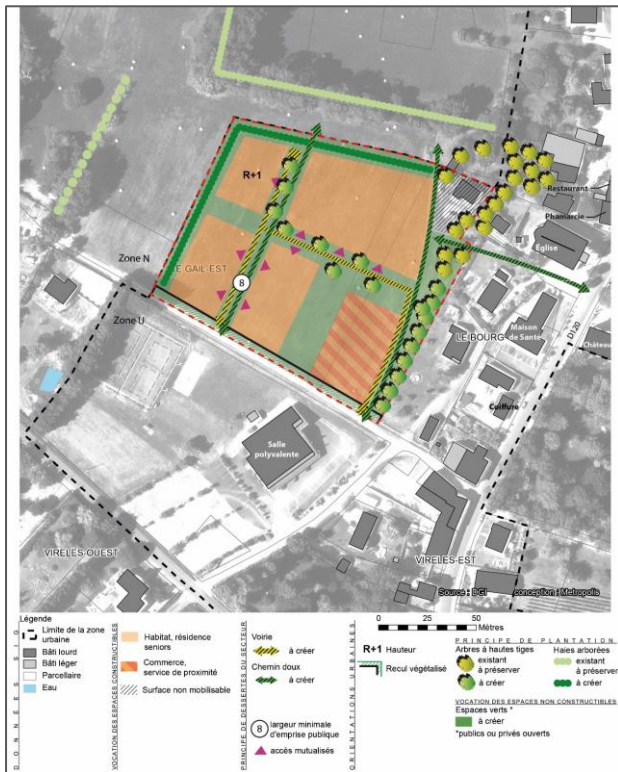


Schéma d'aménagement proposé lors de l'arrêt de la CC

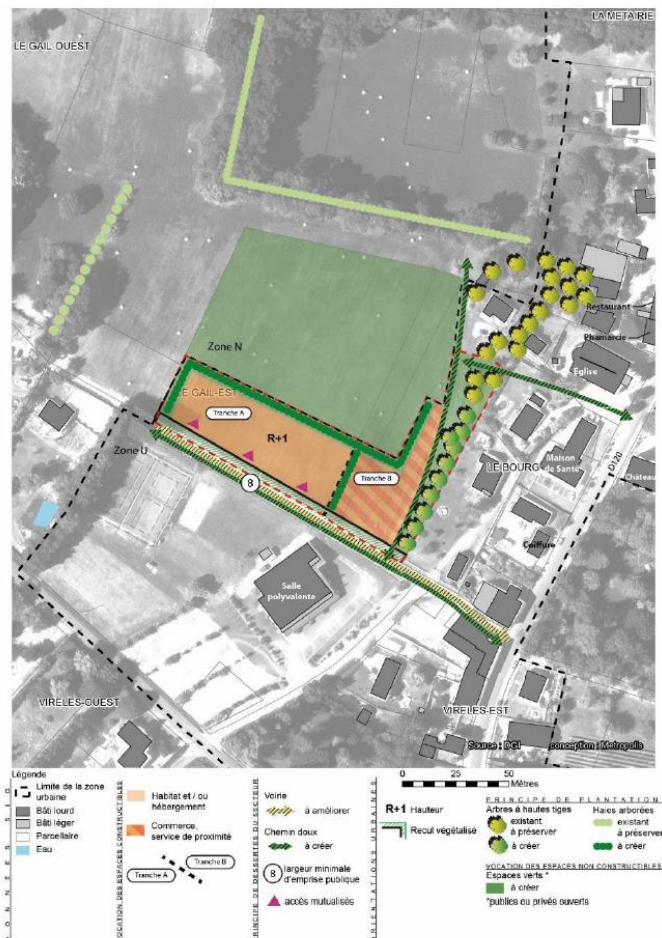


Schéma d'aménagement tel que figurant à l'approbation de la CC

Commune : Maransin
Site du « Bourg »

Périmètre initial investigué par le bureau d'études
écologie



Zonage du document en vigueur au droit de
l'emprise investiguée
Intégralement en zone U
Zonage proposé pour la carte communale au droit
de l'emprise investiguée par les écologues
Zone U et zone N



Emprise de la zone U de la carte communale révisée
après mesures d'évitement et réduction

Volet « Eau »

Proximité d'un cours d'eau : non
Type d'assainissement : individuel ; le schéma d'assainissement de la commune de Maransin indique que la
filière préconisée est de type « filtre à sable vertical »
Proximité d'un captage AEP : non
Proximité d'un ouvrage de défense incendie : oui, le site bénéficie de la proximité de 2 ouvrages permettant
la défense incendie à moins de 200 m, dont un poteau incendie identifié comme « disponible » selon le SDIS
33 en septembre 2021.

Contexte écologique mis en évidence par les bureaux d'études BIOTOPE et IDE	Enjeu
<div>Environnement</div> <div> Zonages réglementaires ou d'inventaire : non Trame verte et bleue : le site est localisé sur la frange d'un réservoir de biodiversité de la sous-trame des milieux prairiaux Zone humide identifiée <i>in situ</i> : oui Les relevés floristiques réalisés dans les habitats potentiellement humides et dont les cortèges floristiques sont interprétables n'ont pas mis en évidence de zones humides botaniques au sens de la réglementation. Malgré la présence d'espèces hygrophiles dans certains habitats, les taux de recouvrement toutes strates confondues des espèces de zones humides ne conduisent pas à définir ces habitats comme humides au sens de la réglementation. Sur 4 sondages pédologiques menés, 2 sont caractéristiques des zones humides. Présence d'espèce végétale patrimoniale sur site : non Caractéristiques générales du site : D'une manière générale, le site ne présente a priori pas de sensibilité forte vis - à -vis de la faune et de la flore, les milieux étant relativement communs, et les espèces présentes étant communes à très communes pour la plupart. Il est toutefois à noter que les jardins arborés et le bois de Frêne dans la partie centrale accueillent ou sont susceptibles d'accueillir des espèces d'oiseaux nicheurs vulnérables. Préconisation du bureau d'études écologie concernant l'aménagement du site : les espaces arborés de la frange Sud-Est et de la partie centrale sont à préserver et à intégrer à </div>	<div>Fort</div>

l'aménagement global du site pour conserver l'intérêt faunistique du site





ZONES HUMIDES - SITE DU BOURG

Zone humide identifiée sur le site



- Réservoirs de biodiversité primaire
- Réservoirs de biodiversité secondaire
- Espaces relais

Chevauchement de la **zone U** telle que figurant dans la carte communale en vigueur sur le site du Bourg (hachures rouges), avec les continuités écologiques locales : le site est situé en frange d'un réservoir de biodiversité

Contexte paysager et urbain

Enjeu

Localisation : secteur situé en accroche du bourg, au Nord, en dent creuse, composé de prairies, friches herbacées, fourrés, haie arborée, chênaie..., dans un contexte agricole et de nature à proximité des infrastructures du centre-bourg

Enjeux paysagers : intégration paysagère dans un contexte agricole, urbain (habitations, équipements...) et patrimonial (vue sur l'église...)

Patrimoine architectural et/ou paysager : pas de servitude particulière

Moyen



Risques et nuisances

Enjeu

Risque inondation : hors PPRI, hors AZI

Aléa remontée de nappe (type, le cas échéant) : non

Aléa mouvement de terrain et cavités souterraines sur site : non

Aléa retrait-gonflement des argiles : fort

Secteur situé en zone « risque feux de forêt » : la commune de Maransin fait partie des communes présentant un risque feux de forêt important, eu égard à sa forte tonalité forestière.

Proximité ICPE : non

Faible

Nuisances sonores : **non concerné par le classement sonore des infrastructures de transport terrestre de Gironde**

Autres :

- Secteur concerné par le « chemin de l'eau » selon EPIDOR : **non**
- Secteur concerné par un site identifié dans la base de données BASOL : **non**
- Secteur concerné par le passage d'une canalisation de matières dangereuses : **non**

Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone

D'un point de vue « écologique », le site présente des enjeux au regard de la présence d'une zone humide localisée sur la partie Sud du site (le reste du site n'ayant pas pu faire l'objet d'investigations écologiques plus poussées), et de franges arborées sur la partie centrale et au Sud-Est (le long de la D120).

Par rapport à la faune, sans mesure particulière, l'aménagement du site pourrait induire la perte totale d'habitats disponibles pour l'alimentation et la reproduction d'insectes, de petits mammifères et d'oiseaux communs, pour la plupart plus ou moins commensales de l'homme.

Afin de réduire les incidences sur la biodiversité locale, la collectivité a fait le choix d'appliquer une mesure d'évitement et ainsi d'exclure de l'emprise de la zone U :

- La partie au Nord du site, correspondante aux habitats de type « prairies pâturées », ainsi que les zones de chênaies ;
- Le jardin arboré situé sur la partie centrale du site, et présentant des patches de boisements de frênes. Ils sont susceptibles d'accueillir deux espèces vulnérables en France et fréquentant d'autres jardins en périphérie : le Serin cini et le Verdier d'Europe.
- Les haies (situées sur les franges du site du « Bourg » et sur la partie centrale, ainsi que le long de la D120) : en effet, les oiseaux utilisent ces milieux comme habitat de reproduction, notamment la Fauvette à tête noire, Pinson des arbres, Rougegorge familier, Troglodytes mignon, Grimpereau des jardins, ou encore le Roitelet à triple bandeau (espèces protégées). Notons qu'une percée de 10 m (en U) est toutefois prévue le long de la D120 afin de pouvoir réaliser un maillage viaire (évitant ainsi une voie en impasse) et permettre l'accès au site notamment par les services de défense incendie et de sécurité civile.
- La mare présente dans la partie sud-est, et ceinturée de frênes : elle peut potentiellement constituer un habitat potentiel de reproduction pour certains amphibiens répertoriés sur le territoire communal, tels la Grenouille agile ou le Triton palmé.

Tous ces habitats sont ainsi couverts par un zonage N, via cette procédure de révision. La carte communale de 2024 permettra ainsi de maintenir les conditions d'accueil de la biodiversité qui est inféodée à ces différents habitats, et l'accomplissement de leur cycle biologique le cas échéant.

Ainsi, la perte d'habitats que la mise en œuvre de la carte communale va induire, sera essentiellement réalisée sur de la prairie méso-hygrophile de fauche, puis sur des friches herbacées dans une moindre mesure. Il convient de souligner que le bureau d'études THEMA Environnement précise que les prairies méso-hygrophiles et les friches herbacées sont des habitats communs en Aquitaine et n'accueillent pas de faune patrimoniale sur le site du Bourg. Ces habitats présentent un enjeu faible.

En réduisant fortement l'emprise de la zone vouée à muter, la mise en œuvre de la carte communale révisée va permettre de diminuer de façon significative la destruction d'habitats favorables à l'accueil de la biodiversité locale. Notamment pour les jardins arborés et les bois de frênes situés dans la partie centrale, qui accueillent ou sont susceptibles d'accueillir des espèces d'oiseaux nicheurs vulnérables.

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale de 2024 va générer des incidences négatives notables évaluées comme « faibles » sur la biodiversité locale. Pour rappel, la carte communale actuellement en vigueur place sous l'égide de la zone U, l'ensemble du secteur investigué par le bureau d'études THEMA Environnement.

Par rapport aux continuités écologiques, la carte communale en vigueur pourrait porter atteinte de façon notable aux continuités écologiques identifiées sur le secteur du bourg.

En effet, comme le montre la cartographie superposant la carte communale actuelle avec la Trame Verte et Bleue, un réservoir de biodiversité vient s'insérer au sein de l'enveloppe bâtie existante. Comme l'indique la cartographie des habitats réalisée par THEMA, il s'agit d'habitats prairiaux existants, et relayés par les habitats boisés (haies, patches boisés de frênes).

Pour cette sous-trame, à l'instar du site de Gail-Est, les haies portent un rôle important puisqu'elles contribuent au potentiel écologique que peuvent porter les milieux prairiaux environnants.

La réduction très significative de l'emprise de la zone U dans la révision de la carte communale, va contribuer à préserver les haies existantes, les patchs boisés de frênes et un vaste ensemble de milieux prairiaux. Or, ces habitats sont le support de continuités écologiques. Le projet de carte communale révisée limite ainsi fortement les incidences sur le fonctionnement écologique local, par rapport à la carte communale existante.

De plus, en plaçant ces milieux sous l'égide de la zone N, la révision de la carte communale permet de maintenir une perméabilité urbaine favorable au déplacement des individus d'espèces (faunistiques comme floristiques), en lien notamment avec les vastes ensembles agricoles et forestiers qui évoluent au Nord et à l'Est de la commune de Maransin.

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale de 2024 va générer des incidences négatives notables évaluées comme « faibles » sur les continuités écologiques. Et notamment par rapport à la carte communale actuellement en vigueur, dont l'application conduirait à une fragmentation bien plus marquée des habitats naturels et semi-naturels recensés sur ce secteur.



En vert, la zone N de la carte communale révisée : la révision du document d'urbanisme permet de préserver la continuité écologique qui traverse le bourg

Par rapport à la zone humide, il convient de rappeler que 0,612 ha de zones humides ont été mises en évidence sur le site, via la réalisation de sondages pédologiques. Dans le cadre de l'évaluation environnementale, l'emprise de la zone vouée à muter a été restreinte. Cette mesure réductrice permet ainsi d'éviter l'urbanisation potentielle de 0,16 ha environ de zone humide. En revanche, le reste de la zone humide est potentiellement destiné à être urbanisé, soit une superficie brute de 0,45 ha environ. Naturellement, en fonction du projet d'aménagement qui sera proposé *in fine* lors de la réalisation de l'opération, la surface de zone humide détruite sera certainement moindre.

Les incidences négatives notables sont évaluées comme « moyennes » par rapport à la zone humide, identifiée par critère pédologique. La mise en œuvre de la carte communale pourra induire le besoin d'études réglementaires associées, au regard du projet urbain qui sera conçu à court ou moyen terme par le/les porteur(s) de projet.

D'un point de vue « paysager », le site ne présente pas d'enjeu particulier (pas de servitude à considérer). Toutefois, le site est longé par la D120 et la route permettant de relier le hameau de Péristève débouche sur le site « Le Bourg ».

Aussi, sans mesures de réduction adaptée, la mise en œuvre de la carte communale (notamment sous sa forme actuelle) pourrait modifier les perceptions visuelles du site, du fait de son urbanisation. Les constructions à venir tendraient se surimposer dans les vues proches et lointaines, notamment celles appréhendées depuis les voies

routières car la haie longeant la D120 pourrait être supprimée.



Vue depuis la D120, en arrivant par le Sud du site

Afin de réduire la surexposition des futurs bâtis, notamment depuis l'espace public ou les milieux environnants, les haies existantes sont conservées, notamment celle située le long de la D120. Cette dernière bénéficie d'un zonage N sur l'ensemble de sa longueur, à l'exception d'une percée d'environ 10 m. Cette percée a pour objectif de permettre la réalisation d'un bouclage viaire avec la rue de l'école (pas de voie en impasse), mais aussi de permettre l'intervention plus aisée des secours sur site (notamment le SDIS). Par cette mesure d'intégration paysagère (et écologique), la carte communale tire profit de ce motif *in situ* pour favoriser l'intégration paysagère des futurs aménagements.

Bien que n'ayant pas de portée réglementaire, comme sur le site de Gail Est, une orientation d'aménagement est proposée sur « le Bourg » afin de témoigner du parti d'aménager souhaité. Cette mesure d'accompagnement a pour objectif d'accorder une place plus forte au végétal, notamment par :

- la création d'une haie qui permet de ceinturer le site sur la frange Sud, et ainsi de créer une transition douce et qualitative avec les bâtis existants. Il est souhaité que les essences mobilisées répondent à des objectifs écologiques et paysagers.
- La mise en valeur des espaces publics, avec la création d'espaces verts collectifs, associée à des plantations d'arbres de haute tige et d'arbustes, en pleine terre. En encourageant cette modalité d'aménagement, il s'agit à la fois :
 - d'œuvrer à la réalisation d'un nouvel ensemble urbain plus qualitatif sur le plan paysager et qui s'inspire du cadre environnant (éviter la standardisation de la future proposition urbaine)
 - de proposer des micro-habitats favorables à l'expression de la biodiversité locale. Et notamment la petite faune potentiellement inféodée aux zones urbaines (micro-mammifères, oiseaux, reptiles...), et en complément des habitats « évités » et situés en zone N (contigus au site).

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale ne sera pas de nature à remettre en cause la qualité du grand paysage de Maransin. Les incidences négatives notables potentielles sont évaluées comme « faibles ».

D'un point de vue « risques et nuisances », le site ne montre pas d'enjeux particuliers.

Le site du « Bourg » bénéficie de la proximité de 2 dispositifs permettant la défense du site en cas d'incendie (dont 1 poteau incendie, qualifié de « disponible » par le SDIS 33 lors du dernier bilan annuel).

La carte communale propose également, comme mesure d'accompagnement :

- Dans l'orientation d'aménagement : éviter la concentration d'espèces hautement inflammables, dans le futur aménagement urbain.
- Dans les annexes de la carte communale : des recommandations en matière de choix des espèces végétales, mais également d'aménagement urbain.

En outre, l'orientation d'aménagement proposée (mesure d'accompagnement) encourage à la création de liaisons douces, en complément d'un réseau de voirie « classique ». La liaison douce permet ainsi de relier l'école, et plus largement les services et équipements du centre du bourg. A travers ce parti d'aménager, il s'agit de favoriser la réalisation d'un nouvel ensemble bâti qui s'intègre dans le fonctionnement urbain local et participe à celui-ci.


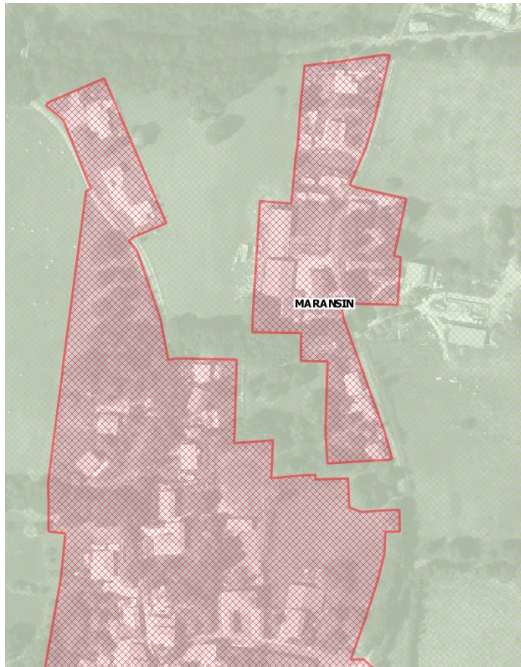
Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale ne sera pas de nature à soumettre la population et les biens à des risques et nuisances supplémentaires. Les incidences négatives notables

potentielles sont évaluées comme « faibles ».

Mesures complémentaires proposées pour les phases de travaux

Dans le cadre de cette procédure de révision de la carte communale, des préconisations en phase de chantier sont également émises :

- Information des personnels de chantier fréquentant le site de travaux à la sensibilité des milieux naturels proches, en s'appuyant sur la diffusion de documents cartographiques et pédagogiques lors des réunions de chantier et la mise en place de panneaux d'alerte *in situ*.
- Protection/mise en défens de la zone N périphérique, et particulièrement de la zone humide en partie évitée, la mare et le boisement de frênes et des haies maintenues situées sur les franges Nord et Ouest ;
- Mesures permettant d'éviter les pollutions des milieux agricoles et naturels proches par des substances solides et/ou liquides : stockage des produits polluants (huiles, hydrocarbures...) uniquement sur des surfaces étanches avec des systèmes de rétention, ravitaillement par des engins sur des surfaces réservées non sensibles, mise en place de dispositifs d'absorption en cas de pollution accidentelle (kits anti-pollution), zone de parcage pour les engins afin de limiter les éventuelles fuites de carburant ou d'huile. Le parcage des engins de chantier sur la zone humide évitée doit être interdit.
- Eviter l'abattage des sujets arborés, le débroussaillage et les travaux mécaniques de terrassements, entre mars et octobre, afin de ne pas générer de perturbations durant cette période globalement favorable à la faune ;
- Eviter le travail nocturne (entre 20h et 7h) afin d'éviter les risques de collision avec les espèces de chiroptères pouvant exploiter les haies périphériques.

Projet de développement initial	Carte communale révisée en 2024, après mesures d'évitement et réduction
	

Légende

- Limite de la zone urbaine
- Bâti lourd
- Bâti léger
- Parcellaire
- Eau
- Zone à préserver (mare, bois de frêne)

VOCATION DES ESPACES CONSTRUCTIBLES

- Habitat

PRINCIPE DE DESSERTES DU SECTEUR

- Voirie à créer
- Chemin doux à créer
- Sécurité routière à créer
- 8 largeur minimale d'emprise publique
- accès mutualisés

ORIENTATIONS URBAINES

R+1 Hauteur

PRINCIPE DE PLANTATION

- Arbres à hautes tiges existant à préserver
- Haies arborées existant à préserver
- à créer

VOCATION DES ESPACES NON CONSTRUCTIBLES

- Espaces verts * à créer
- *publics ou privés ouverts

Source : DGI conception : Metropolis

1.6. EVALUATION DES INCIDENCES AU TITRE DE NATURA 2000

a) RAPPEL

Cadrage préalable

Natura 2000 est un réseau européen de sites naturels créé par la directive européenne 92/43/CEE dite directive « Habitats / faune / flore ». Ce texte vient compléter la directive 2009/147/EC, dite directive « Oiseaux ». Les sites du réseau Natura 2000 sont proposés par les Etats membres de l'Union européenne sur la base de critères et de listes de milieux naturels et d'espèces de faune et de flore inscrits en annexes des directives.

L'article 6 de la directive « Habitats/Faune/Flore » introduit deux modalités principales et complémentaires pour la gestion courante des sites Natura 2000 :

- La mise en place d'une gestion conservatoire du patrimoine naturel d'intérêt européen à l'origine de leur désignation ;
- La mise en place d'un régime d'évaluation des incidences de toute intervention sur le milieu susceptible d'avoir un effet dommageable sur le patrimoine naturel d'intérêt européen à l'origine de la désignation de ces sites et plus globalement sur l'intégrité de ces sites.

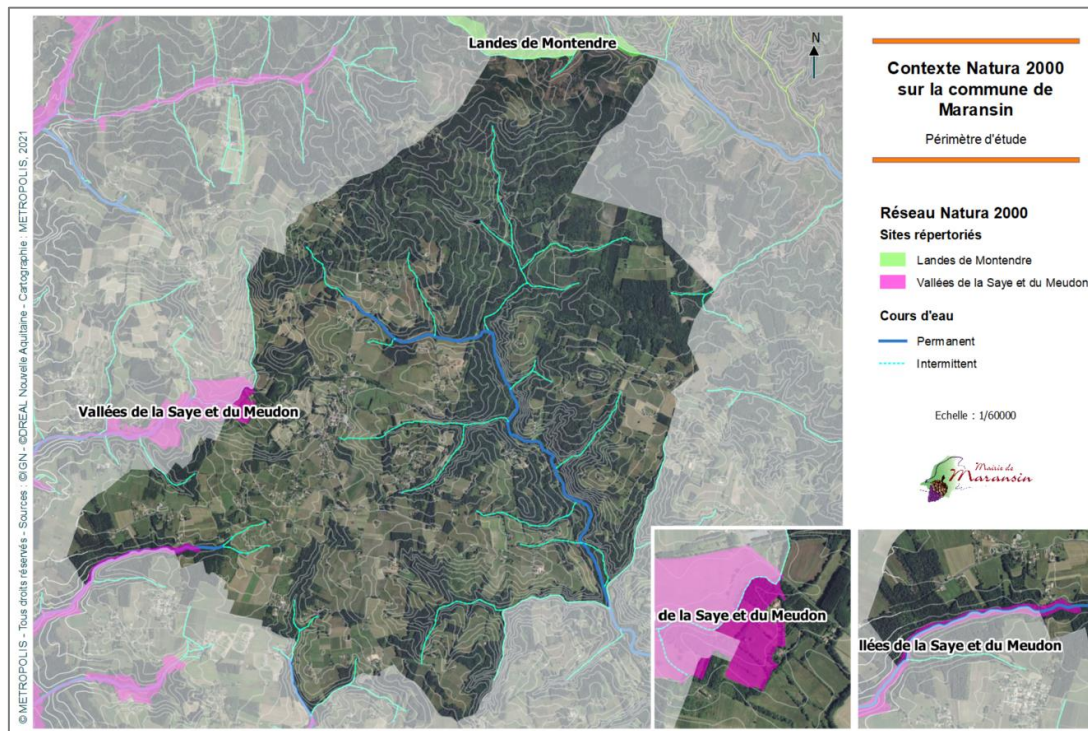
Natura 2000 et les documents d'urbanisme

Les documents d'urbanisme doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur les sites Natura 2000 s'ils sont susceptibles de les affecter de manière significative. Cette évaluation est appelée « évaluation des incidences au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000 » ou « évaluation des incidences Natura 2000 ».

Elle doit s'apprécier sur la base des outils réglementaires proposés par le Code de l'Urbanisme, et dans le respect des compétences propre au document d'urbanisme évalué (ex : PLU/PLUi, carte communale...).

Rappel des sites Natura 2000 sous influence potentielle du projet de révision de la carte communale de Maransin

La commune de Maransin intersecte à ce jour un site Natura 2000 rattaché à la Directive Habitat Faune Flore : le site FR7200689 « Les vallées de la Saye et du Meudon » (DOCOB validé).

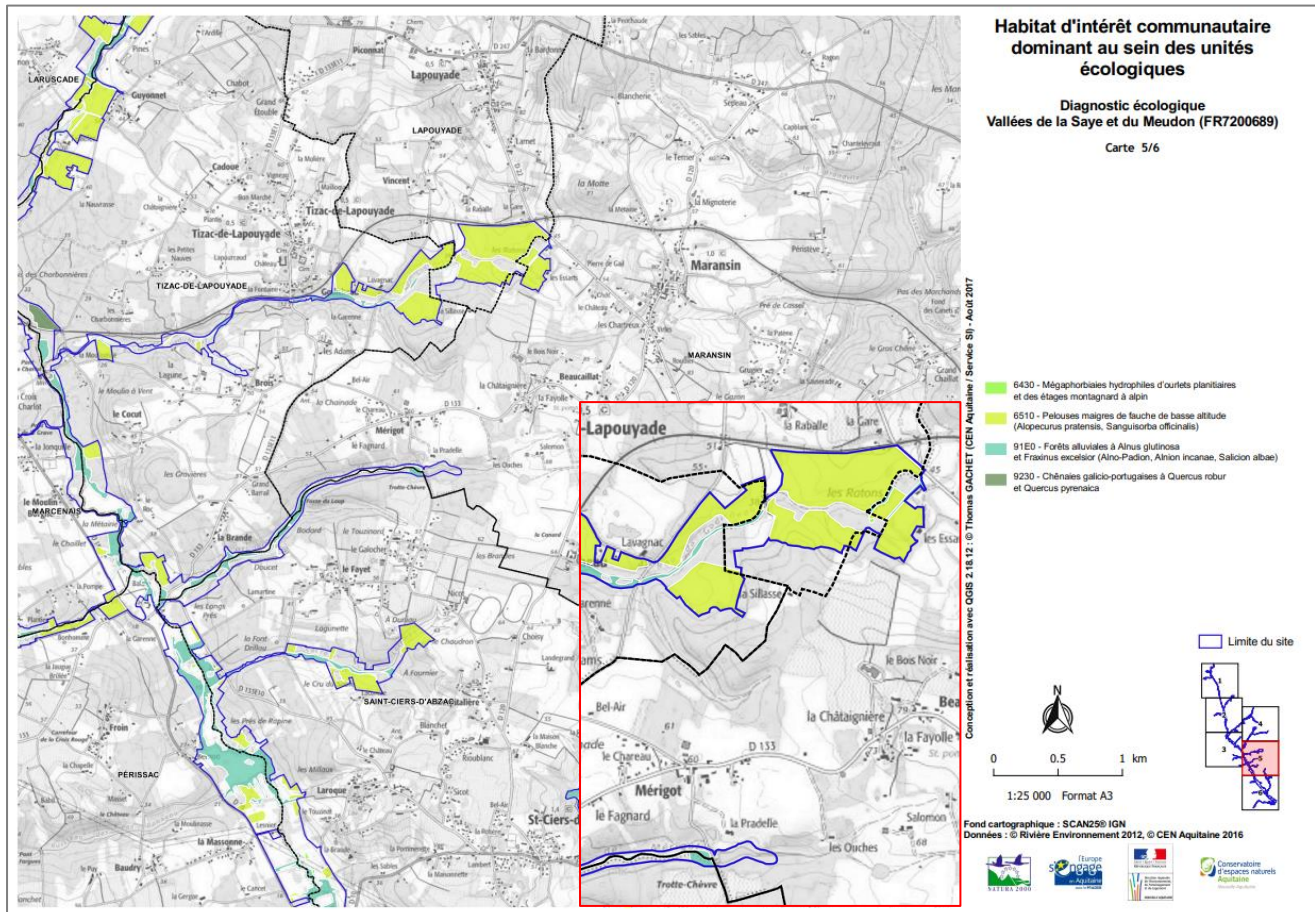


Toutefois, comme évoqué dans l'état initial de l'environnement, Maransin borde également un ensemble écologique remarquable lié aux landes de Montendre et au site Natura 2000 FR5400437 « Les Landes de

Montendre ». Toutefois, si Maransin n'est pas directement concerné par le zonage réglementaire de ce site, il convient néanmoins de considérer ce dernier au regard de la richesse écologique qu'il recèle et des logiques de fonctionnement écologique au niveau local.

Focus sur le site FR7200689 « Les vallées de la Saye et du Meudon »

Au niveau de Maransin, les habitats d'intérêt communautaire recensés sont des pelouses maigres de fauche de basse altitude (source : atlas cartographique du DOCOB validé).

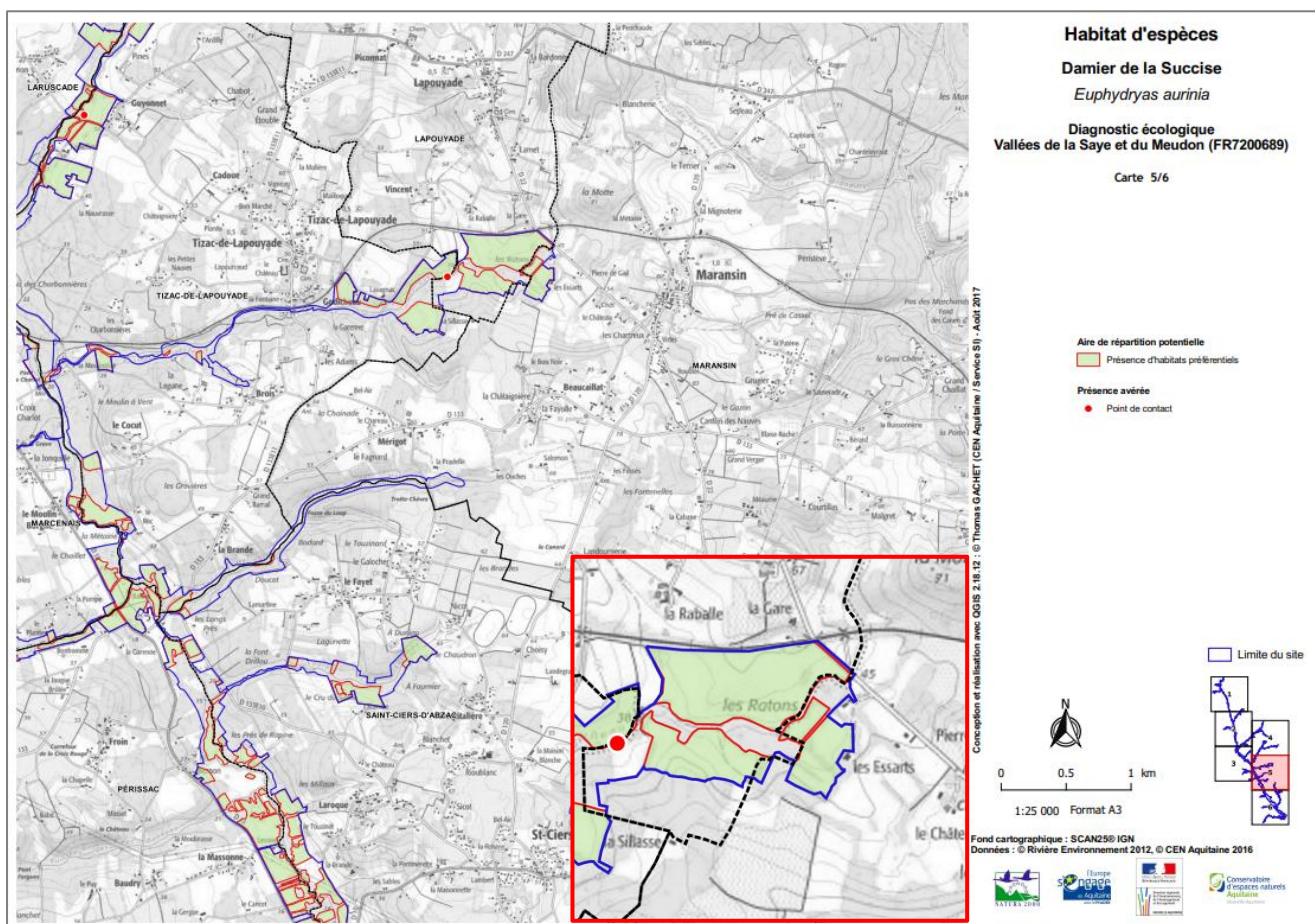
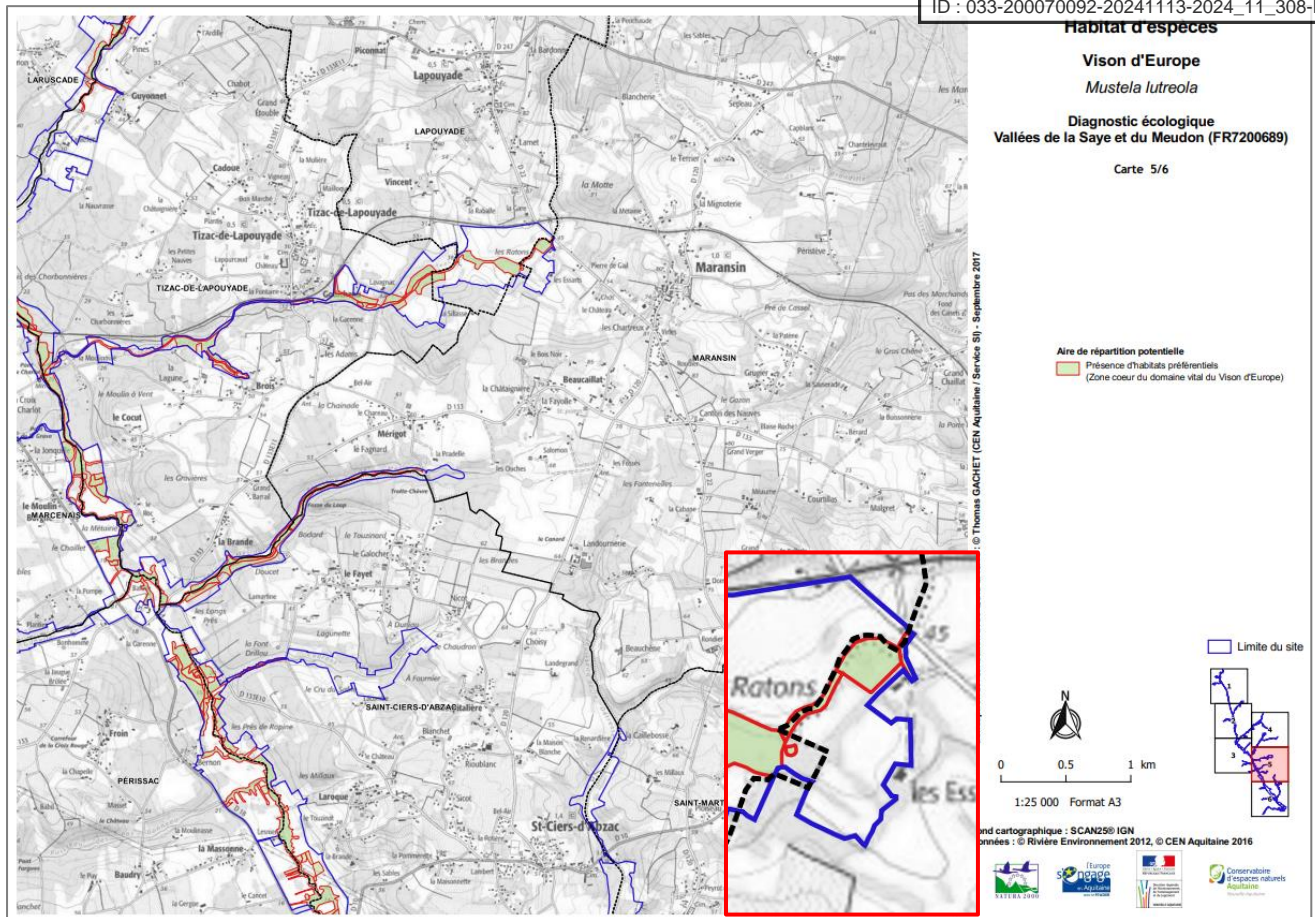


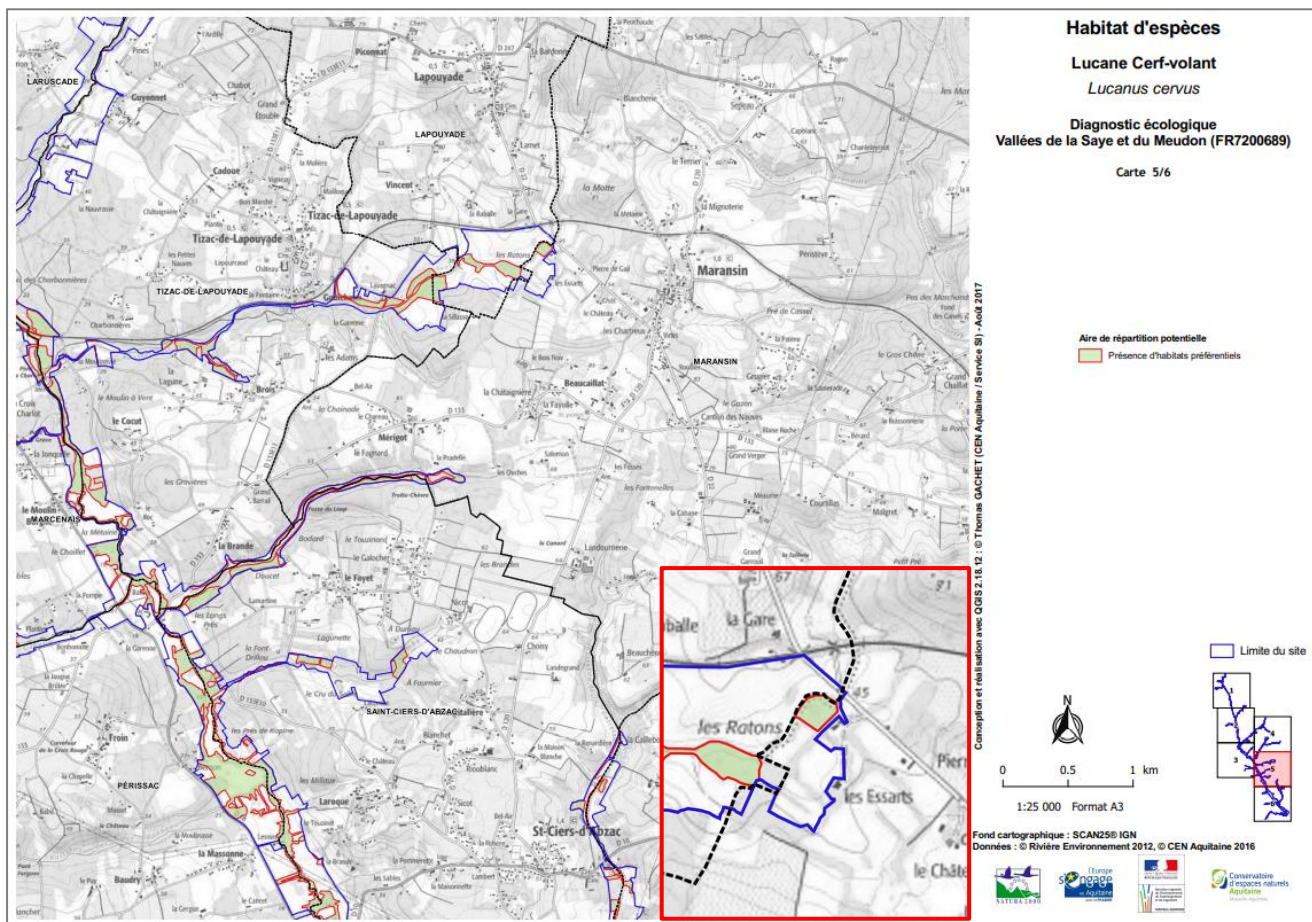
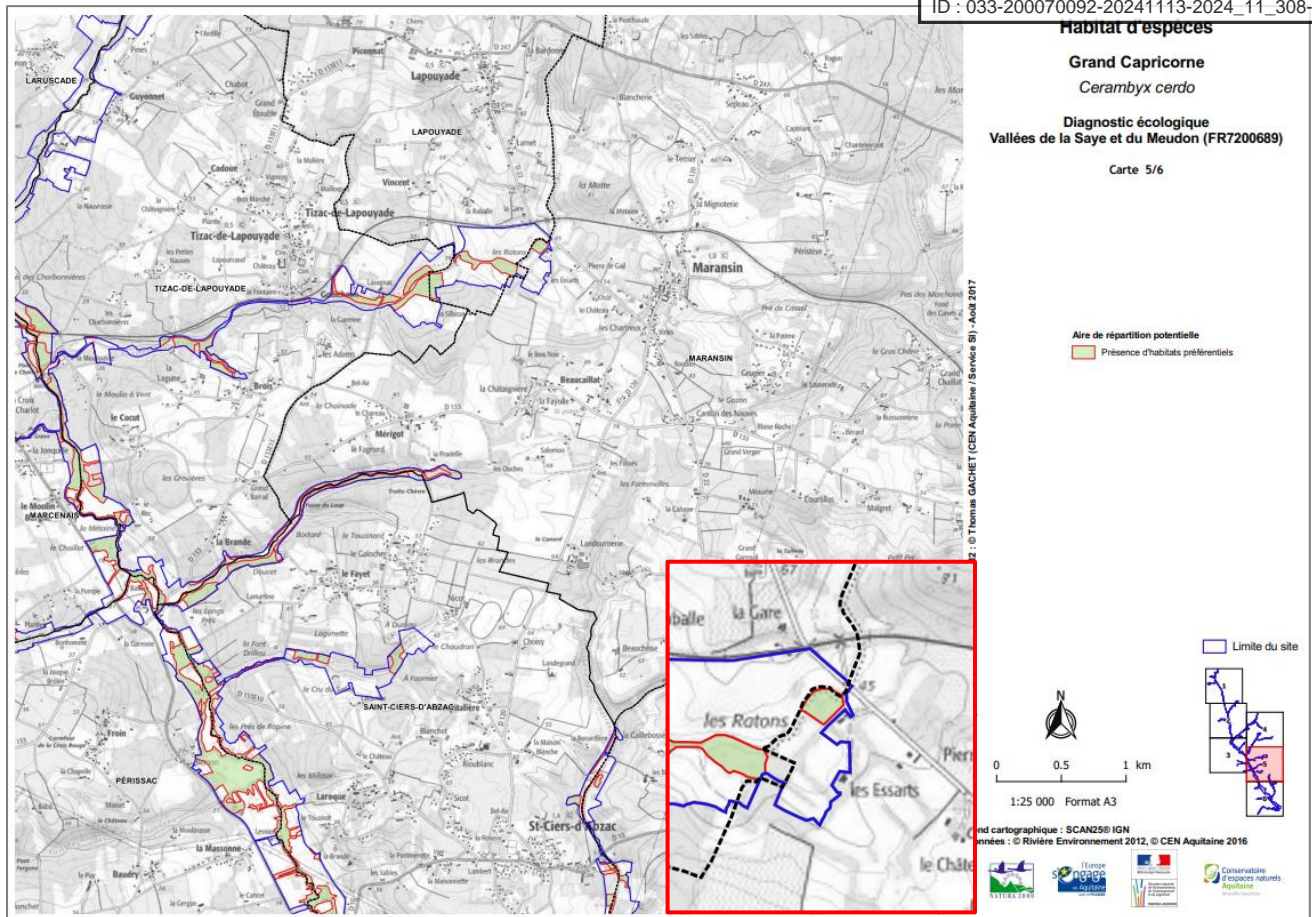
Concernant la faune, l'atlas cartographique du DOCOB validé indique que la commune de Maransin :

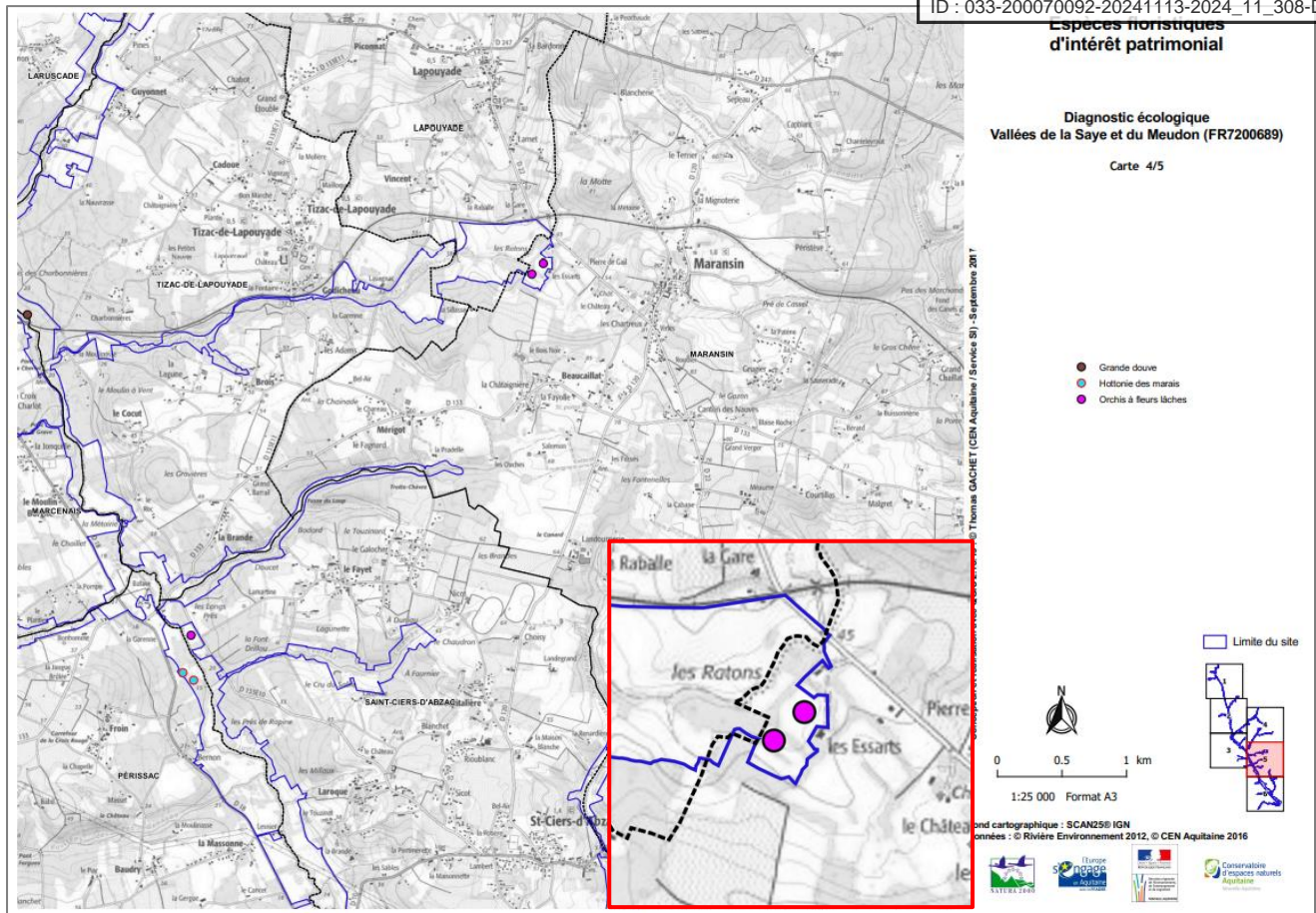
- est concernée par des habitats préférentiels pour :
 - le Vison d'Europe ;
 - le Damier de la Succise ;
 - le Grand capricorne ;
 - le lucane cerf-volant.

Par rapport aux poissons protégés Annexe II de la Directive Habitats et identifiés par protection nationale, aucun n'est recensé sur Maransin, selon les données figurant sur le DOCOB validé.

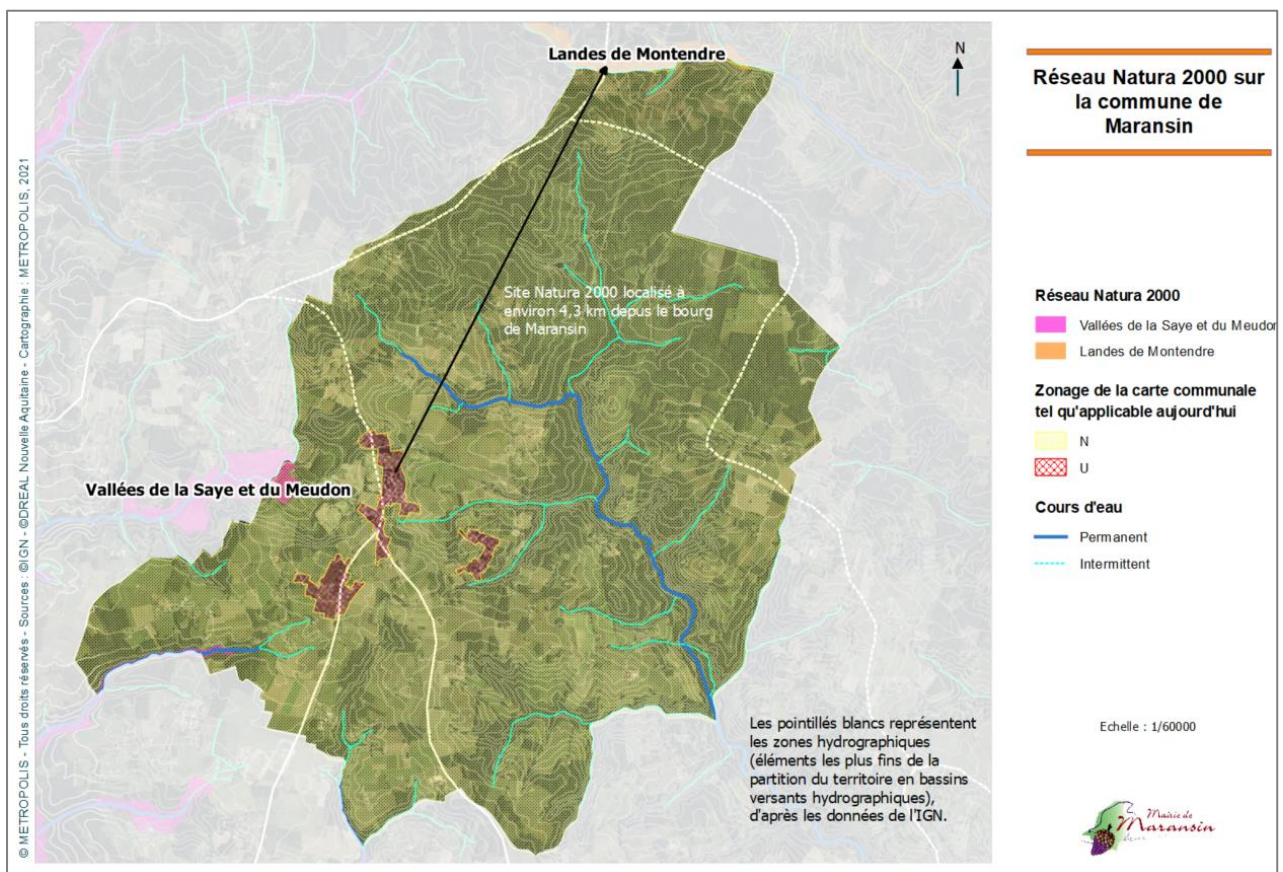
Pour ce qui relève de la flore patrimoniale, il est à noter, selon le DOCOB du site Natura 2000 « vallées de la Saye et du Meudon », la présence de l'Orchis à fleurs lâches en amont du ruisseau de Godicheau.

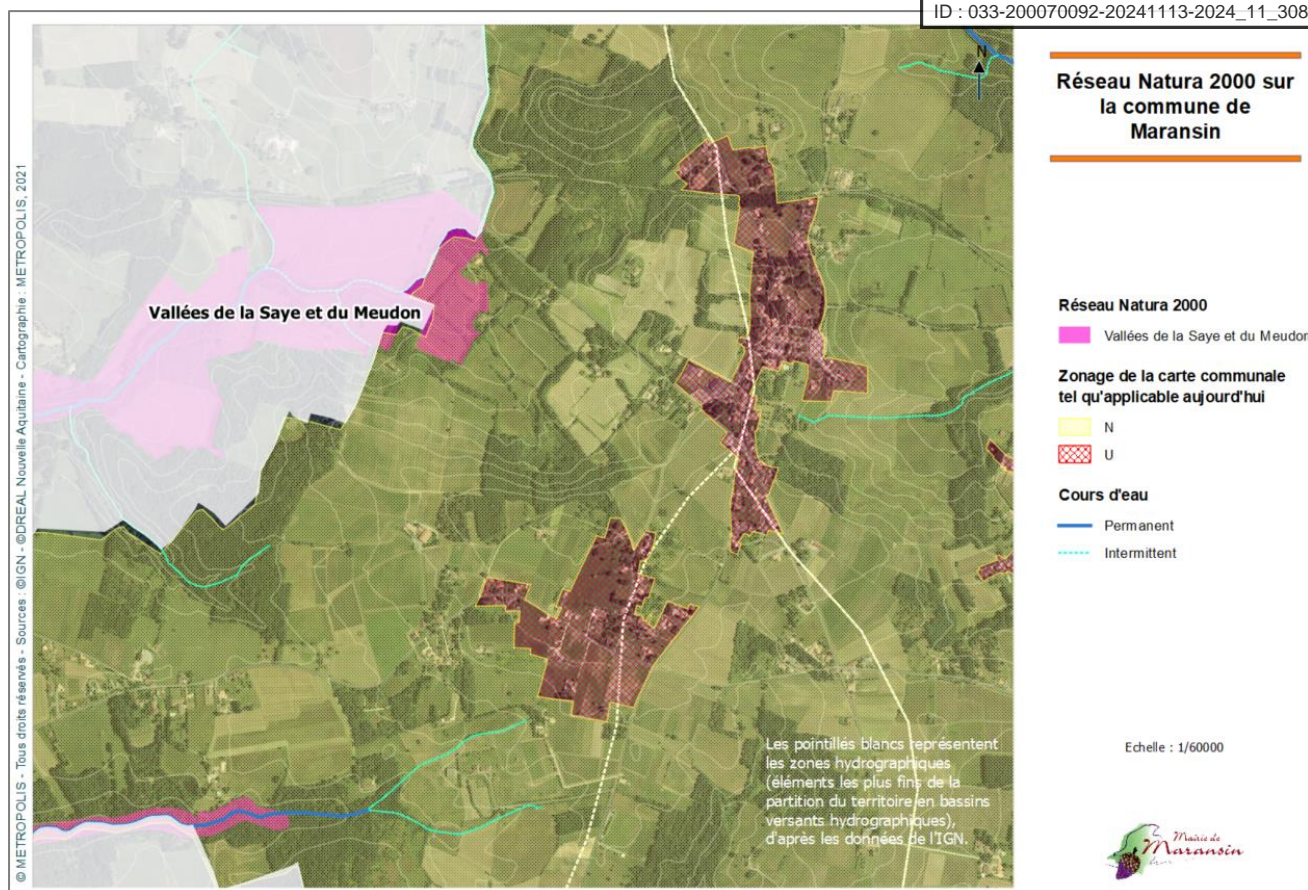




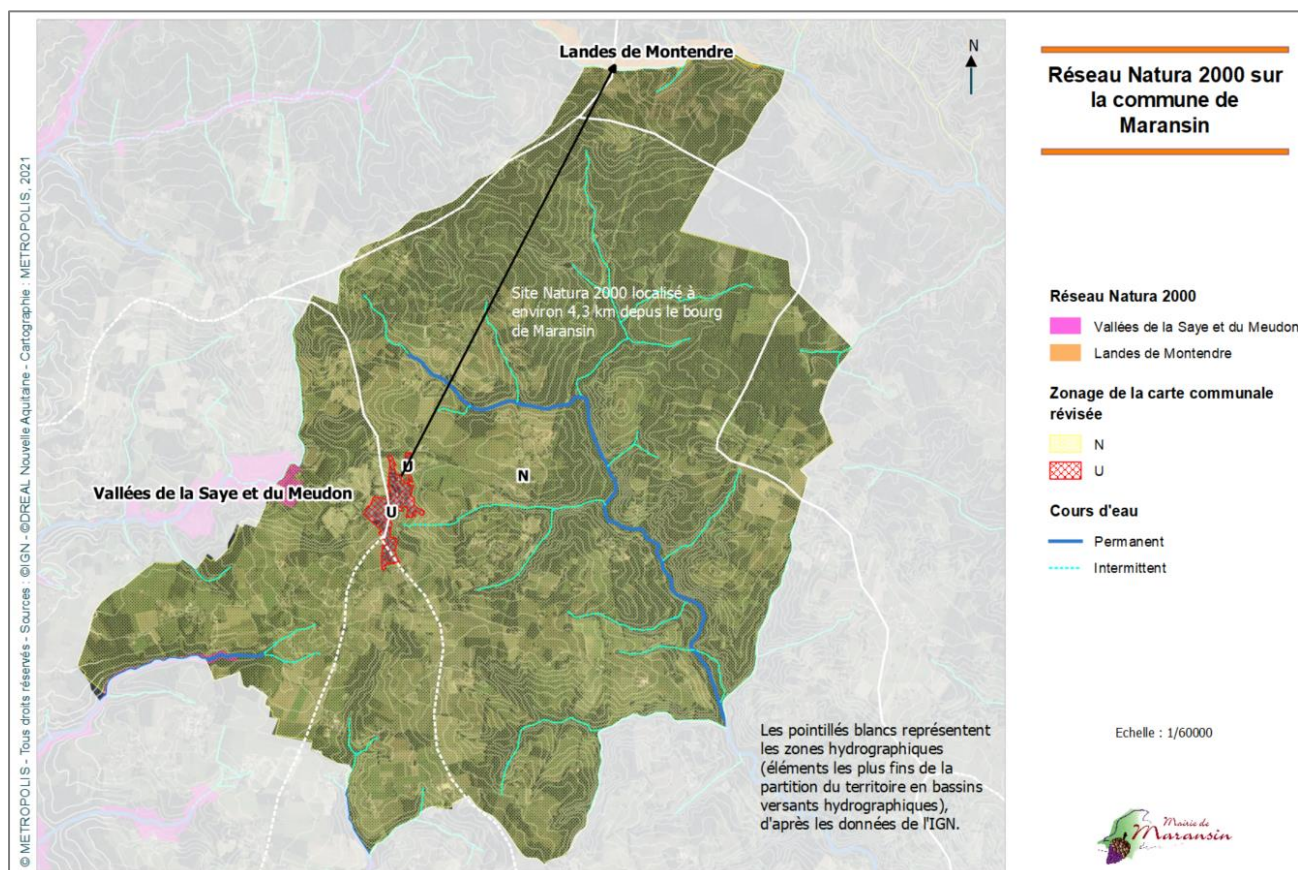


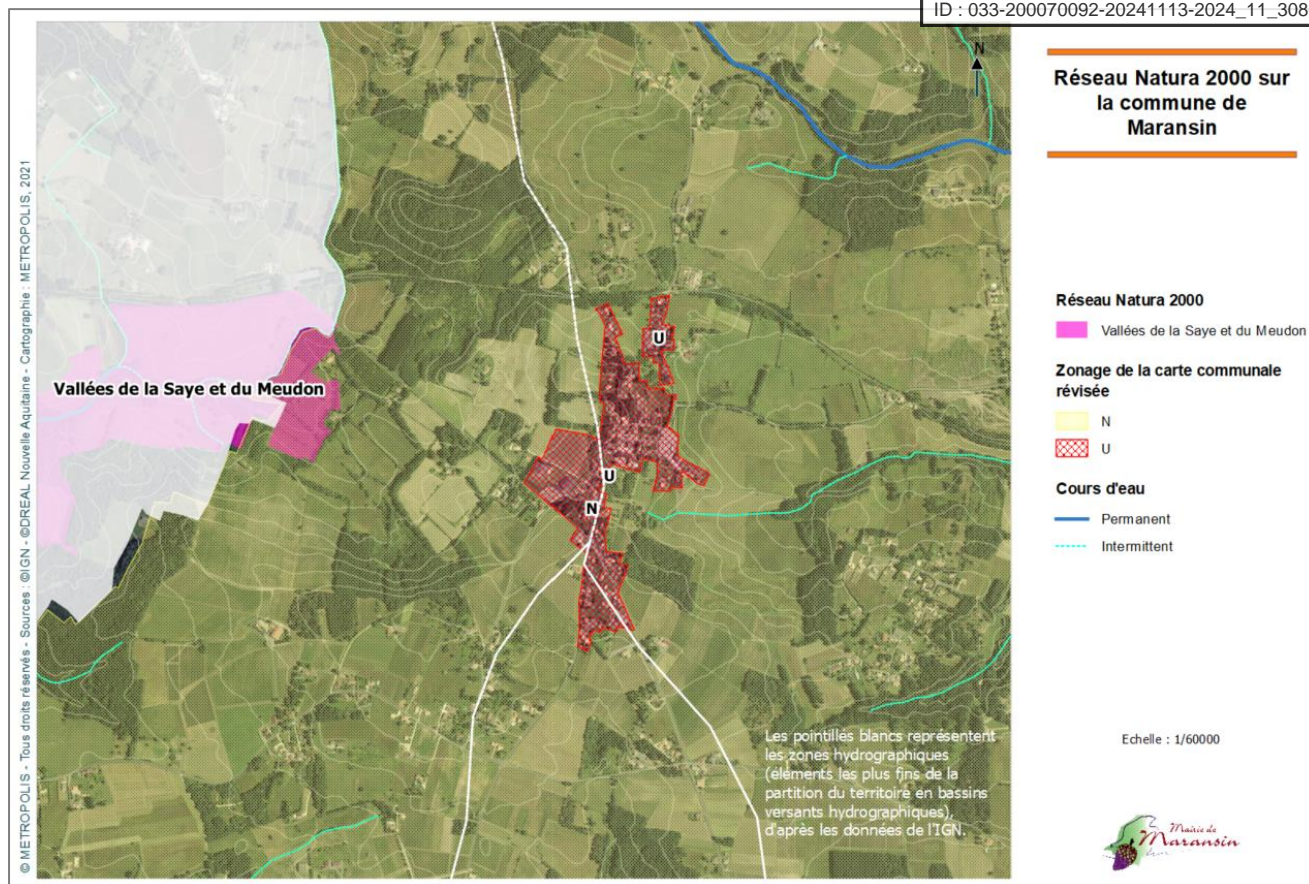
b) RAPPEL DU ZONAGE DE LA CARTE COMMUNALE DE MARANSIN EN VIGUEUR



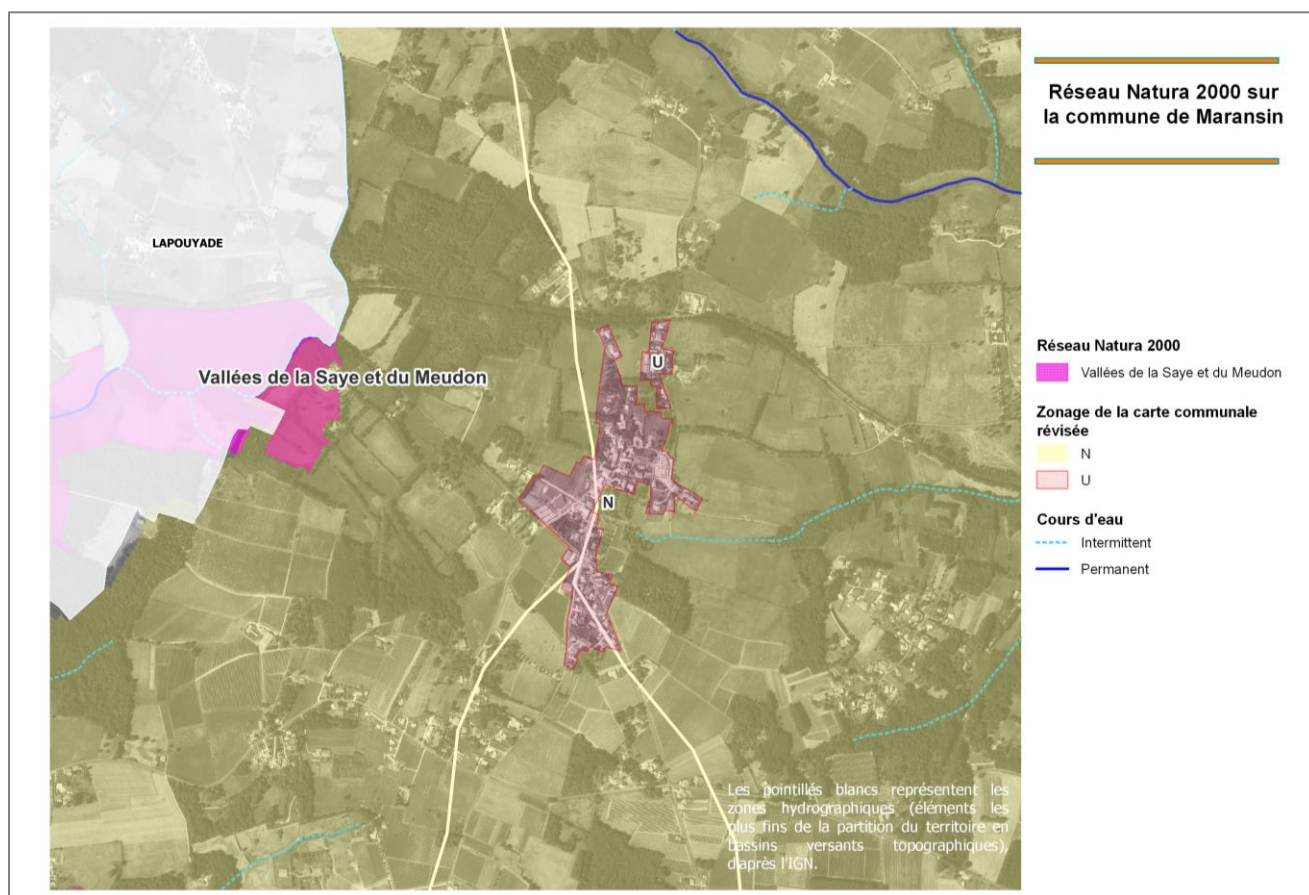


c) RAPPEL DU ZONAGE DE LA CARTE COMMUNALE DE MARANSIN, PROPOSE PAR LA REVISION EN 2024





Zonage lors de l'arrêt de la carte communale



Zonage lors de l'approbation de la carte communale

d) ANALYSE DES INCIDENCES POTENTIELLES DE LA CARTE COMMUNALE RÉVISÉE SUR LE SITE NATURA 2000 « VALLEES DE LA SAYE ET DU MEUDON »

Analyse des incidences potentielles sur les habitats d'intérêt communautaire

Au niveau de Maransin, les habitats d'intérêt communautaire recensés sont des pelouses maigres de fauche de basse altitude (source : atlas cartographique du DOCOB validé).

Celles-ci sont couvertes par un zonage N dans le projet de carte communale révisée, permettant ainsi leur préservation sur le long terme.

Au regard de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale de Maransin révisée en 2022 n'est pas nature à porter atteinte aux objectifs de conservation des habitats d'intérêt communautaire recensés. De ce fait, les incidences de la carte communale sur le site Natura 2000 « Vallées de la Saye et du Meudon », sont pressenties comme étant non significatives.

Analyse des incidences potentielles de la carte communale révisée sur les espèces d'intérêt communautaire

Analyse des incidences directes

Concernant la faune, l'atlas cartographique du DOCOB validé indique que la commune de Maransin est concernée par des habitats préférentiels pour : le Vison d'Europe, le Damier de la Succise, le Grand capricorne et le Lucane cerf-volant.

Pour ce qui relève de la flore patrimoniale, il est à noter la présence de l'Orchis à fleurs lâches en amont du ruisseau de Godicheau.

Dans le cadre de la révision de la carte communale, les habitats préférentiels des espèces d'intérêt communautaire relevés au droit du site Natura 2000, sont couverts par un zonage N. Ces habitats ont donc vocation à être conservés durablement lors de l'application du document d'urbanisme.

Il en est de même pour le secteur où est présente l'Orchis à fleurs lâches, qui est également sous l'égide d'un zonage N (au droit du site Natura 2000).

Analyse des incidences indirectes

La révision de la carte communale permet de réduire les surfaces identifiées en zone U, par rapport à la carte communale actuelle. De ce fait, les secteurs pouvant potentiellement être urbanisés couvrent désormais une surface cumulée moindre que ce que la carte communale actuelle offre potentiellement.

Ainsi, en réduisant les surfaces qui peuvent potentiellement être imperméabilisées, la révision de la carte communale réduit les incidences indirectes sur les cours d'eau, notamment en termes de qualité des eaux. C'est un point très positif par rapport à la carte communale actuelle. Et cela notamment sur le secteur de Beaucaillat, puisque situé en amont du ruisseau de Mérigot, et donc dans le bassin versant où est répertorié le site Natura 2000 « Vallées de la Saye et du Meudon ». La révision de la carte communale contribue donc à l'objectif de conservation des espèces faunistiques d'intérêt communautaires inféodées aux milieux aquatiques et humides, telles que le Vison d'Europe par exemple.

Par ailleurs, le projet de révision de carte communale prend en considération l'importance de maintenir la qualité écologique et paysagère associée notamment à la présence des milieux boisés, et particulièrement les feuillus. C'est pourquoi le projet de révision de la carte communale s'est attaché à proposer un développement urbain qui évite d'impacter les haies bocagères identifiées sur les sites voués à être urbanisés (« Gail Est » et « Le Bourg »).

Ces éléments (composés notamment de chênes pédonculés ou encore de chênes pubescents) préservés à la fois pour des raisons écologiques et paysagères, vont pouvoir poursuivre leur maturation. Ils sont en effet classés en zone N. La révision de la carte communale permet ainsi de maintenir des habitats propices à l'expression du Grand capricorne et du Lucane cerf-volant, qui affectionnent les vieux arbres des bocages. C'est en cela un point

positif, notamment sur le site « Le Bourg » puisque la carte communale en vigueur classe en zone U ces milieux naturels boisés (aujourd'hui en N, via la procédure de révision).

Concernant le Damier de la succise, il convient de rappeler que l'espèce de papillon est dépendante de la présence de la Succise des prés (plante-hôte nécessaire à la reproduction de l'espèce). Celle-ci n'a pas été observée lors des investigations écologiques réalisées par THEMA Environnement sur les sites de « Gail Est » et « Le Bourg ».

Au regard de l'ensemble de ces éléments, la mise en œuvre de la carte communale de Maransin révisée en 2024 n'est pas nature à porter atteinte aux objectifs de conservation des espèces d'intérêt communautaire recensés. De ce fait, les incidences de la carte communale sur le site Natura 2000 « Vallées de la Saye et du Meudon », sont pressenties comme étant non significatives.

e) PAR RAPPORT AU SITE NATURA 2000 DES « LANDES DE MONTENDRE »

Le site Natura 2000 des « Landes de Montendre » (site FR5400437) jouxte la commune de Maransin, sur sa limite administrative Nord.

Compte tenu :

- de la distance entre le site Natura 2000 et les zones urbaines que propose la révision de la carte communale,
- du zonage N appliqué sur toute la partie Nord de la commune maransinoise (et plus largement sur 99,35% du territoire),
- et du fait que le site Natura 2000 des « Landes de Montendre » évolue dans un bassin versant hydrographique différent que ceux associés aux zones U dans le projet de révision,

la mise en œuvre de la carte communale de Maransin révisée en 2022 n'est pas nature à porter atteinte aux objectifs de conservation des habitats d'intérêt communautaire, ni aux espèces d'intérêt communautaire et habitats d'espèces.

Au regard de ces éléments, les incidences de la carte communale sur le site Natura 2000 « Landes de Montendre », sont pressenties comme étant non significatives.

f) CONCLUSIONS

La mise en œuvre de la carte communale de Maransin révisée en 2024 n'est pas nature à porter atteinte aux objectifs de conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire recensés sur les sites Natura 2000 « Vallées de la Saye et du Meudon » et « Landes de Montendre ».

De ce fait, les incidences de la révision de la carte communale sur ces deux sites Natura 2000, sont pressenties comme étant « non significatives ».

3. INDICATEURS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA CARTE COMMUNALE

Envoyé en préfecture le 15/11/2024

Reçu en préfecture le 15/11/2024

Publié le



ID : 033-200070092-20241113-2024_11_308-DE

1.1. OBJECTIFS DU SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE

Un indicateur est une donnée quantitative qui permet de caractériser une situation évolutive (par exemple, l'état des milieux, l'évolution de la consommation d'espace...), une action ou les conséquences d'une action, de façon à les évaluer et à les comparer à différentes dates. Dans le domaine de l'évaluation des documents d'urbanisme, le recours à des indicateurs est très utile pour mesurer :

- d'une part, l'état initial de l'environnement et le diagnostic ;
- d'autre part, les transformations induites par les dispositions du document ;
- et enfin, le résultat de la mise en œuvre de celui-ci au terme d'une durée déterminée.

Il s'agit ainsi d'être en mesure d'apprécier l'évolution des enjeux sur lesquels le document d'urbanisme est susceptible d'avoir des incidences. Cela doit permettre d'envisager, le cas échéant, des adaptations dans la mise en œuvre du document pour modifier sa trajectoire, voire d'envisager sa révision.

1.2. DEFINITION DES CRITERES, INDICATEURS ET MODALITES RETENUS POUR L'ANALYSE DES RESULTATS DE L'APPLICATION DE LA CARTE COMMUNALE

a) PROGRAMME DE SUIVI DES EFFETS DE LA CARTE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE, LES VOLETS SOCIO-ECONOMIQUES ET MOBILITES

Une fois la carte communale approuvée, sa mise en œuvre et ses incidences doivent être évaluées au regard des perspectives et des besoins identifiés dans le diagnostic. Ce suivi permettra notamment d'évaluer la cohérence entre le projet de territoire et les hypothèses émises au cours de l'élaboration du projet et le développement effectif. L'évaluation permettra d'adapter les mesures prises en fonction des résultats et de faire face aux éventuelles incidences imprévues.

En termes de réduction de la consommation de l'espace, la commune de Maransin et/ou la CA du Libournais pourront vérifier chaque année, si la superficie moyenne de terrains par logement est en augmentation ou en diminution par rapport au constat des dix dernières années en utilisant le tableau ci-après.

	Nombre de logements	Divers (1)	Réhabilitation-changement de destination	Total	Superficie totale des terrains de la zone U	Superficie moyenne par logement	Type de terrains construits (2)
2024							
2025							
2026							
2027							
2028							
2029							
2030							
2031							
2032							
2033							
2034							

(1) Divers ; extensions, vérandas, garages, abris de jardins, piscines, terrasse, ...

(2) Type de terrains construits : occupation du sol avant construction (urbain, naturel, agricole, forestier)

Tableau indicateur de consommation d'espace par an

Thème	Sous-thème	Objectif du suivi	Indicateur retenu	Source des données	de référence)	suivi
Démographie	Population résidente	Accueillir de nouveaux habitants	Populations légales	INSEE	2018 : 1 005 habitants	Annuelle
	Structure par activités	Attractivité des actifs	Nombre d'actifs résidents	INSEE	2018 : 481 actifs	Tous les 3 ans
Habitat	Logements neufs	Production de logements neufs, avec une offre diversifiée	Logements commencés par année, nombre de T2/T3	INSEE SITADEL	Objectif moyen à l'échelle de l'intercommunalité : 4 logements par an	Annuelle
	Logements vacants	Lutte contre la vacance	Nombre de logements vacants	INSEE	2018 : 32 logements, 6,8% du parc	Annuelle
	Emplois	Diversification et confortement des activités économiques	Nombre d'emplois par secteurs d'activités	INSEE	2018 : 160 emplois répartis ainsi : - Agriculture : 50 - Industrie : 5 - Construction : 25 - Commerces, transports, services : 55 - Adm publique, enseignement, santé, action sociale : 25	Annuelle
		Développement de l'offre locale d'emploi	Indicateur de concentration d'emploi	INSEE	2018 : 31	Tous les 3 ans
	Établissements	Diversification et confortement des activités économiques	Nombre d'établissements actifs par secteurs d'activités	SIRENE	2018 : 238 établissements actifs dont : - 26% employeurs - 30% liés à la culture de la vigne	Tous les 3 ans
	Agriculture	Conforter les activités agricoles	Surfaces Agricoles Utilisées (PAC)	RPG / PAC	2018 : 958 ha	Tous les 3 ans
			Surfaces des espaces agricoles, par occupation du sol	OCS Observatoire NAFU	2020 : 1 231 ha	Tous les 5 ans
	Commerces et services	Développer les commerces et services	Nombre de commerces / services à la personne	INSEE BPE	2020 : 44 commerces et services	Tous les 3 ans
Mobilités, transports	Transports en commun	Limiter l'usage de la voiture individuelle	Parts des déplacements domicile - travail	INSEE	2018 : Pas de transport : 4,8% Marche à pied : 1,6% Vélo et autres deux-roues : 0,11% 2 roues motorisé : 0,9% Transports en commun : 1,2% Voiture : 91,3%	Tous les 3 ans
			Nombre d'aires et de places de covoiturage	Conseil départemental	2022 : Aucune aire recensée	Tous les 3 ans
Consommation d'espaces et densification	Densification	Densifier les centralités urbaines	Surface moyenne consommée par logement	MAJIC Permis d'aménager / de construire	Référence : 1372 m ² consommés en moyenne pour un logement lors des 10 dernières années	Annuelle
	Consommation d'espace	Mobiliser 0,85 à 4 hectares maximum d'espaces NAF	Surfaces NAF consommées à destination d'habitat	Portail de l'artificialisation des sols	/	Annuelle

b) PROGRAMME DE SUIVI DES EFFETS DE LA CARTE COMMUNAL SUR L'ENVIRONNEMENT

Les indicateurs de suivi des effets sur l'environnement sont conçus pour constituer une aide à la diffusion d'une information accessible, ainsi qu'une aide à l'évaluation et à la décision. Le but n'est donc pas d'établir un tableau de bord exhaustif de l'état de l'environnement mais bien de proposer parmi ces familles d'indicateurs ceux qui reflètent le mieux l'évolution du territoire et l'impact des orientations et dispositions du document d'urbanisme.

Les indicateurs proposés ci-après ont été définis avec le souci d'être réalistes et opérationnels, simples à appréhender et facilement mobilisables (facilité de collecte et de traitement des données par les techniciens concernés).

Thème	Sous-thème	Objectif du suivi	Indicateur(s) retenu(s)	Source des données	Etat initial (valeur de référence)	Fréquence de suivi
Paysages	Grand paysage	Evolution des surfaces naturelles et forestières	Consommation des espaces naturels et forestiers (m ² de surface)	Commune Intercommunalité	/	Tous les 3 ans
Biodiversité	Zones humides	Artificialisation des zones humides évitées	Surface bâtie (en m ²)	Commune Intercommunalité	Surface identifiée en ZH en 2022 : Site « Le Bourg » : Site « Gail Est » : Site de « Beaucaillat » :	2 ans
	Patrimoine naturel	Evolution des milieux naturels et agricoles concernés par un zonage de type réglementaire (Natura 2000) ou d'inventaire (ZNIEFF)	Surfaces nouvellement urbanisées (en m ²) dans les périmètres du patrimoine naturel	Commune Intercommunalité	/	Tous les 3 ans
	Compensation écologique	Artificialisation des éléments identifiés comme relevant de l'application de mesures de compensation écologique	Surfaces nouvellement urbanisées (en m ²)	Commune Intercommunalité	/	Tous les 3 ans
	Enjeux écologiques identifiés sur les secteurs voués à muter	Suivi de la conservation des habitats identifiés à enjeu écologique sur les sites de « Gail Est » et « Le Bourg »	Conservation de la haie au Nord sur le site de « Gail Est » (en N) : oui / non Conservation de la haie au Nord sur le site « le Bourg » : oui / non Conservation de la haie à l'Est, le long de la D120 (en N) : oui/non Conservation de la mare et du boisement de frêne associé (en N) : oui/non	Commune Intercommunalité	Voir zonage	Après chantier, puis tous les 3 ans
	Continuités écologiques	Artificialisation des réservoirs de biodiversité (N)	Nouvelles surfaces construites au niveau des réservoirs de biodiversité (en m ²)	Communes Intercommunalité	/	2 ans
Ressource en eau	Eau en tant que milieu	Evolution de la qualité des cours d'eau	Etat chimique de la masse d'eau « rivière » (sans ubiquistes)	Agence de l'Eau Adour Garonne	Données SDAGE 2022-2027 FRFRT31_1 : bon FRFRR36_8 : bon FRFRR36_5 : bon FRFRR35_5 : bon FRFRR36 : bon	Annuelle

		Etat d'avancement du schéma directeur de gestion des eaux pluviales de la CALI	Etat d'avancement : non débuté / en cours / achevé	Intercommunalité	Donnée en 2024 : En cours	Annuelle
	Alimentation en eau potable	Evolution de la consommation en eau potable	Volume d'eau brute prélevé par ouvrage alimentant le territoire couvert par le SIEPA Nord Libournais (m ³ /an)	RPQS annuel réalisé par le maîtres d'ouvrage AEP Base de données SISPEA	Données 2023 Le Palais : 251 416 m ³ Lagrave Grand Pallu : 253 962 m ³ Millas : 615 379 m ³	Annuelle
		Evolution de la pression sur les ressources	Potentiel mobilisé par rapport aux volumes prélevables autorisés par Maître d'Ouvrage (%)	RPQS annuel réalisé par les maîtres d'ouvrage AEP Arrêté préfectoral concernant les captages AEP	Données 2023 Taux de sollicitation en 2023 : 92,6% Rappel : Volume maximum prélevable autorisé par arrêté préfectoral pour le SIEPA du Nord Libournais = 1210000 m ³ /an	Annuelle
		Evolution du rendement des réseaux	Rendement primaire du réseau de distribution (%)	RPQS annuel réalisé par le maîtres d'ouvrage AEP	Données 2022 : SIEPA Nord Libournais : 80,06%	Annuelle
		Évolution des indices linéaires de perte du réseau	Volume en m3/j/km	Maître d'ouvrage AEP Base de données SISPEA	Données 2022 : SIEPA Nord Libournais : 1,60 m3/km/j	Annuelle
Air Energie Climat	Consommation énergétique	Suivi de la consommation	Consommation d'électricité tout secteur confondu	ENEDIS	Données 2021 : 3959 MWh	2 ans
			Part du résidentiel dans la consommation électrique totale	ENEDIS	Données 2021 : 87,9%	2 ans
			Part des logements médiocres recensés sur la commune Nombre de logements médiocres recensés sur la commune	MAJIC	Données 2021 : Part : 8,63% du parc de logements Nombre : 44 logements	2 ans
	Energies renouvelables	Evolution du nombre de site de production EnR	Nombre de sites de production raccordé au réseau public de distribution d'électricité	ENEDIS	Données 2021 : Solaire : 18 Eolien : 0 Hydraulique : 0 Bioénergies : 0 Cogénération : 0	2 ans
			Production par filière d'ENR raccordé au réseau public de distribution d'électricité	ENEDIS	Données 2021 : Solaire : 68 MWh Eolien : 0 Hydraulique : 0 Bioénergies : 0 Cogénération : 0	2 ans
		Evolution de la part d'EnR dans la consommation électrique du territoire	Comparaison « production/consommation »	ENEDIS	Données 2021 : Ratio = 1,7%	3 ans
	Pollutions et nuisances	Assainissement individuel	Evolution du taux de conformité des dispositifs ANC	Taux de conformité observé (%)	Maître d'Ouvrage ANC Données 2021 SIEPA Nord Libournais : 83% Maransin : 69,6%	Annuelle

Risques	Risques naturels	Suivi de l'évolution du nombre d'arrêtés de l'état de catastrophe naturelle : évaluer l'adaptation du territoire au changement climatique	Nombre total d'arrêté d'état de catastrophe naturelle par commune	Géorisques	2022 Chocs Mécaniques liés à l'action des Vagues : 2 Grêle : 1 Inondations et/ou Coulées de Boue : 6 Mouvement de Terrain : 1 Sécheresse : 6 Tempête : 2	Annuelle
	Incendie	Suivi de la défense incendie au niveau des sites à urbaniser	Présence d'un PEI « disponible » dans un rayon de 200 mètres autour du site « Le Bourg » : oui / non Présence d'un PEI « disponible » dans un rayon de 200 mètres autour du site « Gail Est » : oui / non	Intercommunalité Commune SDIS 33	Données en 2021 : Site « Le Bourg » : oui Site « Gail Est » : oui	Annuelle
		Etat de la défense incendie sur le territoire communal	Nombre de PEI identifiés comme « indisponibles » par le SDIS 33 lors du dernier contrôle	Intercommunalité Commune SDIS 33	Données en 2021 : PEI « Canton des Nauves »	Annuelle